

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Un taux de participation de 14,47% à 16h00

P. 3

ALGÉRIE-LIBYE

Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen achèvent leur visite en Algérie

P. 24

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de projets de décrets exécutifs et d'exposés sur plusieurs secteurs

P. 4

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Tebboune : "les législatives, un deuxième jalon dans le processus d'édification d'une Algérie plus proche du citoyen"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi à Alger que les élections législatives étaient "un deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique plus proche du citoyen qu'avant". "A l'instar de tous les citoyens, j'ai accompli mon devoir électoral. C'est un deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique encore plus proche du citoyen qu'avant", en attendant la tenue "prochainement" des élections locales (APW et APC), qui se veulent "le dernier jalon de ce processus", a déclaré le président de la République au sortir du bureau de vote. Et de poursuivre: "En ma qualité de Président et de citoyen, je crois résolument à l'article 7 de la Constitution stipulant que le peuple est la source de tout pouvoir, qui l'exerce à travers ses élus".

P.p 3-24
DKnews-APS



JUSTICE

10 individus suspectés d'appartenir à un groupe subversif présentés devant la justice (Procureur de la République)

P. 4

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2021

Hausse de la valeur des autorisations de programme à 2794 milliards de DA

P. 6

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 72 dollars vendredi

P. 7

SANTÉ

HYGIÈNE DENTAIRE

Comment prendre soin de sa bouche ?

P.p 12-13

FOOTBALL

MATCH AMICAL Victorieux de la Tunisie (2-0), les Verts battent le record africain d'invincibilité

P. 21



CINÉMA

Un conseil interministériel pour la relance de l'industrie cinématographique

P. 16

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Les dépenses mondiales en hausse, mais trop disparates (Unesco)

P. 2

CULTURE

Le Premier ministre reçoit l'actrice Bahia Rachedi



Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a adressé, dans un tweet, ses salutations les plus distinguées à toute la famille de l'Art et de la Comédie en Algérie, à l'occasion de l'audience qu'il a accordée, jeudi, à la grande comédienne Bahia Rachedi.

A cette occasion, le Premier ministre lui a exprimé son soutien et sa solidarité, après le cambriolage de sa maison.

L'actrice Bahia Rachedi avait déclaré aux médias avoir été victime d'un cambriolage et voire plus avoir reçu des menaces écrites sur les murs de sa maison.

ALGÉRIE - LIBYE

Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen visitent Djamaâ El Djazair



Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen, MM. Moussa Al-Koni et Abdullah Al-Lafi ont effectué, jeudi, une visite à Djamaâ El Djazair à Alger.

La délégation libyenne a été reçue par le Secrétaire général du ministère des Affaires religieuses et le SG du ministère de l'Habitat ainsi que le wali délégué d'El Harrach.

Les deux vice-présidents ont écouté des explications sur l'architecture de cet édifice religieux et culturel et ont contemplé la capitale Alger du haut de la mosquée.

Au terme de cette visite, les hôtes de l'Algérie ont reçu deux toiles d'arts décoratifs islamiques.

Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen avaient entamé, mercredi, une visite officielle de deux jours en Algérie.

TIZI-OUZOU

Arrestation de 3 auteurs de vols par effraction

Trois (03) individus, auteurs de plusieurs vols par effraction, ont été arrêtés jeudi tôt dans la matinée à Tizi-Ouzou, rapporte vendredi un communiqué de la.

L'arrestation en flagrant délit des 3 malfrats, dont un (01) mineur, est intervenue suite à un appel signalant une tentative de vol dans une pharmacie.

L'enquête diligentée par les services de la sûreté de wilaya a permis de déterminer que les 3 compères sont également les auteurs de trois 3 autres vols par effraction ayant ciblé d'autres commerces.

Présentés le même jour au parquet de Tizi-Ouzou pour association de malfaiteurs, vols par effraction en flagrant délit et port d'armes blanches prohibées, les 2 majeurs ont été mis en détention préventive, tandis que le mineur a été placé au Centre spécialisé de rééducation de Boukhalfa.

PERTURBATION DE L'AEP
Les directeurs de la distribution et de la production de la SEAAL limogés

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi a mis fin, vendredi, aux fonctions des directeurs de la distribution et de la production de la Société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL) et a chargé le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Alger d'assurer la gestion sous l'autorité du wali, suite aux perturbations enregistrées dans certains quartiers de la capitale, a indiqué un communiqué du ministère.

"Suite aux perturbations enregistrées dans certains quartiers d'Alger, le ministre des Ressources en eau a mis fin aux fonctions des directeurs de la distribution et de la production de la SEAAL et a chargé le directeur des ressources en eau de la wilaya d'Alger d'assurer la gestion sous l'autorité du wali d'Alger", lit-on dans le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Un décès et 3 blessés dans un accident à Tizi-Ouzou



Une personne a perdu la vie et 3 autres ont été blessées jeudi en soirée lors d'un accident de la circulation survenu sur l'autoroute vers Draa El Mizan, Sud-ouest de Tizi-Ouzou, a rapporté vendredi un communiqué de la protection civile. Il s'agit du dérapage d'un véhicule léger, à bord duquel se trouvaient les 4 personnes, dans un ravin, causant la mort d'un jeune homme âgé de 19 ans et des blessures à ses 3 accompagnateurs, évacués vers le CHU Tizi Ouzou.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Les dépenses mondiales en hausse, mais trop disparates (Unesco)

Les dépenses mondiales consacrées aux sciences ont sensiblement augmenté, avec un dynamisme sans précédent dans des pays en voie de développement notamment en Afrique, mais le paysage reste trop dominé par les Etats-Unis et la Chine, selon l'Unesco.

Entre 2014 et 2018, l'investissement dans la recherche scientifique a progressé de 19%, et le nombre de scientifiques, de 13,7%.

"Il y a 20 ans, il fallait encore convaincre les pays de l'intérêt d'investir dans la science et la technologie. Aujourd'hui, quasiment tous ont intégré l'idée que c'est un moyen de faire progresser l'économie", s'est félicitée auprès de l'AFP Susan Schneegans, coordinatrice du rapport. Mais cet investissement est "très inégal": les Etats-Unis et la Chine ont compté pour près de deux tiers (63%) de la progression mondiale des dépenses.

SONATRACH

Tenue de l'Assemblée générale ordinaire



Le Groupe public d'hydrocarbures "Sonatrach" a tenu, jeudi, son Assemblée générale ordinaire (AGO), présidée par le ministre de l'Energie et des Mines et le ministre des Finances ainsi que le Gouverneur de la Banque d'Algérie en qualité de membres, indique un communiqué du Groupe.

Lors de cette réunion, il a été procédé à la présentation et à l'adoption du bilan annuel de la société pour l'exercice 2020.

Ce bilan porte sur les activités de production, d'investissement, de commercialisation et des comptes sociaux.

L'AGO a examiné d'autres dossiers, dont l'actualisation et l'amélioration des mesures de passation des marchés de la société, ajoute la même source.

SIDI BEL-ABBÈS

Un mort et deux blessés dans un véhicule qui a pris feu

Une personne a trouvé la mort calcinée dans un véhicule qui a totalement pris feu et deux autres ont été blessées jeudi soir dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

La cellule d'information et de communication de ces services a indiqué que la victime a été retrouvée carbonisée, alors que ses compagnons y sont sortis avec des brûlures de deuxième et troisième degrés, après que la voiture a brûlé sur l'autoroute Est-ouest au niveau de Hassi Zahana.

La même source a fait savoir que les brûlés ont été transférés au CHU Abdelkader Hassani de la ville de Sidi Bel-Abbès.

Les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Saisie de 25 kilos de drogues dans la région Est du pays



Le service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, dont le siège se trouve à Annaba, a démantelé un réseau de trafic de stupéfiants et saisi 25 kilos de drogues, a-t-on indiqué jeudi dans un communiqué de la sûreté de wilaya.

La même source, a précisé que le service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants de la région Est a saisi, au cours de la même opération, un véhicule touristique utilisé pour le transport de drogues.

Les mesures juridiques ont été prises à l'encontre des personnes impliquées dans cette affaire en coordination avec le procureur de la République territorialement compétent, a ajouté le même document.

L É G I S L A T I V E S

Le Président de la République accomplit son devoir électoral

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accompli samedi son devoir électoral dans le cadre des élections législatives du 12 juin, au niveau de l'École Ahmed Ouroua à Staouéli (Alger ouest).



Composition du nouveau gouvernement : une décision sera prise consacrant la véritable démocratie (Tebboune)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a indiqué samedi, au sujet de la composition du nouveau gouvernement, qu'une décision sera prise "consacrant la véritable démocratie", qu'il résulte des législatives une majorité parlementaire ou présidentielle.

A une question sur la composante du prochain gouvernement, le président de la République a affirmé à la presse, au sortir du bureau de vote, que la Constitution a tranché à ce sujet, c'est-à-dire en cas de majorité parlementaire ou présidentielle, et "dans les deux cas, nous allons prendre une décision consacrant la véritable démocratie".

Estimant que les élections législatives constituent une étape dans le processus du change-

ment, le Président Tebboune a déclaré "à l'instar de tous les citoyens, j'ai accompli mon devoir électoral. C'est un deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique encore plus proche du citoyen qu'avant", en attendant la tenue "prochainement", a-t-il poursuivi, des élections locales (APW et APC), qui se veulent "le dernier jalon" de ce processus. S'agissant des parties qui ont opté pour le choix du boycott, le Président de la République a indiqué que "ceux qui ont choisi le boycott, c'est leur droit, à condition qu'ils n'imposent pas leur décision aux autres, car tout le monde est libre dans ce pays, mais dans le respect de l'autre". Dans ce contexte, il a évoqué l'un des principaux fon-

dements de la démocratie qui "veut que la majorité respecte la minorité, mais la décision demeure entre ses mains".

Après avoir rappelé que voter se veut "un devoir national", le Président Tebboune a évoqué les prévisions concernant les résultats de ces échéances, indiquant à ce propos: "J'ai déjà déclaré que le taux de participation ne m'intéressait pas. Ce qui m'importe est que ceux qui sortiront de l'urne détiennent la légitimité populaire qui leur permettra, demain, d'exercer le pouvoir législatif". Il s'est déclaré optimiste quant à la participation populaire, en s'appuyant sur les échos des journalistes qui couvrent le déroulement du scrutin à travers plusieurs wilayas du pays, lesquels font état d'une "affluence

de jeunes et des femmes à ces échéances". "Je suis toujours optimiste quel que soit le taux de participation", a confié le Président Tebboune, relevant que le taux de participation aux élections législatives est souvent inférieur à celui enregistré lors des élections présidentielles ou d'autres échéances. Concernant les parties qui ont appelé au report des élections, le président de la République a répondu que "des personnes cherchent à imposer leurs diktats sans que nous sachions qui elles représentent. Aucune personne ni aucun groupe ne peut imposer ses diktats à un peuple tout entier". "Ceux-là sont libres dans leurs déclarations, mais le peuple voudrait ces élections et elles ont eu lieu", a-t-il soutenu.

Les garanties du Président de la République en Une de la presse nationale

Les déclarations du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, lors de sa visite, jeudi, au siège de l'Autorité nationale indépendante des élections constituent l'essentiel de la presse nationale de ce samedi qui relève également l'importance de l'échéance électorale à laquelle sont conviés plus de 24 millions d'électeurs. Le quotidien El Moudjahid ouvre son édition de ce samedi par la visite du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, jeudi, au siège de l'Autorité nationale indépendante des élections, où il avait déclaré que "l'ère des quotas était révolue". Le journal revient également sur les garanties de transparences avancées par l'Anie et par la loi et sur une vision globale, par les chiffres, des composantes des listes de candidatures proposées aux citoyens.

Cette déclaration du Président de la République faisait également l'Une du quotidien "Horizons" qui a dédié un dossier à ce jour de scrutin en revenant sur les moyens techniques déployés pour cette journée. La rupture avec les anciennes pratiques et la concrétisation du changement à travers le renouvellement de la classe politique au sein du parlement est également abordée en plus

des pronostics de politologues sur le taux de participation et sur les contours de la prochaine assemblée. "Un vote et de nombreuses attentes", titre "Le quotidien d'Oran" en Une pour aborder lui aussi, ce rendez-vous électoral par les chiffres. Il revient également sur les assurances de l'Anie et sur la neutralité de l'Armée nationale populaire (ANP), une armée républicaine qui continuera (...) de s'acquitter de ses missions constitutionnelles".

"Le soir d'Algérie" qui revient sur les pronostics du président de l'Anie en matière de taux de participation à ces législatives anticipées, qu'il prévoit supérieur à celui du référendum de la révision constitutionnelle en novembre dernier, dans cette édition il relève également le prolongement de la campagne électorale sur les réseaux sociaux après l'entrée en vigueur du silence électoral.

Pour sa part le journal "Liberté" évoque en Une "Une élection et des questions" et le taux de participation "habituellement faible aux législatives", en plus de relever la faible participation dans les bureaux de vote en France.

La même fiche technique de ce scrutin est également proposée par le quotidien "L'Expression"

qui dédie sa "Une" à ce "rendez-vous de la nouvelle Algérie" qui augure et la refonte de l'Etat et le parachèvement de l'édifice institutionnel. Ce média propose également un aperçu des listes, bureaux de votes, moyens déployés et nombre d'électeurs dans les wilaya de Bejaïa et d'Oran.

Du côté de la presse arabo-phonie de ce samedi, la visite du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, jeudi, au siège de l'Anie et ses déclarations sur la transparence des élections sont également à l'Une de quotidiens comme "Echaâb" ou "Echourouk" qui évoque également des rapports sur des dépassements dans le financement des campagnes, remis à l'Anie par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Ce journal revient lui-aussi sur le prolongement de la campagne électorale sur les réseaux sociaux après l'entrée en vigueur du silence électoral. Pour sa part, le quotidien "El Khabar" qui propose un retour sur l'historique de l'Assemblée populaire nationale depuis 1997 et aborde un parlement qui se dessine, pour la première fois, sans majorité.

APS

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, accomplit son devoir électoral

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a accompli samedi son devoir électoral, dans le cadre des élections législatives, au niveau de l'école du parc de la Liberté à Alger.

Le Premier ministre Abdelaziz Djerad accomplit son devoir électoral

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a accompli samedi son devoir électoral, dans le cadre des élections législatives, au niveau de l'école Amar Hida à Dely Brahim (Alger).

Le Général de corps d'Armée Saïd Chanegriha accomplit son devoir électoral

Le Général de corps d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a accompli samedi son devoir électoral dans le cadre des élections législatives au CEM Ahmed Bey, dans la commune de Oued Koréich à Alger.

Le Porte-parole du gouvernement accomplit son devoir électoral

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer, a accompli samedi son devoir électoral dans le cadre des élections législatives du 12 juin, au niveau de l'École Abderrahmane El Kawakibi, à Alger. Au sortir de l'isoloir, M. Belhimer a déclaré à la presse que "l'intégrité et la transparence de (ces) élections bâteront en brèche toutes les machinations diaboliques fomentées (contre l'Algérie) par des laboratoires aux visées destructrices".

Un taux de participation de 14,47% à 16h00

Le taux de participation aux élections législatives qui se poursuivent samedi, a atteint 14,47% à 16 heures au niveau national, a annoncé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi.

M. Charfi a précisé que le taux de participation aux législatives à travers le territoire national s'élève à 14,47% à 16h00, soit 3.402.720 électeurs sur un total de 23.522.322.

Taux de participations par wilaya

Voici le taux de participation aux élections législatives par wilaya, enregistré aujourd'hui à 13:00, comme annoncé par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a annoncé, lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'ANIE à Alger:

- Adrar: 19,33%
- Chlef: 8,41%
- Laghouat: 15,14%
- Oum El Bouaghi: 10,80%
- Batna: 10,10%
- Bejaïa: 0,76%
- Biskra: 12,66%
- Bechar: 17,33%
- Blida: 8,51%
- Bouïra: 5,25%
- Tamanrasset: 28,56%
- Tébessa: 11%
- Tlemcen: 10,50%
- Tiaret: 10,68%
- Tizi Ouzou: 0,47%
- Alger: 5,65%
- Djelfa: 13,05%
- Jijel: 10,49%
- Sétif: 7,71%
- Saïda: 12,0%
- Skikda: 11,08%
- Sidi Bel Abbès: 11,85%
- Annaba: 8,00%
- Guelma: 11,25%
- Constantine: 7,61%
- Médéa: 10,82%
- Mostaganem: 11,10%
- Msila: 11,80%
- Mascara: 11,05%
- Ouargla: 15,67%
- Oran: 7,46%
- El-Bayadh: 15,27%
- Illizi: 53,34%
- Bordj Bou Arreridj: 8,62%
- Boumerdes: 6,13%
- El Tarf: 12,34%
- Tindouf: 36,12%
- Tissemsilt: 12,83%
- El Oued: 13,09%
- Khenchela: 14,20%
- Souk Ahras: 10,06%
- Tipasa: 9,92%
- Mila: 9,24%
- Ain Defla: 12,56%
- Nâma: 17,72%
- Ain Temouchent: 10,15%
- Ghardaïa: 11,11%
- Relizane: 13,49%
- Timimoune: 20,22%
- Bordj Badji Mokhtar: 28,43%
- Ouled Djellal: 13,80%
- Beni Abbas: 24,98%
- In Salah: 23,75%
- In Guezzam: 34,77%
- Touggourt: 12,97%
- Djanet: 30,02%
- El Meghaïer: 18,89%
- El Menia: 17,32%

Le taux de participation aux législatives, qui se déroulent samedi, à travers le territoire national s'est élevé à 10,02% à 13:00, soit 2.357.533 électeurs. Au sein de la communauté algérienne à l'étranger, il a atteint 3,70% à la même heure, soit un nombre de votants de 33.404.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de projets de décrets exécutifs et d'exposés sur plusieurs secteurs

"Le Conseil du Gouvernement s'est réuni, jeudi 10 juin, sous la présidence du Premier ministre, Abdelaziz Djerad au Palais du Gouvernement. Lors de cette réunion, il a été procédé à l'examen et au débat de projets de décrets exécutifs et d'exposés concernant les secteurs suivants:

- L'Intérieur, les Collectivités locales et l'Aménagement du territoire.

- Les Finances.
- L'Energie et les Mines.
- La Culture et les Arts.
- Le Commerce.
- Le Tourisme et l'Artisanat.
- L'Environnement.
- L'Industrie pharmaceutique.

1- A l'entame de la réunion, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a présenté un projet de décret exécutif portant déclaration d'utilité publique de l'opération relative à la réalisation d'un pôle urbain intégré et d'équipements annexes au niveau de la commune de Bouzeguène (Tizi Ouzou).

Les affectations nécessaires des indemnités accordées aux parties concernées par les opérations d'expropriation de biens fonciers au titre de la réalisation de ce projet sont disponibles et déposés auprès du Trésor.

2- Par ailleurs, le ministre des Finances a présenté un projet de décret exécutif fixant les conditions d'octroi d'agrément et d'exploitation des entrepôts de stockage temporaires, ainsi que la forme et les clauses du cahier de charges et de l'engagement garanti par caution.

L'entrepôt de stockage temporaire est un espace agréé par l'Administration des Douanes et destiné au déchargement des marchandises et à leur placement temporaire sous contrôle des douanes, en attendant la déclaration de douanes permettant de donner aux marchandises stockées une nature juridique certifiée. L'importance de ce système réside en l'opération d'entreposage auprès des douanes et en le dédouanement des marchandises à l'importation et à l'exportation.

Le cadre réglementaire proposé dans le projet de ce texte permet, ainsi, la définition des conditions de délivrance de l'agrément et d'exploitation des entrepôts temporaires, et ce, à travers la mise en place d'un cahier de charges régissant les activités de l'exploitant.

3- Concernant le secteur de l'Energie et des mines, le ministre a présenté

4 projets de décrets exécutifs.

Le 1er projet concerne la méthode de calcul du droit de cession appliqué sur les activités en amont, où le droit de cession devra être versé à l'administration des impôts par le partenaire contractant concerné par la cession.

Le 2ème projet porte sur les règles et conditions d'exercice des activités de raffinage des hydrocarbures.

- La certification étant un outil de régulation incontournable, il est impératif de soumettre le développement du secteur de raffinage à des mesures d'octroi d'autorisa-



tions, à même de conférer une transparence à l'opération de contrôle.

Le 3ème projet de décret exécutif prévoit des mesures de contrôle et de suivi des travaux de réalisation et d'exploitation du système de transport par pipelines.

Ainsi, l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) veille au respect de la réglementation technique appliquée. Enfin, le 4ème décret concerne les exigences requises par les opérations de conception, de fabrication et d'exploitation des pipelines et des capacités de stockage des hydrocarbures et des produits pétroliers. Par la promulgation de ces décrets exécutifs, le Gouvernement aura défini tous les garde-fous et mécanismes juridiques en vue d'une activation à part entière de la loi sur les hydrocarbures.

4- La ministre de la Culture et des arts a présenté deux projets de décrets exécutifs:

Le 1er projet concerne la création du Parc culturel des Aurès et sa délimitation.

Ce Parc est un espace authentique unique en son genre, de par la richesse de son patrimoine culturel qui remonte à la Préhistoire. Le 2ème projet porte sur la création, l'organisation et le fonctionnement de l'Office du Parc culturel des Aurès.

Cet Office est chargé, entre autres missions, de la protection, de la préservation et de la valorisation du patrimoine culturel se trouvant dans le périmètre du Parc culturel, notamment en ce qui concerne l'élaboration du schéma général de l'aménagement du Parc.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la préparation d'une cartographie des parcs nationaux pour la protection du patrimoine culturel, végétal et historique. Le Gouvernement est en passe de préparer le dossier de classification des parcs sur la liste du patrimoine universel de l'UNESCO.

5- Le ministre du Commerce a, pour sa part, présenté deux projets de décrets exécutifs:

Le 1er porte sur la réorganisation de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI).

Le 2ème concerne la création, l'organi-

sation et le fonctionnement du réseau des laboratoires de contrôle de qualité et de conformité

Le premier décret vise la restructuration des CACI pour leur redynamisation ainsi que leur intégration, d'une manière plus efficace, dans le processus de développement économique national, en les érigeant en espaces de concertation entre pouvoirs publics et opérateurs économiques, mais en force de proposition en vue de promouvoir et d'organiser les activités économiques aux plans local et national. Les CACI devront servir également d'outils efficaces au service de l'entreprise algérienne et de l'économie nationale aussi bien au niveau local que national, tout en s'ouvrant à l'étranger.

Concernant la réorganisation des Chambres de commerce, les amendements introduits visent à :

- Préserver le principe de représentation de la Chambre auprès des autorités publiques au niveau national et local.

- Élargir et renforcer les missions de la Chambre de commerce.

- Revoir les structures de gestion de la Chambre à travers la création d'un Conseil d'administration.

- Consacrer l'indépendance des prérogatives des membres élus

Il s'agit également de :

- La possibilité de créer des entreprises commerciales, industrielles ou tertiaires auprès de la Chambre de commerce.

- L'accueil d'une instance de médiation, de conciliation et d'arbitrage des litiges commerciaux nationaux et internationaux, à la demande des opérateurs.

Quant au décret portant création, organisation et fonctionnement du Réseau des laboratoires d'essais et d'analyses de conformité des produits importés ou fabriqués localement, en tant qu'espace dont le but est la mutualisation des compétences et l'encouragement du travail collectif pour réaliser des actions d'utilité publique. Il regroupe tous les laboratoires relevant des secteurs ministériels d'intérêt commun en matière de protection du consommateur, de répression de la fraude et d'amélioration

de la production nationale. Ce réseau est placé sous l'égide du ministère du Commerce.

6- S'agissant du secteur du Tourisme et de l'Artisanat, le ministre a présenté deux projets de décrets exécutifs:

- Le premier vise la définition, la déclaration et la classification des Zones d'expansion et sites touristiques.

- Le deuxième projet exécutif, fixe la nomenclature des activités artisanales et des métiers.

- Le projet du premier texte s'inscrit dans le cadre de la mise en application du Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT) 2030 définissant la stratégie de relance du Tourisme en Algérie. Il existe six (06) différents écosystèmes à travers le territoire algérien: le littoral, les steppes, les montagnes, les sources thermales, les oasis et les déserts. Ils constituent par leur diversité et richesse, des réserves d'eau et une biodiversité importante, outre leurs magnifiques paysages impliquant leur protection dans le cadre du développement durable.

- Le deuxième projet de décret exécutif porte sur la nomenclature des activités artisanales et des métiers, en deuxième lecture.

7- La Ministre de l'Environnement a, pour sa part, présenté un projet de décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif n° 06-198 du 31 mai 2006 définissant la réglementation applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement.

Ce règlement, qui encadre les établissements classés, vise à prévenir, réduire et éliminer les risques ou dommages pouvant être occasionnés par ces derniers, et ce pour :

- Préserver la quiétude du voisinage,
- Protéger et sécuriser l'environnement, la Santé publique et l'hygiène, l'agriculture, les écosystèmes, les ressources naturelles et les Sites et monuments. Le nouveau texte permet de réduire de trois mois à 15 jours les délais d'octroi de la décision d'autorisation initiale.

8- Le Ministre de l'Industrie Pharmaceutique a présenté, quant à lui, un projet de décret exécutif relatif aux règles de bonnes pratiques de fabrication des produits pharmaceutiques destinés à la médecine humaine.

A travers ce guide seront prises en considération les exigences de la décision d'enregistrement relative à la sécurité, à la qualité et à l'efficacité des produits médicaux systématiquement dans toutes les dispositions à prendre pour la production, la maîtrise et la libération pour la commercialisation, afin de garantir un système d'enregistrement efficace et faisable conformément aux normes internationales en vigueur.

JUSTICE

10 individus suspectés d'appartenir à un groupe subversif présentés devant la justice (Procureur de la République)

Dix (10) individus suspectés d'appartenir à un groupe subversif visant à attenter à la sécurité et à l'unité nationales ont été présentés, jeudi, devant le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed, alors que 12 autres sont en fuite dont 6 à l'étranger.

En date du 10 juin 2021 et après parachèvement de l'enquête préliminaire par la police judiciaire de la circonscription centrale de la sûreté d'Alger, dix individus ont été présentés devant le juge d'instruction, 12 sont en état de fuite, dont 06 à l'étranger", a précisé le Procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed Djamel Khoudja dans une conférence de presse.

Les suspects sont poursuivis pour "délit d'adhésion à un groupe subversif visant à attenter à la sécurité et l'unité nationales, délit d'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le recrutement d'éléments au sein d'un groupe subversif et délit de complot contre l'Etat", selon la même source.

Ils sont poursuivis également pour "avoir reçu des fonds de la part d'individus de l'intérieur et de l'extérieur du pays à l'effet de commettre des actes subversifs visant à attenter à la sécurité de l'Etat, à la stabilité et au bon fonctionnement de ses institutions ainsi qu'à la sécurité et à l'ordre publics".

Ils sont également accusés de "délit de distribution au public de tracts visant à nuire à l'intérêt national, délit d'incitation à des attroupements non armés outre le délit d'infraction aux dispositions législatives du mouvement des capitaux".

L'arrestation de ces individus fait suite aux investigations menées par la police judiciaire de la sûreté d'Alger, en collaboration avec les services centraux de lutte contre la cybercriminalité, selon le Procureur de la République. Ces investigations ont permis de démasquer un groupe d'individus "qui utilisent des pseudonymes dans des comptes électroniques sur les réseaux sociaux pour mener

des actes subversifs". Selon la même source, il s'agit entre autres de Abdallah Ben Mohamed, Boukhars Amir, Benhlima Mohamed, Zitout Mohamed Larbi, Benmaamar Farouk et Boudiaf Thoraya, qui se trouvent à l'étranger. Ces individus font "de la propagande et financent des activités en injectant des fonds en monnaie nationale et en devises d'origine suspecte qu'ils envoient à des éléments en Algérie, parmi ceux considérés comme des individus subversifs sur les réseaux sociaux, et qui incitent les citoyens à sortir dans des marches non-autorisées".

Les enquêtes préliminaires ont débouché sur la saisie de sommes d'argent en monnaie nationale et en devises, ainsi que sur la découverte d'importantes transactions financières d'une valeur de près 360.000 euros, soit l'équivalent de près de 7 milliards de centimes. Des mandats de dépôt contre les accusés et des mandats d'arrêt à l'encontre des accusés en fuite ont été requis, précise la même source.

AIN TÉMOUCHENT

Une production de plus de 1,3 million quintaux de céréales prévue

Une production de plus de 1,36 million de quintaux de céréales est prévue lors de la campagne moisson-battage de la saison agricole en cours dans la wilaya d'Ain Témouchent, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Lancée dernièrement, la campagne moisson-battage cible une superficie de 105.000 hectares à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a indiqué le directeur des services agricoles, Ghali Boulouar, soulignant que la campagne est dotée de tous les moyens nécessaires, de même pour la collecte des récoltes.

La Direction des services agricoles d'Ain Témouchent a mobilisé 20 structures d'une capacité de stockage de 700.000 quintaux (qx) par les



coopératives de céréales et légumes secs (CCLS) d'Ain Témouchent et Hammam Bouhadjar, a-t-on ajouté.

La saison agricole 2020-2021 a enregistré une perturbation en pluviométrie affectant des terres emblavées, soit 5.000 ha de pertes de la surface globale réservée à la céréaliculture, selon le DSA. Pour rappel, la wilaya d'Ain Témouchent a réalisé au titre de la saison agricole écoulée, une production de 1,8 milli on qx de céréales.

Réception de neuf établissements scolaires à la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Ain Témouchent sera renforcé, à la prochaine rentrée scolaire, par la réception de neuf nouveaux établissements, a-t-on appris vendredi de la direction des équipements publics qui supervise cette opération. Le cycle primaire détient la part du lion de ces structures, prévues d'être réceptionnées lors de la prochaine rentrée avec cinq grou-

pements scolaires du primaire, dont deux à Ain Témouchent et trois autres dans les communes de Oued Berkeche, Ain Kihel et Sidi Benadda, a indiqué le directeur des équipements publics, Youcef Benmesbah, soulignant que ce programme, en cours de concrétisation, comporte aussi deux CEM à Ain Témouchent et deux lycées à Beni Saf et M'said. Par ailleurs, il est prévu la réception

de quatre cantines scolaires à travers des écoles primaires des communes de Oued Berkeche, Hammam Bouhadjar, Emir Abdelkader et Oued Sabah. Une commission locale présidée par le secrétaire général de la wilaya effectue des visites inopinées pour s'enquérir de visu du taux d'avancement des travaux de ces projets et du respect des délais de réalisation, a-t-on fait savoir.

APW DE TIZI-OUZOU

Installation d'une commission de suivi des projets structurants

Une commission Ad hoc chargée du suivi des projets structurants au niveau de la wilaya a été installée par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tizi-Ouzou, a annoncé vendredi un communiqué de cette institution élue.

Cette commission, dont la création a été proposée lors d'une session de l'APW consacrée au développement local tenue en février dernier, aura pour mission le suivi des projets structurants non lancés ou

enregistrant des retards dans la réalisation.

Elle devra, à cet effet, procéder au recensement de l'ensemble des projets structurants inscrits à l'indicatif de la wilaya, établir un état des lieux de leur avancement et émettre des recommandations en vue de trouver des solutions.

Parmi ces projets structurants, le communiqué de l'APW cite celui du stade de 50 000 places couvertes, le centre d'entraînement des équipes nation-

ales à Aghribs, les salles OMS, les piscines et les stades inscrits en 2017 pour ce qui est du secteur de la jeunesse et des sports.

Pour ceux du secteur de l'hydraulique, le projet de transfert d'eau de Tichihaf, la station de dessalement d'eau de mer à Iflissen, les stations d'épuration et l'ovioide des Ouadhias ainsi que le projet de transfert d'eau de oued Sibau vers le barrage de Taksebt.

Il évoque, également, l'opération de réhabilitation et de

modernisation des hôtels publics qui traine en longueur et les zones d'extension touristiques (ZET), pour ce qui est du secteur du tourisme.

Les secteurs des travaux publics et de l'énergie ne sont pas en reste, souligne, en outre, la même source qui cite les projets de la pénétrante autoroutière, les chemins de wilaya et la R N 12, les postes sources électrique et l'amenée de gaz pour 3 communes de la daïra d'Azefoun.

BLIDA

Envoi du premier convoi d'œufs à couvrir vers la Libye

Un premier convoi d'œufs à couvrir a été exporté jeudi vers la Libye par l'Entreprise publique économique (EPE) MITAVIC de Soumâa (Est de Blida) relevant de l'Office régional de l'aviculture (ORAC, région centre) sous la supervision du Centre arabo-africain pour l'investissement et le développement et du Conseil des hommes d'affaires libyens en Algérie. "Il s'agit d'un premier envoi de 200.000 œufs vers la ville libyenne de Misrata, sur un total de 5 millions d'unités prévues à l'exportation vers ce même pays", a indiqué le président du Centre arabo-africain pour l'investissement, Mohamed Amine Boutalbi, dans une déclaration à la presse. Cette opération s'inscrit dans le cadre des accords signés à l'issue du forum économique algéro-libyen, tenu en mai dernier (avec la participation de près de 320 hommes d'affaires libyens), relatifs à l'exportation de nombreux produits algériens, vers la Libye, à l'exemple des œufs à couvrir, dont un premier convoi a été envoyé jeudi et sera suivi progressivement par d'autres, a signalé M. Boutalbi. "Ce convoi destiné à la ville de Misrata passera par la Tunisie", a précisé le président du Centre arabo-africain pour l'investissement, soulignant, par ailleurs, l'importance de la "réouverture du poste frontalier de Deb Deb (Illizi)-Ghadames dans la relance de l'activité économique et commerciale dans la région et la facilitation du transport des marchandises algériennes vers la Libye qui a grand besoin de ces produits", a-t-il assuré. Mohamed Amine Boutalbi a annoncé, en outre, l'exportation, demain vendredi, d'un premier convoi de 40.000 tonnes de Clinker, une

matière première utilisée en cimenterie, vers la Libye, à partir du port d'Oran. "Cette opération sera suivie, la semaine prochaine, par d'autres convois de fer, de savon et de produits alimentaires divers", a fait savoir le délégué du Conseil des hommes d'affaires libyens en Algérie, Omar Kara. Les Douanes algériennes assurent l'accompagnement sur le terrain de ces opérations à travers des facilitations en faveur des opérateurs économiques concernés, notamment par un contrôle douanier de la marchandise, effectué sur place et l'exemption fiscale, a indiqué le

directeur régional des douanes de Blida, le contrôleur général principal Tahar Khadraoui, dans une déclaration à la presse en marge de cette opération. A noter que le ministre du Commerce, Kamel Rezig avait assuré que son département ministériel ouvrira sans cesse à l'aplanissement des contraintes entravant les opérateurs économiques lors des opérations d'exportations vers la Libye, tout en accompagnant ces entreprises, pour leur permettre de relever le volume des échanges commerciaux entre les deux pays.

GUELMA

Lancement des travaux de raccordement de 1.100 logements AADL 2

Les travaux de raccordement au réseau d'électricité de 1.100 logements en location-vente AADL 2 ont été lancés au nouveau pôle urbain Hadjr El Mengoub, dans la commune de Belkheir (wilaya de Guelma), en prévision de la prochaine distribution d'un premier quota, a-t-on appris jeudi auprès du directeur de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz, Mohamed Belarbi. La première opération de raccordement concernera 5.400 unités AADL 2 en cours de réalisation dans ce pôle urbain distant de 11 km du chef-lieu de wilaya, a précisé le même responsable en marge du coup d'envoi de ces travaux. La première tranche des travaux entamés portera sur le raccordement de 700 unités achevées, a précisé la même source qui a indiqué que la fiche technique du projet prévoit la pose de 3 km de lignes aériennes et 4 km de lignes souterraines. La seconde tranche de raccordement ciblera 400 autres logements également achevés sur le même site, ajoutant que les travaux porteront sur la pose de 1 km de lignes aériennes et 3 km de lignes souterraines, selon le même cadre qui a précisé que les installations projetées sur ces deux sites résidentiels concernent 14 transformateurs, dont 9 destinés à alimenter 700 logements et 5 au profit de 400 autres logements. Les autorités de la wilaya accordent un grand intérêt pour les projets de raccordement des logements AADL 2 aux divers réseaux, dont celui de l'électricité, selon la même source qui a souligné que les logements dont les travaux sont terminés feront l'objet d'inspection dans les plus proches délais.

EL TARF Une deuxième station de dessalement d'eau de mer à El Kala

Une nouvelle station de dessalement d'eau de mer, d'une capacité de 80.000 m³/jour, sera réalisée "à moyen terme" au niveau de la daïra côtière d'El Kala (wilaya d'El Tarf), a-t-on appris vendredi auprès de la direction locale des ressources en eau. Cette nouvelle station est la deuxième du genre après celle en cours de réalisation depuis 2018 à Draouche, d'une capacité globale de 300 000 m³/jour, destinée à alimenter en eau quatre wilayas de l'Est du pays, a précisé le directeur du secteur, Nacer Mokhnache, lors d'un point de presse organisé hier, et consacré aux préparatifs en cours pour améliorer la distribution de l'eau potable durant l'été.

L'étude de ce projet a d'ores et déjà été lancée, a ajouté la même source, signalant qu'eu égard au stress hydrique que connaît la région depuis quelques années, l'Etat a prévu, dans le cadre d'un programme d'urgence, de réaliser 15 nouvelles stations de dessalement à travers le pays dont une dans la wilaya frontalière d'El Tarf. La même source a, par ailleurs, fait état de plusieurs autres opérations, auxquelles le Fonds national de l'eau a consacré un total de 130 millions de dinars, et dont les travaux seront lancés "incessamment" à El Kala et à travers certaines zones d'ombre de Bouhadjar, daïra se trouvant à l'ouest de la wilaya d'El Tarf. Aussi, plusieurs autres projets de renforcement de l'AEP tirent à leur fin, a-t-on noté, dans le cadre de l'amélioration de la distribution de l'eau potable durant la saison estivale, période marquée habituellement par un flux considérable de touristes, accentuant les besoins de la région en eau potable.

ANNABA

Plus de 33 000 tonnes de blé dur importé refoulées

La direction du commerce d'Annaba a refusé l'admission et le déchargement au niveau du port d'une cargaison de blé dur importé, estimée à 33 492 tonnes, pour non-respect du "critère de qualité", suite aux résultats des analyses effectuées par les services concernés relatives au contrôle de la conformité des produits aux frontières, a-t-on appris jeudi du directeur local du commerce, Rabah Belhout.

Le même responsable a précisé à l'APS, que la cargaison a été importée du Canada pour le compte de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) vers le port d'Annaba, où elle a été soumise aux procédures de contrôle réservées pour les produits importés, en coordination entre les services de contrôle des produits aux frontières et le laboratoire régional de la protection des végétaux de la wilaya d'El Tarf. Selon les rapports d'expertise des parties concernées, la direction du commerce a refusé l'admission de cette cargaison, tandis que l'Office algérien interprofessionnel des céréales se chargera de parachever les procédures juridiques liées à la gestion de tels cas, conformément aux dispositions juridiques incluses dans le contrat d'importation, a-t-il dit. De son côté, l'inspectrice du laboratoire régional de protection des végétaux, Amel Bakouche, a expliqué que les résultats des analyses effectuées sur la cargaison de blé dur ont mis en évidence la "non-conformité du produit en termes de qualité".

Elle a ajouté que la qualité de cette cargaison de blé dur s'est détériorée "en raison des conditions de stockage durant le transport".

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Rezig installe une Commission nationale de moralisation

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a supervisé, jeudi à Alger, l'installation de la Commission nationale de moralisation des activités commerciales en charge de proposer des mesures et des mécanismes pour la régulation du marché et la gestion des espaces commerciaux et veiller au respect de la transparence des transactions commerciales.

Dans une allocution lors de la cérémonie d'installation, M. Rezig a précisé que celle-ci est composée de 8 sous-comités spécialisés et de représentants de plusieurs secteurs ministériels, d'organisations professionnelles, d'associations de protection du consommateur et d'instances onusiennes.

Il s'agit des sous-comités des légumes et fruits, des denrées alimentaires emballés et des produits d'épicerie, des viandes rouges et blanches et des poissons, des produits non alimentaires, des équipements ménagers et des meubles, des textiles, des cuirs, des chaussures et des habits, des services commerciaux ainsi que des espaces commerciaux.

Installée en application des instructions du président de la République relatives à la moralisation de la vie publique dont les activités commerciales, cette Commission veillera, entre autres, à proposer des mesures et des mécanismes pour la moralisation de l'activité commerciale, à revoir les conditions de fonctionnement et de gestion des espaces commerciaux et à améliorer l'activité commerciale et à observer la transparence des transactions commerciales, a fait savoir le ministre. A propos de la révision des lois et des législations régissant l'activité commerciale, le ministre a rappelé que ses services ont entamé la révision de plus de 10 textes juridiques entre 2020 et 2021.

Pour ce qui est de l'organisation des pratiques commerciales, M. Rezig a annoncé la création d'un réseau informatique commun entre plusieurs secteurs en vue d'accélérer l'échange des informations pour prendre les mesures administratives nécessaires à point nommé. La numérisation et la modernisation des secteurs grâce aux technologies de pointe et la consécration du e-paiement et la mise en place d'un cadre juridique permettront à l'importateur d'ouvrir un seul compte bancaire facilitant la traçabilité de ces pratiques par les organismes de contrôle, a-t-il enchaîné.

Le ministre du Commerce a évoqué la création d'instances professionnelles en charge de la régulation et la mise à niveau de la déontologie, outre l'établissement d'une charte d'éthique commerciale comportant les principes d'orientation visant à fixer les règles de conduite déontologique dans les transactions commerciales.

Il a fait état de la réactivation du réseau "RELEA" liant les laboratoires gouvernementaux et permettant d'effectuer des analyses de qualité des divers biens et services. Le ministre du Commerce a indiqué que son département dispose de plus de 45 laboratoires, outre les laboratoires relevant d'autres ministères, soulignant l'existence de 700 laboratoires au niveau national en charge des contrôles et de la conformité des produits aux normes avant leur commercialisation.

DOUANES

Le Gouvernement examine les conditions d'octroi d'agrément et d'exploitation des entrepôts de stockage temporaires

Le Gouvernement a examiné, jeudi lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, un décret exécutif fixant les conditions d'octroi d'agrément et d'exploitation des entrepôts de stockage temporaires ainsi que la forme et les clauses du cahier de charges et de l'engagement garanti par caution, indique un communiqué des services du Premier ministre. L'entrepôt de stockage temporaire est un espace agréé par l'Administration des Douanes et destiné au déchargement des marchandises et à leur placement temporaire sous contrôle des douanes, en attendant la déclaration de douanes permettant de donner aux marchandises stockées une nature juridique certifiée. L'importance de ce système réside en l'opération d'entreposage auprès des douanes et en le dédouanement des marchandises à l'importation et à l'exportation, précise le communiqué. Le cadre réglementaire proposé dans le projet de ce texte permet, ainsi, la définition des conditions de délivrance de l'agrément et d'exploitation des entrepôts temporaires, et ce, à travers la mise en place d'un cahier de charges régissant les activités de l'exploitant, ajoute-t-on de même source.

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE 2021

Hausse de la valeur des autorisations des programmes à 2794 milliards de DA

Le montant des autorisations des programmes au titre de l'exercice 2021 a été augmenté à 2.794 milliards de DA dans le cadre de la loi de finances complémentaire (LFC 2021), publiée, mercredi, au Journal officiel (JO), contre 1.882 milliards de DA au titre de la loi de finances préliminaire de l'année en cours.

Selon l'ordonnance portant LFC 2021, publiée au JO n 44, la valeur de l'autorisation de programme prévue pour cette année est passée de 1.882,18 milliards de DA (comme fixé dans la loi de finances préliminaire) à 2793,97 milliards de DA, soit une hausse de 911,8 milliards de DA (+ 48 %). Ce montant global est constitué du total des investissements s'élevant à 1.829,26 milliards de DA (contre 1710,44 milliards de DA dans la loi de finances préliminaire) et de la valeur des

opérations sur le capital estimée à 964,7 milliards de DA (contre 171,74 milliards de DA dans la loi de finances préliminaire). Quant aux crédits de paiement destinés à la couverture des dépenses d'équipement à caractère définitif, ils ont été revus à la hausse pour passer de 2798,52 milliards de DA (ainsi fixé dans la loi de finances préliminaire) à 2978,17 milliards de DA.

Ce total est constitué du total des investissements s'élevant à 2318,96 milliards de

DA (contre 2236,28 milliards de DA dans la loi de finances préliminaire) et de la valeur des opérations sur capital estimée à 659,2 milliards de DA (contre 562,24 milliards de DA dans la loi de finances préliminaire).

Concernant le budget de fonctionnement, il a connu une hausse passant de 5314,5 milliards de DA dans la loi de finances préliminaire à 5664,5 milliards de DA dans la LFC.

En parallèle, la LFC 2021 comporte une légère hausse de la valeur globale des

recettes de 5,328,18 milliards de DA (loi de finances préliminaire) à 5,331,83 milliards de DA. Cette légère hausse est due aux recettes de la fiscalité pétrolière devant s'établir à 1,927,05 milliards de DA (contre 1,919,23 milliards de DA dans la loi de finances préliminaire), contre une légère baisse prévue dans les recettes de la fiscalité ordinaire, s'élevant à 3,404,78 milliards de DA (contre 3,408,95 milliards de DA dans la loi de finances préliminaire).

Répartition du budget de fonctionnement

La loi de finances complémentaire 2021, publiée au dernier journal officiel (N44), prévoit des dépenses de fonctionnement de l'ordre de plus de 5.664,5 milliards de DA.

- Voici la répartition de ce budget par département ministériel.

Départements ministériels	Montants en DA	Départements ministériels	Montants en DA
- Présidence de la République	9.624.594.000	- Poste et télécommunications	2.288.950.000
- Services du Premier ministre	4.498.985.000	- Solidarité nationale, famille et condition de la femme	132.651.092.000
- Défense nationale	1.230.000.000.000	- Industrie	4.536.161.000
- Affaires étrangères	40.765.200.000	- Agriculture et développement rural	224.454.908.000
- Intérieur, collectivités locales et aménagement du territoire	581.130.379.000	- Habitat, urbanisme et ville	17.484.735.000
- Justice	82.575.764.000	- Commerce	16.224.651.000
- Finances	88.308.915.000	- Communication	18.964.761.000
- Energie et mines	64.310.372.000	- Travaux publics et transports	24.315.051.000
- Transition énergétique et énergies renouvelables	268.450.000	- Ressources en eau	13.929.430.000
- Moudjahidines et ayants droit	235.347.071.000	- Tourisme, artisanat et travail familial	3.244.688.000
- Affaires religieuses et wakfs	27.453.234.000	- Santé, population et réforme hospitalière	473.765.455.000
- Education nationale	824.649.354.000	- Travail, emploi et sécurité sociale	163.123.879.000
- Enseignement supérieur et recherche scientifique	373.838.556.000	- Relations avec le Parlement	232.953.000
- Formation et enseignement professionnel	51.568.735.000	- Environnement	2.426.351.000
- Culture et arts	15.261.761.000	- Pêche et productions halieutiques	2.331.055.000
- Jeunesse et sports	38.060.439.000	- Industrie pharmaceutique	527.000.000
- Numérisation et statistiques	770.000.000	- Sous/Total	4.768.902.929.000
		- Charges communes	895.603.600.000
		- TOTAL GENERAL	5.664.506.529.000.

COMMERCE

Octroi de licences exceptionnelles aux importateurs ne disposant pas de certificat de respect des conditions générales d'importation

Une commission spéciale a été mise en place au niveau du ministère du Commerce pour délivrer des licences exceptionnelles aux opérateurs économiques n'ayant pas encore obtenu un certificat de respect des conditions et des modalités requises pour exercer l'activité d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, a indiqué un communiqué du ministère.

Le ministère a précisé que cette commission travaille

"24/24 heures pour fournir une licence exceptionnelle" au profit des opérateurs économiques souhaitant obtenir ou renouveler un certificat de respect des conditions et des modalités requises pour exercer l'activité d'importation de matières premières, produits et marchandises destinés à la revente en l'état, conformément aux conditions et modalités prévues par le décret exécutif n 21-94 du 09 mars 2021 modifiant et complétant le décret exécutif n 05-458 du 30

novembre 2005. Il s'agit des "opérateurs économiques qui n'ont pas pu obtenir le certificat dans les délais fixés, et leurs marchandises sont arrivées, ou l'opération de domiciliation bancaire s'est achevée selon les procédures précédentes", a ajouté la même source. Cette procédure intervient "pour éviter toute fluctuation dans les opérations d'approvisionnement du marché en divers produits et pour faciliter l'opération de l'entrée des marchandises par les dif-

férents postes frontaliers, les ports et le dédouanement des marchandises pour les propriétaires de ces dossiers en attendant le règlement de leur situation selon ce qui est mentionné", a affirmé le ministère.

Dans ce cadre, le ministère a appelé ces opérateurs à se rapprocher de la Direction Générale de Contrôle économique et de répression des Fraudes (DGCERF), au niveau de laquelle a été créée la commission des licences exceptionnelles.

CRÉATION DE MICROENTREPRISES

Appel à la mise à jour des informations personnelles des diplômés avant le 25 juin (ministère)

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a appelé l'ensemble des diplômés des établissements de la formation professionnelle souhaitant créer leur propres entreprises à prendre contact avec les établissements de la formation professionnelle pour la mise à jour de leurs informations personnelles avant le 25 juin en cours, indique un communiqué du ministère délégué chargé des Micro-entreprises. Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a appelé l'ensemble des jeunes

âgés entre 19 et 40 ans diplômés des établissements de la formation professionnelle à se rapprocher des centres de formation dans lesquels ils ont été formés dans des métiers et des professions pouvant être concrétisés par des projets de micro-entreprises, et ce, avant la date du 25 juin en cours pour la mise à jour de leurs informations personnelles (numéro de téléphone, e-mail) afin d'examiner la possibilité de s'inscrire dans le projet de création de micro-entreprises initié par le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé

des Micro-entreprises". Cette procédure intervient en attendant la convocation de ces jeunes par les maisons d'accompagnement se trouvant à travers les wilayas et les représentants des agences d'appui (ANADE), selon le même communiqué.

Elle s'inscrit, en outre, dans le cadre de l'effort "du Gouvernement visant l'incitation des jeunes à participer au développement économique local et national et à construire un tissu industriel leur donnant à toutes les opportunités de création de leurs micro-entreprises".

PÉTROLE

Le baril de Brent se maintient à plus de 72 dollars vendredi

Les prix du pétrole progressaient vendredi, encouragés par des prévisions optimistes pour la demande de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui vont dans le sens de celles de l'Opep publiées la veille.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 72,68 dollars à Londres, en hausse de 0,22% par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet gagnait 0,18%, à 70,42 dollars.

Le Brent et le WTI ont atteint le plus haut niveau depuis le mois de juillet 2020, soit une hausse de 173,4% par rapport à l'exercice précédent, selon le ministère indien du Commerce. L'Inde a enregistré une croissance remarquable en termes d'exportations agricoles au cours de l'exercice 2020-2021 après une stagnation au cours des trois dernières années (38,43 milliards USD en 2017-18, 38,74 milliards USD en 2018-19 et 35,16 milliards USD en 2019-20), a indiqué vendredi dans une déclaration à la presse, le Secrétaire au ministère du Commerce, Anup Wadhawan. Pour les produits agricoles (hors produits de la mer), les exportations ont atteint 29,81 milliards USD en 2020-21 contre 23,23 milliards USD en 2019-20, soit une hausse de 28,36%, a-t-il précisé.

Le secteur agricole indien, qui emploie près de la moitié de la population active du pays, semble sortir indemne des répercussions de la deuxième vague de Covid-19 qui a lourdement frappé le pays.

La troisième économie de l'Asie devrait produire un record de 304 millions de tonnes de céréales en 2020-2021, soit une hausse de 2,66% par rapport à l'année précédente, selon les prévisions du ministère indien de l'Agriculture récemment publiées.

Les plus grands marchés pour les produits agricoles indiens sont les Etats-Unis, la Chine, le Bangladesh, les Emirats arabes unis, le Vietnam, l'Arabie saoudite et l'Indonésie.



prédit d'ailleurs vendredi l'AIE, dans un rapport contenant ses premières prévisions détaillées pour l'an prochain.

Jeudi, c'est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui a

prédit d'ailleurs vendredi l'AIE, dans un rapport contenant ses premières prévisions détaillées pour l'an prochain.

Jeudi, c'est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui a

prédit d'ailleurs vendredi l'AIE, dans un rapport contenant ses premières prévisions détaillées pour l'an prochain.

Le pétrole progresse après les données sur la demande

Les prix du pétrole ont fini la semaine en hausse vendredi, bien aidés par des prévisions optimistes pour la demande de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui vont dans le sens de celles de l'Opep publiées la veille.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a terminé à 72,69 dollars à Londres, en hausse de 0,23% ou 17 cents par rapport à la clôture de jeudi, terminant à un plus haut depuis avril 2019.

A New York, le baril de WTI pour le mois de juillet a gagné 0,88% ou 62 cents, à 70,91 dollars, à un pic depuis octobre 2018.

"Le marché semble se concentrer entièrement sur la reprise (robuste) de la demande à l'heure actuelle", explique Eugen Weinberg, analyste de

Commerzbank. La demande mondiale de pétrole, qui s'était effondrée avec la crise sanitaire, devrait continuer de se reprendre et "d'ici la fin de 2022" elle "devrait dépasser les niveaux d'avant-Covid", a d'ailleurs prédit vendredi l'AIE, dans un rapport contenant ses premières prévisions détaillées pour l'an prochain.

Jeudi, c'est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui tablait déjà sur une accélération de la reprise de la demande pétrolière au cours de la deuxième partie de cette année, dans la dernière édition de son rapport mensuel.

Les analystes de JBC pointent de surcroît le soutien aux prix apporté par "de nouveaux problèmes dans l'approvisionnement en Libye, la production ayant été entravée par des défauts

d'infrastructure dans l'ouest du pays".

"Le retour des exportations de pétrole iranien semble avoir perdu son effet de choc", complète M. Weinberg.

Les prix de l'or noir ont brièvement flanché jeudi en cours de séance américaine avant de se reprendre après que Washington a annoncé avoir levé des sanctions contre d'anciens responsables iraniens, en pleine négociation sur le nucléaire avec Téhéran.

Si ces pourparlers aboutissent, la levée d'un certain nombre de sanctions économiques, dont l'embarco sur le pétrole en vigueur depuis 2018, pourrait conduire à une augmentation drastique de la production iranienne, une menace pour l'équilibre entre l'offre et la demande, et pour les cours du brut.

INDE

Les exportations agricoles s'élèvent à 41 milliards dollars en 2020-2021

Les exportations agricoles de l'Inde, y compris les produits de la mer, ont atteint 41,4 milliards de dollars en 2020-2021, soit une hausse de 173,4% par rapport à l'exercice précédent, selon le ministère indien du Commerce. L'Inde a enregistré une croissance remarquable en termes d'exportations agricoles au cours de l'exercice 2020-2021 après une stagnation au cours des trois dernières années (38,43 milliards USD en 2017-18, 38,74 milliards USD en 2018-19 et 35,16 milliards USD en 2019-20), a indiqué vendredi dans une déclaration à la presse, le Secrétaire au ministère du Commerce, Anup Wadhawan. Pour les produits agricoles (hors produits de la mer), les exportations ont atteint 29,81 milliards USD en 2020-21 contre 23,23 milliards USD en 2019-20, soit une hausse de 28,36%, a-t-il précisé.

Le secteur agricole indien, qui emploie près de la moitié de la population active du pays, semble sortir indemne des répercussions de la deuxième vague de Covid-19 qui a lourdement frappé le pays.

La troisième économie de l'Asie devrait produire un record de 304 millions de tonnes de céréales en 2020-2021, soit une hausse de 2,66% par rapport à l'année précédente, selon les prévisions du ministère indien de l'Agriculture récemment publiées.

Les plus grands marchés pour les produits agricoles indiens sont les Etats-Unis, la Chine, le Bangladesh, les Emirats arabes unis, le Vietnam, l'Arabie saoudite et l'Indonésie.

CHINE

Les ventes automobiles en hausse de 36,6% à fin mai

Les ventes automobiles en Chine ont atteint 10,88 millions d'unités durant les premiers cinq mois de 2021, soit une hausse de 36,6% par rapport à la même période de l'année précédente, selon l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM).

Les ventes de véhicules de tourisme ont progressé de 38,4% sur un an, à 8,44 millions d'unités au cours des cinq premiers mois de l'année, précise la CAAM dans un communiqué.

En mai, les ventes automobiles en Chine, le premier marché automobile mondial, ont totalisé 2,13 millions d'unités, soit une baisse de 3,1% en base annuelle. Lourdement frappé il y a un an par les restrictions de déplacement imposées pour freiner la propagation de la pandémie, le marché automobile chinois s'est progressivement rétabli au second trimestre, en même temps que le reste de l'économie du pays, l'épidémie ayant été largement maîtrisée.

Les ventes de voitures profitent d'un contexte économique favorable en Chine, la seule grande économie mondiale à échapper à la récession en 2020, avec un taux de croissance estimé par le Fonds monétaire international à 1,9%.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Toyota vise la neutralité carbone d'ici 2035

Le constructeur automobile japonais Toyota a annoncé vendredi qu'il comptait désormais atteindre la neutralité carbone dans sa production d'ici 2035, contre 2050 annoncée précédemment.

"Toyota va relever une série de défis pour rendre ses usines neutres en carbone d'ici 2035", a déclaré Masamichi Okada, responsable de la production du groupe, lors d'une déclaration en ligne.

"Nous cherchons à réaliser des usines vertes. La neutralité carbone nous donne l'opportunité de repenser la production", a ajouté M. Okada.

Redevenu le premier constructeur automobile mondial l'an dernier, Toyota est un pionnier des véhicules hybrides et des véhicules roulant à l'hydrogène, mais passe aussi désormais à la vitesse supérieure dans les voitures électriques à batteries.

De nombreux autres groupes automobiles mondiaux ont déjà affiché des objectifs de neutralité carbone à plus ou moins longue échéance, alors que les enjeux environnementaux deviennent toujours plus pressants.

Le Japon a annoncé l'an dernier un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, s'alignant ainsi sur l'Union européenne, et les Etats-Unis qui ont fait

UNION EUROPÉENNE

Accord des 27 pour ne plus financer de gazoducs et d'oléoducs après 2029

Les Vingt-Sept se sont mis d'accord vendredi pour exclure le pétrole et le gaz des futures infrastructures de transport énergétique financées par l'UE, mais ils ont autorisé les gazoducs existants à transporter jusqu'en 2029 un mélange d'hydrogène et de gaz, avec une tolérance vivement décriée par des ONG.

Les ministres européens de l'Énergie, réunis au Luxembourg, ont "décidé de cesser tout soutien accordé aux nouveaux projets relatifs au gaz naturel et au pétrole, et d'introduire des critères de durabilité obligatoires pour tous les projets" d'infrastructures énergétiques, indique le communiqué.

Néanmoins, "durant une période transitoire, jusqu'au 31 décembre 2029, les infrastructures gazières existantes qui ont été adap-

tées pour transporter ou stocker un mélange pré-défini d'hydrogène avec du gaz naturel ou du biométhane ("blending") peuvent être utilisées", précise le texte de l'accord.

Mais ces projets doivent "démontrer comment, à la fin de la période de transition, ils cesseront de transporter du gaz naturel et seront entièrement dédiés à l'hydrogène".

La position des Etats fera désormais l'objet de négociations avec le Parlement européen dans le cadre d'une révision du règlement sur les réseaux transeuropéens d'énergie (RTE-E) de l'UE, qui vise à "décarboner et interconnecter" les infrastructures grâce aux fonds européens. Une exception a été faite pour les chantiers en cours destinés à relier Chypre et Malte au réseau énergétique européen, afin

de rompre leur isolement.

"C'est entièrement en ligne" avec l'objectif d'une neutralité carbone européenne d'ici 2050, et "à l'exception (de Chypre et Malte), il n'y aura plus aucun soutien financier de l'UE pour les énergies fossiles", a assuré Joao Pedro Matos Fernandes, ministre portugais de l'Environnement, lors d'une conférence de presse. Pour autant, des ONG environnementales dénonçaient vivement la tolérance sur le "blending", qui incitera selon elles à financer des projets gaziers au prétexte qu'ils pourront à terme être reconvertis pour l'hydrogène.

"Maintenir les vannes du gaz fossile ouvertes à travers des investissements massifs pour faire transiter de l'hydrogène dans les gazoducs risque de faire dérailler

l'Europe de sa trajectoire vers la neutralité climatique", s'alarme Neil Makaroff, de Réseau Action Climat.

Les Amis de la Terre, eux, fustigent le rôle de Paris: "La France aurait pourtant pu s'opposer à cette fausse solution et faire basculer la majorité dans le camp des 11 Etats membres, dont l'Allemagne, qui appelaient à exclure le gaz fossile des futures infrastructures" sans dérogation.

"Le Conseil a choisi une mise en oeuvre plus graduelle.

Sur le blending, il faut un point d'arrivée clair où les gazoducs serviront à transporter 100% d'hydrogène (...) et des garde-fous aussi solides que possible pendant la période de transition", a averti la Commissaire européenne à l'Énergie Kadri Simson.

SIDI BEL-ABBES Démantèlement d'un réseau de trafic d'un "dangereux" stupéfiant

Les services de la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbes ont réussi à démanteler un réseau de trafic d'un "très dangereux" psychotrope, le LSD, lors d'une opération ayant permis de saisir une importante quantité de cette drogue, a-t-on appris jeudi du chargé de communication de ce corps de sécurité.

Selon le commissaire de police Nasreddine Belabbes, cette opération a été réalisée sur la base d'informations parvenues à la brigade de lutte contre les stupéfiants, selon lesquelles trois personnes âgées entre la vingtaine et la quarantaine tentaient d'écouler cette drogue.

L'enquête a permis d'identifier les mis en cause dont un étudiant universitaire en possession de 160 unités de cette drogue en forme de papiers ressemblant aux timbres postaux qui sont placés sous la langue, ainsi qu'une somme d'argent qui dépasse les 90.000 DA, a-t-il précisé.

Le commissaire de police a également fait savoir que le prix de cette drogue dangereuse, appelée localement "tabaâ" (timbre), atteint 12.000 DA l'unité, selon les éléments de l'enquête, ajoutant qu'après la finalisation des procédures juridiques, les suspects ont été présentés jeudi devant la justice.

Les éléments de la police ont fourni de grands efforts pour le démantèlement de ce réseau criminel, notamment en raison des difficultés de découvrir ce nouveau type de stupéfiant dangereux, nécessitant la formation sur cette question et l'intensification des recherches et des investigations, a-t-il souligné.

La même source a déclaré que "le traitement de cette affaire liée au trafic de drogue est une première au niveau national", signalant que les investigations se poursuivent pour appréhender les autres membres de ce réseau criminel, qui active dans ces stupéfiants introduits à travers les frontières ouest du pays.

Pour rappel, la drogue LSD est l'acronyme de "diéthylsergamide".

Ce type de stupéfiants est considéré comme le plus nocif parmi les psychotropes et se présente sous forme de liquide ou de gouttes, ainsi que sous forme de comprimés ou de papier placé sous la langue, provoquant chez son utilisateur des hallucinations et accélération du rythme cardiaque, ainsi que la sécheresse de la bouche, la perte de la notion du temps et d'autres symptômes.

En outre, les personnes qui consomment ce type de drogue deviennent difficilement maîtrisables pouvant commettre des crimes graves sans avoir conscience de leurs actes, a-t-on expli qué.

Les services de police de Sidi Bel-Abbes appellent les citoyens à "sensibiliser leurs enfants à faire preuve de prudence pour ne pas devenir des victimes des trafiquants de ce type de drogue, dont les conséquences peuvent être néfastes au vu de leur grande gravité".

ACCIDENTS DE LA ROUTE 12 morts et 429 blessés en une semaine

Douze (12) personnes ont trouvé la mort et 429 autres ont été blessées dans 350 accidents de la circulation survenus en zones urbaines entre le 01 et le 07 juin, a indiqué, jeudi, un bilan de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Par rapport à la précédente semaine, le bilan fait état d'une baisse du nombre d'accidents (-33), mais aussi de blessés (-54), contre une hausse du nombre de décès (+01), précise la même source.

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents (96%), du fait du non respect du code de la route, du non respect de la distance de sécurité et de l'excès de vitesse, la fatigue et le manque de concentration, en sus d'autres facteurs liés à l'état du véhicule, ajoute le document.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) invite, une nouvelle fois, les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, rappelant le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24.

EL TARF Installation de 140 nids artificiels et système anti-nids de cigognes

Pas moins de 140 nids artificiels et systèmes anti-nids de cigognes ont été installés depuis le mois d'avril dernier à ce jour à El Tarf, dans le cadre de la lutte contre les perturbations induites par la nidification des cigognes sur les supports électriques, a indiqué jeudi le directeur de la Concession locale de distribution d'électricité et du gaz, Abderrahmane Medjahed.

Intervenant lors d'une conférence de presse, organisée au niveau du siège de la wilaya, dans le cadre de rencontres périodiques avec les représentants de la presse locale, ce directeur a déclaré que "90 nids artificiels et 50 systèmes anti-nids ont été mis en place à travers différentes localités, où les cigognes séjournent pour la nidification, causant d'énormes désagréments au niveau des réseaux électriques".

Rappelant que la région frontalière d'El Tarf est réputée comme étant "une zone humide et une voie d'émigration des oiseaux, notamment les cigognes qui y séjournent et s'y reproduisent, causant des perturbations lors de la nidification sur les supports électriques et durant la période d'apprentissage au vol des oisillons", la même source a fait état de "multiples efforts et interventions" effectués depuis le mois d'avril dernier pour "atténuer ces effets à travers les points affectés de manière récurrente".

S'inscrivant dans le cadre du plan d'action relatif au passage à l'été, lancé deux semaines avant le mois de Ramadhan dernier, les interventions des services de la Concession de distribution d'électricité et du gaz d'El Tarf ont également concerné, a ajouté M. Medjahed, la taille des nids de cigognes existants un peu partout dans cette wilaya de l'extrême Nord Est du pays, à l'image de Dréan, Sidi Kaci, Lac des oiseaux, Sebaa et El Chah.

La même source a, en outre, fait savoir qu'un "suivi hebdomadaire des postes sources a été mis en place, depuis le mois de Ramadhan afin d'anticiper les incidents et les perturbations qui peuvent survenir durant l'été prochain".

Et de détailler qu'en cas d'anomalie relevée, un contrôle des lignes touchées est effectué aussitôt par le district concerné en vue d'une prise en charge rapide de l'anomalie

SIDI BEL-ABBES Démantèlement d'un réseau de "chasseurs de trésor"

Les services de police de Sidi Bel-Abbes ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans la détection, le trafic de trésors et d'objets sensibles et saisi des coupures de papier en forme de billets de banques prêts à la falsification, a-t-on appris jeudi auprès de la sûreté de wilaya.

L'opération a eu lieu lors de rondes effectuées aux environs de 21H30MN par des éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) dans un quartier de la ville de Sidi Bel-Abbes, lorsqu'un mouvement suspect de cinq individus à l'intérieur du cimetière Moulay Abdelkader les a attirés, a-t-on indiqué à la cellule d'information et de communication de cette ins-



tance sécuritaire. En procédant à leur arrestation, les policiers ont découvert un détecteur de métaux et des traces de creusage auprès d'une tombe.

Les perquisitions dans les domiciles des mis en cause ont permis égale-

ment la saisie de coupures de papiers en forme de billets de banques prêts à la falsification, d'un micro-ordinateur et d'un manuscrit servant de guide pour exhumer les trésors, a-t-on précisé de même source. L'enquête a



signalée. En plus de l'inspection de 180 km de lignes HTA, localisées à El Kala, Dréan et El Tarf, il a été procédé, durant la même période, à l'entretien de 240 km de lignes HTA auxquels s'ajoutent une opération dite "Siyana" ayant ciblé un total de 280 km.

Outre l'entretien des équipements des postes, souffrant de vétusté et du fort taux d'humidité que connaît la région, le plan d'action spécifique tracé à cet effet, a porté, a affirmé le directeur de la Concession d'El Tarf, sur l'élagage et l'abattage des arbres sous-lignes et le recensement des tranchées pare-feu en coordination avec les services des forêts.

Il a été, en outre, procédé à l'entretien d'une certaine de postes ainsi qu'au remplacement d'une vingtaine d'autres équipements de types réduits et classiques, a précisé le même responsable qui a rappelé, dans ce cadre, que le réseau électrique HTA de la Concession de distribution d'El Tarf était à prédominance aérienne sur un total de 2.022 km.

Disposant d'une longueur de 1 593 km de lignes HTA aériennes, soit un taux de 79 % de la longueur

totale pour seulement 430 km de réseaux HTA souterrains, représentant 21 % du réseau que compte la Concession qui dispose aussi d'un réseau basse tension s'étalant sur un total de 2267 km, dont 92 % sont des lignes aériennes, la wilaya d'El Tarf compte, a-t-on encore rappelé, 733 postes livraisons dont 176 sont de type classique.

Aussi, l'accent a été mis sur les multiples campagnes de sensibilisation et d'information menées depuis quelques temps en direction de l'ensemble des abonnés de cette wilaya en vue de les inciter à s'acquiescer de leurs factures impayées et le renforcement de la communication et l'écoute de leurs préoccupations pour une amélioration continue des prestations.

Lors de cette rencontre avec les représentants de la presse locale, les directions des ressources en eau, l'Algérienne des eaux, la jeunesse et des sports, le commerce, le tourisme, la culture et les arts ont, de leur côté, passé en revue les préparatifs en cours en prévision de l'ouverture de la saison estivale, à partir du 1er juillet prochain, retardée cette année en raison de la conjoncture sanitaire liée à la Covid-19.

révélé que l'un des mis en cause transmettait sur les réseaux sociaux des photos de pièces de monnaie remontant aux époques ottomane et omeyyade.

Ce réseau active dans le cadre d'un groupe criminel organisé, spécialisé dans la chasse aux objets de valeur pour les revendre à l'international en utilisant les technologies de l'information et de communication, a-t-on souligné à la sûreté de wilaya.

Après avoir accompli toutes les procédures légales, un dossier judiciaire a été établi et les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi Bel-Abbes.

MORT DE 39 VIETNAMIENS EN ANGLETERRE Arrestation d'un homme en Italie

La police italienne a indiqué samedi avoir arrêté un homme recherché par la Grande-Bretagne dans le cadre d'un trafic de migrants qui a entraîné la mort de 39 Vietnamiens dans la remorque d'un camion en 2019.

Stefan Damian Dragos, un roumain de 28 ans, est accusé d'avoir fourni le camion qui a transporté les migrants en Angleterre, selon un communiqué de la police, relayé ar des médias.

Dragos, qui a été arrêté par la police à Milan sur la base d'un mandat d'arrêt britannique, "appartient à une organisation criminelle dédiée à l'immigration illégale", ajoute le communiqué.

Les 39 migrants vietnamiens — dont les plus jeunes étaient deux garçons de 15 ans — étaient morts d'asphyxie et d'hyperthermie dans l'espace confiné du conteneur, alors qu'ils étaient transportés vers ce qu'ils espéraient être une nouvelle vie en



Grande-Bretagne. Leurs corps avaient été découverts à l'intérieur de la remorque à l'est de Londres en octobre 2019. Les chefs de file du groupe de passeurs, Ronan Hughes, un transporteur routier nord-irlandais de 41 ans,

et Gheorghe Nica, un ressortissant roumain de 43 ans, accusés d'être les organisateurs du trafic, ont été condamnés en janvier respectivement à 20 et 27 ans de prison pour homicides involontaires et trafic de migrants.

Maurice Robinson, le chauffeur qui conduisait le camion au moment de la découverte des corps, a quant à lui été condamné à 13 ans et quatre mois d'emprisonnement.

Eamon Harrisson, le chauffeur de 24 ans qui avait acheminé la remorque jusqu'au port belge de Zeebrugge, affirmant qu'il ignorait la présence des migrants à son bord, s'est vu infliger 18 ans de prison.

COLOMBIE Explosion dans une mine de charbon, 2 morts et 7 mineurs piégés

Au moins deux personnes ont péri et sept autres se sont retrouvées piégées après une explosion survenue dans une mine de charbon à Socha, au centre de la Colombie, a indiqué jeudi l'Agence nationale des Mines (ANM).

Trois blessés ont également été secourus sur le site, où la police, la Croix-

Rouge et des ingénieurs ont été mobilisés pour participer aux recherches.

L'accident pourrait avoir été provoqué par une accumulation de méthane et de poussière de charbon dans la mine Diamante 5, précise l'agence dans un communiqué.

Le pays a recensé 171 victimes d'acci-

dents miniers en 2020, contre 82 l'année précédente. L'extraction minière et le pétrole représentent sa principale source de recettes à l'exportation.

La Colombie, cinquième exportateur mondial de charbon, a extrait l'an dernier 48,4 millions de tonnes contre 82,4 millions de tonnes en 2019, selon l'ANM.

USA

Un pêcheur sain et sauf après avoir été "avalé" par une baleine au large du Massachusetts

Un pêcheur de homard du Massachusetts a été "avalé" vendredi brièvement par une baleine à bosse, avant d'être rejeté dans l'océan, vivant, et capable de raconter son aventure. "Salut tout le monde, je veux juste clarifier ce qui m'est arrivé aujourd'hui", a écrit le pêcheur, Michael Packard, originaire de Provincetown, à près de 200 km à l'est de Boston, après que l'histoire fut remontée jusqu'aux oreilles du journal local, le Cape Cod Times.

"Je plongeais pour chercher des homards quand une baleine à bosse a essayé de me manger.

J'étais dans sa bouche fermée pendant 30 à 40 secondes, avant qu'elle remonte à la surface et me recrache. J'ai des bleus partout, mais aucun os cassé. Je remercie les sauveteurs de

Provincetown pour leurs soins et leur aide", a-t-il écrit, après avoir été brièvement hospitalisé. Il se trouve que Michael Packard a au moins un témoin, jugé digne de foi: Josiah Mayo l'accompagnait dans cette pêche et a raconté au Cape Cod Times l'avoir vu éjecté par la baleine, et avoir appelé les sauveteurs à l'aide. Or Josiah Mayo est le fils d'un des chercheurs et experts en baleine du Center for Coastal Studies (Centre des études côtières) de Provincetown, région où les baleines se nourrissent en cette saison, a expliqué Jooke Robbins, directrice des études sur les baleines à bosse du centre.

"Je connais les personnes impliquées (...) donc j'ai toutes les raisons de croire que ce qu'ils disent est vrai", a-t-elle

indiqué. Même si elle n'a rien vu et ne peut pas être sûre de ce qui s'est passé, et n'avait jusqu'ici jamais entendu parler d'un "accident" de ce type, "il est possible que (le pêcheur) était juste au mauvais endroit, au mauvais moment", a-t-elle estimé.

Lorsque ces baleines sont en quête de nourriture, "elles fonce, bouche ouverte, et avalent les poissons et l'eau très rapidement, puis rejettent l'eau à travers leurs fanons", qui agissent "comme un filtre", a-t-elle expliqué. "Leur bouche est assez large", mais "leur gorge est assez étroite, il n'y a aucune chance qu'elle puisse avaler quelque chose de gros" comme un homme, a-t-elle poursuivi.

La baleine — qui, selon la description de Josiah Mayo, était encore jeune — a pu "ne pas

détecter assez rapidement qu'il y avait un intrus" dans sa prise, a-t-elle expliqué.

Une fois l'homme "avalé", il est possible qu'elle "ait été plutôt surprise et ait ouvert la bouche pour le faire sortir".

Même si on ne connaît pas tous les détails, pour cette spécialiste, une conclusion s'impose: alors que la région de Provincetown et du Cap Cod voient revenir les touristes après 15 mois de pandémie, "il est important que les gens soient conscients de ces puissants mammifères marins, qui mesurent généralement, selon l'âge, entre 9 et 15 mètres.

"Si vous voyez une baleine, restez à bonne distance.

Il est vraiment important de laisser aux baleines de l'espace," a averti Jooke Robbins.

GRANDE BRETAGNE - ETATS-UNIS Britannique tué par l'épouse d'un diplomate américain: vers un "procès virtuel" (Raab)

La justice britannique va pouvoir lancer des démarches en vue d'organiser un "procès virtuel" de l'épouse d'un diplomate américain accusée d'avoir tué un jeune Britannique dans un accident de voiture en 2019, après le feu vert des Etats-Unis en marge du G7, a annoncé samedi le chef de la diplomatie britannique, Dominic Raab.

Harry Dunn, 19 ans, est mort le 27 août 2019 dans la collision de sa moto avec une voiture qui roulait du mauvais côté de la route, près d'une base américaine du centre de l'Angleterre.

Invoquant l'immunité diplomatique, la conductrice, Anne Sacoolas, 43 ans, était rapidement repartie aux Etats-Unis, une affaire à l'origine de tensions entre Londres et Washington.

"Les Etats-Unis n'ont pas accepté l'extradition", a déclaré M. Raab sur la BBC. "Mais

la voie est libre pour que la justice britannique prenne contact avec les avocats d'Anne Sacoolas — sans aucun obstacle de la part du gouvernement américain — afin de voir si une sorte de procès ou processus virtuel pourrait établir une responsabilité et apporter un certain réconfort et sentiment de justice à la famille Dunn", a-t-il annoncé. La veille, le Premier ministre britannique Boris Johnson avait eu un entretien avec Joe Biden en marge du sommet du G7 à l'issue duquel il avait affirmé que le président américain était "activement impliqué" dans cette affaire et "extrêmement compatissant" à l'égard de la famille Dunn.

"Nous sommes très reconnaissants que le cas d'Harry soit pris au sérieux au point d'être évoqué à la veille de la réunion du G7, alors que tant de crises mondiales se

déroulent", a commenté après l'entrevue Charlotte Charles, mère d'Harry Dunn.

"Nous espérons vivement que le président Biden adoptera un point de vue différent de celui de l'administration" de son prédécesseur Donald Trump, "lui qui a subi une perte dans des circonstances similaires", a-t-elle ajouté, en référence au décès en 1972 de la première femme et la fille de Joe Biden dans un accident de la route.

Fin 2020, la justice britannique avait rejeté le recours dans lequel la famille Dunn contestait l'octroi de l'immunité diplomatique à la conductrice, mais la famille a fait appel de cette décision, qui sera examinée l'année prochaine.

Elle a aussi intenté une action civile à l'encontre de Mme Sacoolas dans l'Etat américain de Virginie.

FRANCE

La police disperse des centaines de jeunes rassemblés pour une fête nocturne à Paris

La police est intervenue vendredi soir pour disperser des centaines de jeunes qui s'étaient rassemblés pour une fête sur l'esplanade des Invalides à Paris, souvent agglutinés et sans masques, selon les témoignages de fêtards et une annonce de la préfecture de police.

"Intervention en cours des forces de l'ordre pour mettre fin à une soirée festive regroupant plusieurs centaines de participants au mépris des règles sanitaires", avait tweeté la préfecture vers 23H30, après l'heure du couvre-feu.

Vers minuit, restaient quelques grappes de jeunes, près du pont Alexandre III et des voitures de police circulant avec des gyrophares.

Gaspard, 17 ans, a raconté qu'il prenait un verre quand il avait entendu parler d'une soirée Projet X (du nom du film américain centré sur les réseaux sociaux: "Dès qu'il s'agit du Projet X, tout le monde s'excite, il y avait des centaines et des centaines de personnes, on devait être au moins 1.000 ou 1.500", a assuré ce mineur.

"On a dansé, fait des pogos (danses issues du mouvement punk consistant à sauter dans tous les sens en essayant de se bousculer) mais dès 23H00, les +flics+ sont arrivés et ont chargé, ça a dispersé tout le monde", a-t-il ajouté.

Selon des images diffusées sur les réseaux sociaux, des groupes de jeunes en liesse avaient envahi l'esplanade, dansant, criant, la plupart sans masque. "Ils nous ont dispersés, direct.

On a réussi à ne pas se faire +gazer+ mais on a vu des gens pris dans des nuages de lacrymos", a raconté Alma, 19 ans. "Les pelouses étaient remplies, on était vraiment beaucoup, ça faisait longtemps qu'on n'avait pas fait la fête à cause du Covid, on en avait vraiment besoin", a déclaré une autre jeune femme, Emma, 18 ans. Le couvre-feu a été repoussé de deux heures mercredi en France, lourdement endeuillé par le Covid, avec près de 108.000 morts depuis mars 2020.

Pollution maritime au large de la Corse

Une pollution hydrocarbures en mer a été détectée à l'est de l'île de Corse (sud de la France), à environ dix kilomètres de la côte, et le préfet de Haute-Corse a annoncé samedi avoir activé le plan dédié à la protection du littoral.

Cette pollution, contenant des hydrocarbures lourds, se répartit en deux nappes sur une longueur d'environ 19 milles nautiques (environ 35 kilomètres). Elle se situe dans le secteur Aleria-Solenzara et dérive en direction des côtes, a précisé la préfecture maritime de Méditerranée dans un communiqué, relayé par des médias. Elle "résulte vraisemblablement d'un dégazage mais la taille et la nature des produits ne permettent pas d'espérer une dilution naturelle et nécessitent d'engager des unités et du matériel spécifique antipollution", a-t-on précisé de même source. Le préfet de Haute-Corse a activé le plan Polmar-Terre, dédié à la protection du littoral, et appelle les populations à "ne pas toucher ou procéder par eux même au ramassage des galettes qu'ils peuvent être susceptibles de trouver sur les plages" mais à informer de leur présence la gendarmerie ou les sapeurs-pompiers. La pollution a été repérée vendredi vers midi au cours d'un exercice mené par la base aérienne de Solenzara (est de la Corse). La préfecture maritime de Méditerranée a immédiatement envoyé sur place un avion Falcon 50 de la Marine nationale. Ce dernier a pris des photos qui ont permis de caractériser la nature, la localisation et la dimension de cette pollution. Ces premiers éléments ont ensuite été confirmés par les observations visuelles de la vedette des douanes "Libecciu", basée à Bastia, qui a effectué des prélèvements sur la zone. "Des moyens nationaux stationnés en Corse sont mobilisés pour intervenir le plus rapidement possible. La situation est suivie en collaboration avec les maires", a précisé la préfecture de Haute-Corse. Une vedette des Affaires maritimes "Mimosa" embarquant du personnel de la base navale d'Aspretto et le remorqueur "Altagna" de la société Erasme basé à Bastia doivent se rendre sur place samedi matin pour mener des opérations de lutte par chalutage.

BATNA Afflux remarquable des citoyens pour la vaccination contre la Covid-19 à la Place de la Liberté

Un afflux remarquable des citoyens pour se faire vacciner contre la Covid-19 a été observé mercredi au niveau de l'espace ouvert à la Place de la Liberté, au centre-ville de Batna, dès l'entame de l'opération de vaccination lancée en présence du wali Toufik Mezhoud.

Le chef de l'exécutif local s'est enquis des conditions d'accueil des citoyens souhaitant se faire vacciner, ainsi que les conditions de travail du staff médical mobilisé à cet effet par l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Batna. A l'occasion, M. Mezhoud s'est entretenu avec certains citoyens venus se faire vacciner, quant à l'importance de la vaccination contre la Covid-19 pour lutter contre l'épidémie, faisant état de la mobilisation des moyens nécessaires pour vacciner le plus grand nombre possible de citoyens, notamment la mobilisation des doses de vaccin nécessaires.

De son côté, le directeur de l'établissement public de santé de proximité de Batna, Mekki Chouchane, a affirmé qu'une ambulance équipée a été mobilisée au niveau de la Place de la Liberté, où des chapiteaux sont dressés pour permettre à l'équipe médicale en place d'effectuer les consultations préalables pour les citoyens souhaitant se faire vacciner. Par ailleurs, le directeur local de la santé et de la population, Abdelghani Bensman, a déclaré à l'APS que la création de cet espace de proximité, "le premier du genre localement", intervient conformément aux recommandations du ministère de tutelle et s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus en dehors des structures de santé.

Il a ajouté que cette opération sera élargie ultérieurement pour inclure certaines grandes dairas de la wilaya.

Le même responsable a aussi fait savoir que 78 centres de vaccination contre la Covid-19 sont ouverts à travers différentes communes de la wilaya, rappelant que Batna a reçu, à ce jour, plus de 50 000 doses de vaccin, dont 23 000 doses reçues la dernière semaine, en attendant la réception d'un autre quota la semaine prochaine.

Il est à souligner que cette campagne de vaccination est accompagnée d'une vaste opération de sensibilisation sur l'importance de la vaccination et le respect des mesures préventives contre la Covid-19.

TLEMEN Lancement de la vaccination anti Covid-19 à l'EPSP de Tlemcen

L'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Tlemcen a entamé, mercredi au niveau du site historique "Grand bassin", une campagne de vaccination contre le coronavirus (Covid-19), a-t-on constaté sur place.

L'opération de vaccination, qui se poursuivra selon un programme étalé sur une semaine concerne tous les citoyens de la wilaya désireux de se faire vacciner, a indiqué Dr Korso Zineb de l'EPSP Tlemcen, soulignant que tous les moyens humains et matériels ont été réunis pour accueillir les citoyens qui ont commencé à affluer tôt le matin.

Une équipe médicale composée de plusieurs médecins et d'infirmiers et de psychologues a été déployée afin d'encadrer cette opération, a-t-il ajouté.

Par la même occasion, Dr Korso a rappelé l'importance pour tout un chacun d'observer les mesures préventives nécessaires pour lutter efficacement contre la propagation de ce dangereux virus, dont la distanciation, le port de la bavette et l'hygiène.

Pour sa part, docteur Amina Brixi, chef de service de la prévention à la direction de la santé et de la population de Tlemcen a indiqué que depuis le début de la campagne de vaccination, le 2 février 2021, la wilaya a reçu 20.225 doses de différents types de vaccins, ce qui a permis à ce jour de vacciner 12.608 personnes.

Les personnes vaccinées sont enregistrées dans les centres de vaccination ainsi que sur la plateforme créée par le ministère de tutelle, a-t-elle précisé.

Depuis le début de la pandémie, la wilaya de Tlemcen a enregistré 5.596 personnes atteintes par la Covid-19 qui ont été hospitalisées au niveau du centre hospitalo-universitaire.

Parmi ce nombre, la même source déplore le décès de 353 personnes dont quelques fonctionnaires du secteur de la santé.

La campagne de vaccination se poursuivra à travers la wilaya pour toucher le maximum de citoyens, ont indiqué les responsables du secteur de la santé présents lors du lancement de cette opération qui se déroule pour la première fois en plein air et pour laquelle un camion médicalisé mobile a été réservé outre un grand chapiteau dressé pour recevoir les citoyens.

BILAN CORONAVIRUS 343 nouveaux cas, 236 guérisons et 5 décès

Trois cent quarante trois (343) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 236 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé samedi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 133.070, dont 336 nouveaux enregistrés durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.565 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 92.620 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 28 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 12 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas durant les dernières 24 heures, 25 autres ont connu moins de dix cas et 11 wilayas ont enregistré plus de dix cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



ALGÉRIE - UA - MÉDICAMENTS L'Envoyé spéciale de l'UA pour l'Agence africaine du médicament reçu par le Président Tebboune ..

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, jeudi, l'Envoyé spécial de l'Union Africaine (UA) pour l'Agence africaine du médicament, Michel Sidibé, actuellement en visite en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, jeudi, l'Envoyé spécial de l'Union Africaine (UA) pour l'Agence africaine du médicament, Michel Sidibé, actuellement en visite en Algérie", précise le communiqué. Lors de



cette audience, l'Envoyé spécial a évoqué le progrès réalisé dans le pro-

cessus d'activation de cet organe africain important, étant l'un des plus importants moyens de développement des politiques sanitaires et leur coordination au niveau continental, note le communiqué.

Le Président de la République a affirmé la disponibilité de l'Algérie à apporter son appui à cette agence, à lui fournir les moyens nécessaires et à l'abriter, compte tenu de la riche expérience de l'Algérie dans le domaine de la santé et de l'industrie pharmaceutique", conclut la même source.

.. Et par le ministre de l'Industrie pharmaceutique

Le ministre de l'industrie pharmaceutique, Dr Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmed a reçu, jeudi à Alger, l'Envoyé spécial de l'Union Africaine (UA) pour l'Agence Africaine du Médicament, Michel Sidibé qui effectue une visite en Algérie dans le cadre d'une tournée dans nombre de pays de continent, indique un communiqué du ministère.

A l'entame de son programme de rencontres à travers les Etats membres de l'UA, M. Sidibé s'est dit "ravi de se trouver en Algérie", saluant "les importantes réalisations ainsi que les défis relevés par l'Algérie dans le domaine de la santé publique et de l'industrie pharmaceutique", ajoute la même source.

Pour sa part, M. Benbahmed a mis en avant "l'attachement de l'Algérie à encourager l'entraide entre les institutions de l'UA et la recherche des moyens de coopération entre les différents pays membres", soulignant la conviction de l'Algérie quant à la pertinence de cette démarche, notamment à travers la ratification du Traité instituant l'Agence Africaine des Médicaments, approuvée à Addis-Abeba le 11 février 2019.

"A travers cette ratification, l'Algérie œuvre à l'unification des

cadres réglementaires au sein du continent et la dynamisation de l'industrie pharmaceutique, en général par la garantie de médicaments efficaces et efficaces aux pays africains dans le respect des normes internationalement convenues", a-t-il soutenu.

Le ministre a soumis à l'Envoyé spécial de l'UA pour l'Agence africaine du médicament la demande de l'Algérie d'abriter le siège de l'Agence et lui a fait état de sa disponibilité à lui apporter tout le soutien nécessaire pour assurer son succès.

Il a réitéré, à ce propos, la détermination et la disponibilité de l'Algérie à l'échange d'expériences dans d'autres domaines de développement avec les pays africains amis.

A cette occasion, le ministre de l'industrie pharmaceutique a évoqué les atouts de l'Algérie pour abriter le siège de l'Agence africaine du médicament, notamment à la faveur de l'importance et de l'intérêt qu'accorde l'Etat algérien à ce secteur hautement stratégique.

L'approbation des fournitures médicales, ajoute la même source. Le ministre a mis en avant également l'initiation de réformes globales du cadre législatif et réglementaire depuis la création du Ministère de l'Industrie Pharmaceutique avec sa modernisation conformément à l'évolution des pratiques internationales liées à la santé publique.

L'Agence Africaine du Médicament, telle qu'inscrite dans le Décret Présidentiel n 21-167 du 25 avril 2021 portant ratification du Traité instituant l'Agence Africaine du Médicament, adopté à Addis-Abeba le 11 février 2019, sera chargée de la coordination, de la collecte et de la gestion des médicaments et de l'échange des informations concernant la qualité et la sécurité de tous les produits médicaux.

Elle coordonnera également les examens conjoints des demandes d'essais cliniques et fournira une assistance technique et des ressources, si possible, sur les questions réglementaires aux Etats parties demandant une assistance tout en renforçant l'adoption et l'harmonisation des politiques et des normes réglementaires pour les produits médicaux, a indiqué le communiqué.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE
Au moins 3.787.127 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 3.787.127 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi samedi à 10H00 GMT.

Plus de 175.191.840 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé.

Une part importante des cas les moins graves ou



asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de vendredi, 11.196 nouveaux décès et 42 1.800 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 4.002

nouveaux morts, le Brésil (2.216) et l'Argentine (687). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 599.180 décès pour 33.437.749 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 484.235 morts et

17.296.118 cas, l'Inde avec 367.081 morts (29.359.155 cas), le Mexique avec 229.823 morts (2.448.820 cas), et le Pérou avec 188.100 morts (1.998.056 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 570 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (310), la Bosnie (289), la République tchèque (282) et la Macédoine du Nord (263).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient samedi à 10H00 GMT 1.203.093 décès pour 34.755.943 cas, l'Europe 1.149.804 décès (53.528.953 cas), les Etats-Unis et le Canada 625.061 décès (34.837.019 cas), l'Asie 528.232 décès (38.147.140 cas), le Moyen-Orient 145.773 décès (8.863.936 cas), l'Afrique 134.060 décès (5.008.656 cas), et l'Océanie 1.104 décès (50.199 cas).

INDE
Lancement du premier kit de test Covid à domicile

Une start-up indienne Mylab Discovery Solutions vient de lancer un kit de test Covid à domicile, le premier du genre en Inde, et espère grâce à son dispositif peu coûteux contribuer au traçage du coronavirus parmi les quelque 1,3 milliard d'habitants du pays.

CoviSelf a été lancé au début du mois et est le premier kit de test à domicile approuvé en Inde, pays qui sort progressivement d'une puissante seconde vague de l'épidémie qui a submergé les hôpitaux et les crématoriums, avec près de 30 millions de personnes contaminées et plus de 350.000 morts.

Ces chiffres pourraient, selon de nombreux experts, être en réalité nettement supérieurs en raison de l'insuffisance des tests et des carences dans l'enregistrement de la cause des décès.

La start-up, qui produit aussi des tests PCR pour détecter les contaminations au VIH, estime qu'un accès étendu au CoviSelf, vendu 250 roupies (3,40 USD), pourrait réduire la pression sur des laboratoires débordés et améliorer le traçage des cas. Le kit se compose d'un écouvillon nasal et d'un QR code qui permet de se connecter à une application mobile qui donne le résultat en 15 minutes et l'envoi au Conseil indien de la recherche médicale, l'agence scientifique qui oriente la politique gouvernementale. "Il a été conçu pour que les gens puissent l'utiliser à la maison.

Le contenu du kit est très simple, la manière de l'installer est très simple, la manière de le réaliser est très simple", affirme Shrikant Pawar, chef du département Sérologie et Microbiome de l'entreprise Mylab. Dans l'usine de Mylab, située à Lonavla, dans l'ouest de l'Inde, des ouvriers masqués et gantés réalisent des tests de qualité sur les composants du kit avant de les expédier aux pharmacies du pays.

"Notre capacité de production actuelle est de dix millions de tests par semaine", indique M. Pawar, précisant que le test est également vendu en ligne. "Si la demande du marché croît, nous serons capables de produire plus de tests par semaine et nous prévoyons aussi d'aller à l'étranger, donc il va aussi être disponible sur les marchés internationaux", dit-il. Le kit n'étant toutefois accessible qu'aux utilisateurs de smartphones, son impact pourrait être limité en Inde en particulier si l'épidémie s'étend aux régions rurales, où les réseaux mobiles sont faibles et l'internet peu répandu.

CHINE
Les vaccins chinois par la pulvérisation nasale en phase d'essais cliniques

Des chercheurs mènent des essais cliniques de phase 1 et de phase 2 sur un vaccin chinois contre la COVID-19 par inhalation, a déclaré vendredi un responsable de la santé chinoise.

Après avoir terminé la collecte de données d'essais cliniques, les experts étudieront l'innocuité et l'efficacité du vaccin par inhalation, une version modifiée d'un vaccin injectable à vecteur d'adénovirus contre la COVID-19 qui a déjà été mis sur le marché, a indiqué Shao Yiming, chercheur du Centre du contrôle et de prévention des maladies de la Chine, lors d'une conférence de presse.

Le vaccin par inhalation contre la COVID-19 a été conjointement développé par des chercheurs de l'Institut de médecine militaire dépendant de l'Académie des Sciences militaires et de la société chinoise CanSino Biologics Inc.

Les vaccins par inhalation ou par pulvérisation nasale ont été choisis dès le départ comme l'une des technologies vaccinales de la Chine pour lutter contre la COVID-19, a expliqué M. Shao.

Un autre vaccin par pulvérisation nasale contre la COVID-19, développé par l'Université de Xiamen, l'Université de Hong Kong et la Beijing Wantai Biological Pharmacy, a achevé les essais de phase 1 et de phase 2.

Les chercheurs mènent des essais cliniques de phase 3 à l'étranger pour évaluer davantage l'efficacité du vaccin, a-t-il ajouté.

USA

La moitié des Etats américains ne fournissent plus de données quotidiennes sur l'épidémie de COVID-19

Environ la moitié seulement des Etats américains fournissent encore des mises à jour quotidiennes sur les paramètres clés de l'épidémie de COVID-19 tels que les nouveaux cas, les décès, les hospitalisations et les vaccinations, une tendance qui inquiète certains experts en santé publique, a rapporté vendredi CNN.

Deux des baisses les plus importantes sont entrées en vigueur cette semaine, la Floride passant à une mise à jour par semaine et l'Alabama à deux à trois mises à jour par semaine, en fonction du type de données.

Selon Karen Landers, une responsable de la santé du département de la Santé de l'Alabama, la décision de l'Etat de publier des mises à jour moins fréquemment s'est accompagnée d'une diminution constante du nombre de cas quotidiens, de décès et d'hospitalisations.

"Les changements sont plus petits et moins spectaculaires, faute d'un meilleur mot", a-t-elle déclaré.

"Il est temps de recentrer nos

efforts". Selon les données de l'Université Johns Hopkins, le nombre moyen de cas quotidiens de COVID-19 en Alabama a chuté d'environ 93% depuis le pic de janvier.

L'Etat a signalé en moyenne 321 cas et 12 décès par jour au cours de la semaine dernière.

Les données de l'Université Johns Hopkins ont également montré que le nombre moyen de cas signalés quotidiennement dans l'ensemble des Etats-Unis a chuté de plus de 90% depuis le pic de janvier, pour atteindre près de 15.000 cas par jour, et est revenu aux niveaux observés pour la dernière fois en mars 2020.

Mais environ 300 personnes meurent encore chaque jour dans le pays.

Certains experts estiment que l'abandon des rapports quotidiens est prématuré.

"Pour autant que je sache, nous sommes toujours dans une urgence de santé publique en tant que pays", a ainsi noté Lori Tremmel Freeman, directrice générale de l'Association nationale des

responsables de la santé des comtés et des villes. "Ce niveau n'a pas encore été abaissé".

Beth Blauer, directrice exécutive des Centres pour l'impact civique de l'Université Johns Hopkins, a pour sa part déclaré qu'elle s'attendait à un tel ajustement, mais qu'il se produit plus tôt et de manière plus forte qu'elle ne l'avait prévu.

Mme Blauer a souligné que son équipe et elle accordaient une attention particulière aux publications publiques et autres mises à jour des Etats concernant leurs données relatives à l'épidémie de COVID-19 pour gérer la qualité et la cohérence de leurs flux de données.

Ils ont remarqué des changements subtils à l'automne, les Etats commençant à réduire leurs rapports du week-end, mais elle a dit être surprise de la force de la tendance.

"Vous ne seriez pas humain si vous ne ressentiez pas de fatigue pandémique", a-t-elle déclaré.

"Mais je pense que c'est un peu prématuré".

RUSSIE

Le maire de Moscou décrète une semaine chômée

Le maire de Moscou, Sergueï Sobianine, a décrété samedi une semaine chômée pour endiguer la propagation de nouveau coronavirus dans la capitale russe, face à une hausse drastique des cas de contaminations.

"Cette dernière semaine, la situation avec la propagation du coronavirus s'est nettement détériorée, le nombre de nouvelles contaminations ayant atteint les pics de l'année dernière", a déclaré M. Sobianine dans un communiqué, repris par des médias.

Moscou a enregistré samedi 6.701 nouveaux cas de Covid-19, un record pour la capitale russe depuis décembre dernier. "On ne peut pas ne pas réagir à cette situation", a souligné M. Sobianine. "Pour arrêter la hausse de



l'incidence et préserver la vie des gens, j'ai signé un décret" prévoyant "une semaine chômée du 12 au 20 juin", a-t-il indiqué.

Le maire de Moscou a également ordonné la fermeture des aires de jeux pour les enfants dans les centres commerciaux et les parcs jusqu'au 20 juin.

Il a également appelé les employeurs à privilégier le télétravail pour les employés qui ne se sont pas fait vacciner contre la Covid-19 et interdit aux restaurants de la capitale de servir les clients entre 23h00 et 06h00.

La Russie a enregistré samedi 13.510 nouveaux cas de nouveau coronavirus et 399 décès, le nombre total des cas recensés dans le pays ayant atteint 5.193.964, dont 126.073 décès.

HYGIÈNE DENTAIRE COMMENT PRENDRE SOIN DE SA BOUCHE ?

Porte d'entrée de l'organisme, notre bouche est, elle aussi, équipée d'un microbiote qui se doit d'être varié, équilibré et en parfaite santé. Comment faire pour l'entretenir et comment soigner les petits soucis comme les aphtes, les boutons de fièvre ou les rages de dents ?

10 milliards, c'est le nombre de bactéries présentes dans notre bouche. Bonnes et mauvaises bactéries y cohabitent dans un certain équilibre. Dans ce diaporama vous avez découvert comment faire pour ne pas perturber ce microbiote buccal. Mais si de petits soucis viennent perturber cet équilibre, voici comment y remédier :

COMMENT SOULAGER UN APHTE ?

Cette petite ulcération siège sur la muqueuse buccale ou pharyngée. Les facteurs déclenchants peuvent être le stress, une grande fatigue, certains aliments, la réaction à un traitement médicamenteux (aspirine, psychotropes...) ou à certaines chimiothérapies. Les petits gestes à connaître :

- Rincez-vous la bouche avec 1 cuillerée à café rase de bicarbonate de sodium dans un demi-verre d'eau.
- Déposez sur l'aphte un peu de jus de citron mélangé à du miel pour une cicatrisation plus rapide.

- Supprimez les aliments qui accentuent la douleur comme les fruits acides, la vinaigrette, les plats épicés... et ceux irritants, comme les biscottes ou le pain grillé.

- En aromathérapie : appliquez 1 goutte d'HE de tea tree localement sur l'aphte, trois fois par jour. Ou faites un bain de bouche avec 4 gouttes d'HE de citron jaune dans de l'eau tiède mélangée.

- En homéopathie : associez Borax 9 CH et Natrum sulfuriicum 9 CH ; 5 granules tous les demi-heures, puis espacez les prises dès amélioration jusqu'à en prendre 3 fois par jour.

COMMENT TRAITER LA MAUVAISE HALAINE ?

L'halitose peut être le résultat d'une

mauvaise hygiène bucco-dentaire ou peut s'expliquer par des troubles digestifs. Les petits gestes à connaître :

- Pour un résultat immédiat, mâchez une rondelle de citron bio ou faites un bain de bouche avec de l'eau citronnée.

- Le matin à jeun, avalez le jus d'un citron pressé dilué dans un verre d'eau tiède.

- Faites-vous détarter les dents deux fois par an chez votre dentiste.

- En aromathérapie : mélangez dans un verre d'eau tiède, 1 goutte d'HE de citron, 1 d'HE de sauge et 1 d'HE de thym, puis faites-en un bain de bouche après chaque repas. Ou sucez des pastilles à base d'HE de persil et d'extraire de thé vert. Ou frottez vos gencives avec 1 goutte d'HE de menthe poivrée, assainissante et rafraîchissante.

- En homéopathie : Nux vomica 9 CH : dans le cadre d'une mauvaise digestion, prenez 3 granules, 3 fois par jour avant les repas.

COMMENT APaiser UNE RAGE DE DENTS ?

Carie, abcès... Prenez rendez-vous chez le dentiste, car une infection dentaire peut avoir de graves conséquences. En attendant, utilisez ces solutions pour vous soulager. Le petit geste à connaître :

- Dans un grand verre d'eau, versez 1 cuillerée à soupe de gros sel marin. Procédez à un bain de bouche afin d'aseptiser la zone douloureuse.

- En aromathérapie : sur la zone douloureuse, déposez 2 gouttes d'HE de clou de girofle + 1 goutte d'HE de menthe poivrée.

- En homéopathie : Chamomilla vulgaris 9 CH ; 3 granules toutes les 2 heures.



COMMENT CALMER UN BOUTON DE FIÈVRE ?

Cette petite vésicule sur la lèvre est douloureuse et très contagieuse. Le stress, l'altitude, le soleil, une grande fatigue, favorisent les récurrences. Les petits gestes à connaître :

- Dès les premiers picotements, passez en continu un glaçon sur la vésicule pour circonscire la plaie.

- Plusieurs fois par jour, badigeonnez le bouton de fièvre avec un peu de miel

et laissez agir pendant 15 minutes environ avant de rincer avec un coton imbibé d'eau.

- Prélevez le jus de 1 citron et trempez-y un morceau de coton avant de le presser contre la lésion.

- En aromathérapie : dès les premiers picotements, pour stopper son développement, appliquez à l'aide d'un Coton-Tige, 1 goutte d'HE de ravintsara ou de tea tree. Si la douleur est trop vive, associez 1 goutte d'HE de lavande

aspic. En homéopathie : Vaccinotinum 7 CH : dès les premiers symptômes, prenez une dose associée à 5 granules de Rhus toxicodendron 9 CH, 3 fois par jour. Apis mellifica 9 CH : en cas d'edème brûlant et de picotements, 3 granules 3 fois par jour.

Notre experte : Solange Strobel, pharmacienne, diplômée en aromathérapie et auteure de « Mes astuces et conseils de pharmacienne », éd. Eyrolles

4 PETITS SOUCIS DENTAIRES À NE JAMAIS NÉGLIGER

Dents tachées, gencives qui saignent ou irritations dans la bouche sont le signe qu'il est temps de prendre rendez-vous chez le dentiste. Car certains petits soucis peuvent se transformer en gros problèmes si vous attendez trop longtemps.

VOUS AVEZ LES DENTS JAUNES OU TÂCHÉES
Rassurez-vous ce n'est pas un gros souci dentaire. Les taches se développent simplement parce que vous consommez régulièrement du thé, du café, du vin ou autres liquides sombres qui colorent l'émail de vos dents. Un dentifrice blanchissant, du bicarbonate de soude ou un détartrage chez le dentiste pourront résoudre simplement le problème. Mais attention, ne vous croyez pas à l'abri des taches parce que vous préférez le vin blanc. Certes, il ne colore pas les dents directement mais il favorise la fixation de la couleur si vous

consommez ensuite d'autres boissons. Par exemple, si vous buvez à la suite un verre de Chardonnay puis une tasse de café, vos dents seront deux fois plus tachées par le colorant du café.

VOUS AVEZ DES IRRITATIONS DANS LA BOUCHE

Les douleurs ou les irritations dans la bouche sont le plus souvent dues à une alimentation trop riche en plats épicés ou en agrumes. A moins que vous n'avez avalé une tasse de thé trop chaude. Si cette gêne disparaît en deux-trois jours, vous n'avez pas de souci à avoir. Mais si cela dure plus d'une semaine, cela pourrait être le signe d'une carence en vitamine A. Cette dernière est indispensable au collagène et à la bonne santé des tissus conjonctifs (donc de votre langue). Commencez par ajouter des patates douces, des épinards et des carottes à vos menus quotidiens,

ce sont d'excellentes sources de vitamine A. Et consultez votre dentiste si les choses ne s'améliorent pas.

VOUS AVEZ MAL À LA MÂCHOIRE

Avoir la mâchoire endolorie n'est pas vraiment inquiétant lorsque ça dure un jour ou deux. En revanche, si cela dure plusieurs jours et qu'un dentifrice spécial dents sensibles n'apporte aucun soulagement, c'est peut-être le signe que vous souffrez de bruxisme. Autrement dit, vous avez la (mauvaise) habitude de grincer des dents, ce qui est souvent un moyen d'évacuer le stress. Il est important d'en parler au dentiste car ce tic peut provoquer une usure prématurée des dents et les rendre plus sensibles. Dans certains cas, cela peut aller jusqu'au déchaussement. Heureusement, le dentiste peut vous aider à vous débarrasser de ce tic en réalisant une gouttière de

relaxation neuromusculaire qui va vous aider à vous "sevrer".

VOUS AVEZ LES GENCVES GONFLÉES

Les gencives qui enflent peuvent être le signe d'une modification hormonale, notamment au cours de la grossesse. Mais ce problème réside également de l'accumulation de bactéries. Si le problème disparaît après quelques jours de brossage minutieux et d'utilisation de fil dentaire, aucune inquiétude à avoir. Mais si les gencives restent gonflées au bout d'une semaine, prenez vite rendez-vous chez le dentiste car c'est peut-être un signe de maladie parodontale. Sous l'effet de l'inflammation due aux bactéries, le parodonte (les tissus de soutien de la dent) sont détruits progressivement. Un bon détartrage s'impose d'autant que cela pourrait prévenir la maladie d'Alzheimer !

Soins des dents: les 6 pires ennemis de vos dents blanches

Se brosser les dents tous les soirs avec une brosse à dents électrique et arrêter la cigarette, c'est très bien pour afficher un sourire 100% blanc. Mais méfiez-vous des ennemis cachés ! Nos conseils pour traquer les ennemis de vos dents blanches et conserver un sourire éclatant.

DENTS BLANCHES : MÉFIEZ-VOUS DU VIN ET DES BOMBONS Celles qui semblent avoir des dents blanches et rayonnantes ont tout intérêt à faire une croûte au vin. À la fois acide et rempli de tanins, le vin est bien connu pour colorer les dents. Vous l'avez sans doute déjà remarqué après avoir bu du vin rouge. Mais attention, le vin blanc, lui aussi est mauvais pour les dents ! Une étude réalisée à l'université de New York a révélé que le vin blanc ne colore pas les dents directement mais favorise la fixation de la couleur si vous consommez ensuite d'autres boissons. Par exemple, si vous buvez à la suite un verre de Chardonnay et une tasse de café, vos dents seront deux fois plus tachées par le colorant du café. Certains bombons aussi, à sucer, ou même certains chewing-gums, en plus des caries, qu'ils peuvent causer, auraient une fâcheuse tendance à colorer les dents. Pour savoir si vos dents sont blanches ou si vous êtes en proie à la blancheur de vos dents, c'est très simple. Si votre langue se colore, il y a de fortes chances pour que vos dents subissent le même sort. Méfiance donc si vous êtes resté accro aux boules de pomme pour votre enfance.

DENTS BLANCHES : TIREZ UNE CROÛTE SUR LE COCAÏNE ET LES SAUCES Le Coca Cola, ou les boissons qui s'y apparentent sont très acides et très riches en chromogènes. Si votre régime est riche en verres de coca risque donc de tacher vos dents. De plus, l'acidité de ces boissons est telle qu'elle risque aussi de favoriser la coloration de l'émail par d'autres aliments. Pour éviter ce phénomène de fragilisation de l'émail, rincez votre la bouche avec de l'eau après avoir bu un soda.

Les sauces sont à éviter quand on essaye de perdre du poids et quand on suit un régime, on le savait déjà. Mais on ne se doutait pas qu'elles étaient aussi redoutables pour la blancheur des dents. Ainsi, les sauces tomatiques, les sauces de soja ou encore la sauce au curry peuvent ternir la blancheur de vos dents. Si vous aimez les sauces vous en passer, la seule solution est de se brosser les dents immédiatement après le repas !

DENTS BLANCHES: PAS TROP DE FRUITS ROUGES NI DE THÉ Les framboises, les fraises, les myrtilles, les baies rouges, en rafale, surtout quand le printemps commence à montrer le bout de son nez. Point, nos dents, elles n'apprécient que moyennement. Ces délicieux fruits rouges ont un effet tendre qui a tendance à tacher l'émail des dents. Idem pour les raisins rouges et noirs. Méfiez-vous des jus d'agrumes, des jus de tomates et même des jus faits à base de fruits rouges. Pour vos tartes, préférez donc les fruits à cœur ou raturez comme les mûres, les fraises.

VOUS EN FAITES TROP OU PAS ASSEZ ?

On accorde une attention particulière à notre hygiène dentaire pour prévenir caries et maladies des gencives. Tour d'horizon des gestes à faire pour garder de bonnes dents avec le Dr Christian Verrier, maître de conférences et président scientifique du congrès 2018 de l'Association dentaire française (ADF).

Bain de bouche, brossettes interdentaires, grappe-langue, brosse à dents à ultrasons : faut-il les utiliser tous les jours pour une bonne hygiène dentaire ? Réponse en images.



1/10 - Brosse à dents manuelle ou électrique ? C'est une question de choix personnel. La brosse à dents manuelle marque des points au niveau du contrôle du brossage, alors que la version électrique (à système sonore ou oscillé-rotatif) est plus facile d'emploi. De plus, elle retire jusqu'à 2,5 fois plus de plaque dentaire.

2/10 - Comment bien se brosser les dents ? Le lavage des dents, c'est matin et soir, pendant au minimum deux minutes, avec un dentifrice fluoré (400 ppm de fluor pour les adultes)... et en douceur. Inutile de frotter énergiquement, cela agresse à la fois l'émail et la gencive. Le bon geste ? Partir du haut de la gencive vers le bas de la dent (du rose vers le blanc).

3/10 - Comment savoir si le brossage est efficace ? À l'aide d'un révélateur de plaque dentaire. Il se présente sous forme de chewing-gum, de pastille à sucer ou de gel liquide. On peut l'utiliser deux ou trois fois par an. Ce colorant se fixe sur la plaque dentaire. Il révèle toutes les zones qui n'ont pas été suffisamment brossées et sur lesquelles il faut donc davantage insister.

4/10 - On n'oublie pas le détartrage. On prévoit un rendez-vous annuel chez son dentiste. Il pourra alors révéler les bons gestes à effectuer au cours du brossage des dents. Et il procédera à

un détartrage, afin de retirer la plaque dentaire qui s'est minéralisée en tartre, formant une couche dure et blanchâtre.

5/10 - Faut-il se brosser la langue ? Un brossage doux peut s'avérer utile, mais de manière occasionnelle seulement. Par exemple, en cas de mauvaise haleine, parce que la langue est chargée d'un enduit blanchâtre, formé après un épisode infectieux touchant la sphère ORL (laryngite, rhinite...). La prise de médicaments ou encore en cas de diminution de la salivation. Mais attention à ne pas en abuser : un brossage quotidien peut irriter la surface de la langue et perturber sa flore microbienne.

6/10 - Les brossettes interdentaires sont-elles indispensables ? Nettoyer chaque espace interdentaire est une

étape incontournable pour éliminer correctement, là où la brosse à dents ne peut pas passer, la plaque dentaire et les résidus d'aliments. Cela permet de prévenir les pathologies buccales telles que la gingivite (inflammation de la gencive) et la parodontite (inflammation du tissu de soutien de la dent). Ne pas hésiter à acheter des brossettes de différentes tailles, adaptées à l'espace entre chaque dent.

7/10 - Le bain de bouche, c'est tous les jours ? C'est inutile si on ne souffre d'aucune affection buccale. Les personnes sujettes aux caries peuvent se rincer la bouche après chaque repas, en plus du brossage, avec une solution fluorée afin de renforcer l'émail de leurs dents.

8/10 - Faut-il choisir un bain de bouche antiseptique ? Les formules

antiseptiques, à base de chlorhexidine, ne sont recommandées qu'en cas d'infection de la muqueuse buccale (parodontite, abcès, etc.) ou après une intervention chirurgicale. Il existe aussi des formules à effet rafraîchissant pour combattre la mauvaise haleine ou encore des bains de bouche à base d'acide hyaluronique pour faciliter la cicatrisation en cas d'aphte. Mais à n'utiliser que ponctuellement.

9/10 - Le chewing-gum peut remplacer le brossage ? C'est une solution pratique pour rafraîchir son haleine ou après la pause déjeuner, quand on n'a pas la possibilité de se laver les dents. La mastication stimule la sécrétion salivaire, ce qui produit un auto-nettoyage des dents et limite les attaques acides. Mais les chewing-gums sans sucre ou ceux achetés en pharmacie ne sont pas des produits miracles. Ils ne permettent pas de nettoyer les dents aussi bien qu'un brossage, ni d'éliminer la plaque dentaire.

10/10 - Pourquoi a-t-on des taches sur les dents ? Elles sont provoquées par certains aliments (curry, cerises...) et boissons (principalement le thé et le café), le tabac ou des médicaments tels que les antibiotiques. Avec l'âge aussi, les dents perdent de leur éclat. Le mieux est d'en parler à son dentiste, qui pourra proposer un éclaircissement. Prudence avec les dentifrices à base de bicarbonate de soude, de citron ou d'eau oxygénée, car ils peuvent attaquer l'émail et être agressifs pour les gencives ainsi que pour les racines dentaires en cas de déchaussement.

APHTES : COMMENT S'EN DÉBARRASSER PLUS VITE ?

On sait tous ce que sont les aphtes, enfin on croit le savoir. Pourtant, on les confond souvent avec d'autres lésions de la bouche ou même des infections oropharyngées... D'où viennent les aphtes ? Comment les soigner ? Chassez les idées reçues pour mieux vous en débarrasser ! Bien qu'ils soient la plupart du temps inoffensifs, les aphtes peuvent demeurer d'une part inconfortables et peuvent empêcher certaines personnes de manger ou de se brosser les dents. Les femmes en souffrent plus souvent que les hommes et ils apparaissent encore plus fréquemment dans la bouche des personnes âgées. Le Dr Corinne Husson, dermatologue et le Dr Roger Küller, stomato-maxillo-facialiste, font le point, dans ce dossier, sur quelques idées reçues particulièrement répandues sur les aphtes. Ils vous aident à démêler le vrai du faux.

Aphtes : quelles sont les causes ? L'aphte est un trouble vasculaire. L'occlusion d'une artère nourricière et la perméabilité de ses parois induisent la nécrase d'une petite zone et une inflammation associée. Cela finit par faire un trou. C'est ça, un aphte ! Plus l'artère est importante, plus la zone nécrosée est étendue, et plus l'aphte est gros. Il existe aussi une maladie (dite de Behçet) qui se manifeste par des aphtes

buccaux et génitaux. Elle atteint surtout la population du pourtour méditerranéen et du Japon.

Quels traitements contre les aphtes ? S'il s'agit d'aphtes banals : les crèmes et gels anesthésiants locaux (type Xylocaine® ou Dynexan®) et les gels barrière à base d'acide hyaluronique (comme BloxAphte® ou Hyalugel®) n'ont pas d'autre but que de calmer la brûlure. Dans ce cas, l'aphte guérit effectivement de lui-même en huit à dix jours. Évitez toutefois d'appliquer des acides forts, qui "brûlent" la lésion mais ralentissent sa cicatrisation ! En revanche, quand il s'agit d'aphtes géants (5% des cas), ceux-là nécessitent des traitements corticoïdes locaux ou généraux. Et lorsque les récidives se produisent plusieurs fois par mois, un traitement de fond peut être proposé pour espacer les crises (prescription de colchicine...).

J'ai un aphte : qui consulter ? L'aphte n'est pas une maladie dentaire mais dermatologique. Il est donc recommandé de consulter un dermatologue. Il y a d'ailleurs parfois des lésions associées sur la peau (ça ressemble à de l'acné), sur les voies génitales, l'eil ou encore les viscères... «Quand un patient a des

aphtes buccaux et génitaux, je l'envoie automatiquement faire un bilan chez l'ophtalmo, explique la dermatologue Corinne Husson. Car les aphtes de l'œil peuvent, s'ils ne sont pas traités, entraîner une cécité.»

Aphte qui saigne : que faire ? Un aphte ne saigne jamais, puisque c'est un tissu en train de mourir. Un aphte qui saigne, c'est autre chose qu'un aphte ! De même si cela dure plus de quinze jours, ce n'est pas un aphte non plus. Certaines maladies auto-immunes (pemphigus) donnent des lésions qui y ressemblent et qui sont souvent géantes comme telles, en pure perte.

Est-ce un aphte ou autre chose ? Pour beaucoup, les lésions buccales sont soit des aphtes, soit des mycoses. Or, il existe quantité de lésions qui peuvent être traumatiques, infectieuses, auto-immunes, allergiques, dues à des affections hématologiques. Sans parler des cancers, indolores contrairement à l'aphte. Il arrive aussi que la muqueuse brûle et soit parfaitement saine, sans la moindre lésion. Il s'agit souvent dans ce cas de glosydnies (douleurs intenses sans plaie), dont le mécanisme reste mystérieux.

CENTRAFRIQUE

Nomination d'un nouveau Premier ministre

Un nouveau Premier ministre a été nommé vendredi en Centrafrique dans un décret présidentiel lu à la radio nationale six mois après la réélection contestée du chef de l'Etat Faustin Archange Touadéra.

"Monsieur Henri Marie Dondra est nommé Premier ministre, chef du gouvernement" dans un décret "qui prend effet à compter de sa date de signature", le 11 juin.

Haut cadre du parti présidentiel, Henri Marie Dondra était ministre des finances et du budget depuis cinq ans.

Il remplace Firmin Ngrebada qui occupait le poste depuis février 2019 et qui avait remis sa démission la veille.

Réputé proche du président Touadéra, il est aussi connu pour bien connaître les arcanes de la finance internationale et les programmes d'aide du deuxième pays le moins développé au monde selon l'ONU.

Le président Touadéra a été réélu le 27 décembre 2020 mais dans un scrutin pour lequel moins d'un électeur sur trois a eu la possibilité de se rendre aux urnes en pleine offensive rebelle, dans un pays ravagé depuis 2013 par une guerre civile qui a néanmoins considérablement baissé d'intensité depuis 2018.

Depuis fin décembre, face à une rébellion visant à le renverser, l'armée du président a peine réélu a reconquis une grande partie de plus des deux tiers du territoire que contrôlaient jusqu'alors des groupes armés rebelles, mais seulement grâce à l'engagement de centaines de paramilitaires russes dépêchés par Moscou.

ZAMBIE

La justice refuse d'écarter le sortant Lungu de la présidentielle

La justice zambienne a rejeté vendredi la demande de deux défenseurs des droits de l'Homme d'interdire au président sortant, Edgar Lungu, de se porter candidat à sa propre succession à la prochaine élection présidentielle en août.

Sishuwa Sishuwa et Linda Kasonde, de l'organisation zambienne de défense des droits Chapter One Foundation, avaient déposé une requête auprès de la Cour constitutionnelle, arguant que M. Lungu n'était pas éligible au prochain scrutin puisqu'il avait déjà rempli deux mandats.

Mais les juges ont estimé que puisque l'actuel chef de l'Etat n'avait pas été en fonctions pendant deux mandats pleins de cinq ans, il était bien éligible.

"La demande n'est pas recevable et est donc rejetée", a déclaré le juge, Annie Sitali, à la fin de la lecture du jugement.

Edgar Lungu, 64 ans, a été élu chef de l'Etat en janvier 2015 pour terminer le mandat du président Michael Sata, mort subitement fin 2014 après trois ans en fonctions.

Il a été réélu en 2016, à l'issue d'un scrutin dont les résultats ont été contestés par la principale figure de l'opposition, Hakainde Hichilema, du Parti uni pour le développement national (UPND).

Ce dernier a officiellement déposé en mai sa candidature pour la prochaine présidentielle. La Cour a réaffirmé une décision de 2018 selon laquelle un président n'est réputé avoir effectué un mandat qu'après avoir passé au moins trois des cinq années prévues au pouvoir. La Zambie votera le 12 août pour des élections présidentielle et législatives.

Le petit pays pauvre et enclavé d'Afrique australe, qui compte 17 millions d'habitants, est en grandes difficultés financières et officiellement en défaut de paiement. Sa dette extérieure est estimée à près de 10 milliards d'euros, la moitié étant détenue par des créanciers privés.

APS

MALI

Formation d'un nouveau gouvernement

Le nouveau président de transition au Mali, le colonel Assimi Goïta, a nommé vendredi, sur proposition du premier ministre, Choguel Kokalla Maïga les nouveaux membres du gouvernement.

Selon un décret présidentiel, rendu public vendredi, le Colonel Sadio Camara a été nommé ministre de la Défense et des anciens combattants, alors que Mahamadou Kassogue a pris le portefeuille de la Justice et des droits de l'homme, garde des sceaux, a indiqué à la télévision nationale le secrétaire de la présidence, Ali Coulibaly. Dans cette liste comprenant 25 portefeuilles ministériels et trois ministres délégués, figurent, également, le nom d'Ibrahim Ikassa Maïga, éminent membre du Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des

forces patriotiques (M5/RFP), qui fait son entrée en tant que ministre de la refondation de l'Etat, chargé des relations avec les institutions dans ce gouvernement annoncé comme étant "d'ouverture" et "inclusif" par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. M. Maïga, qui fait partie du Comité stratégique du M5-RFP, est également membre du bureau politique de l'URD, parti de l'ancien principal opposant décédé en décembre dernier. So umaila Cissé.

Le ministre Abdoulaye Diop, qui faisait partie du gouvernement sous le prési-



dent Ibrahim Boubacar Keïta a, quant à lui retrouvé son poste aux Affaires étrangères. De son côté, le Colonel-major Ismael Wague garde son poste

de ministre de la Réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale.

Macron acte l'échec de l'opération Berkhane au Sahel

Le président français, Emmanuel Macron a annoncé jeudi la fin de la mission Berkhane au Mali, actant l'échec d'une politique militaire qui a duré huit ans, sur fond de montée du sentiment anti-français dans le pays sahélien.

L'opération Barkhane a été de plus en plus contestée au Sahel après la multiplication de ses bavures au Mali, dont la plus sanglante avait fait en janvier 19 morts, parmi les civils à la lisière du village de Bounti, dans le centre du Mali.

"Nous allons amorcer une transformation profonde de notre présence militaire au Sahel", a déclaré le président français lors d'une conférence de presse, en référence aux 5.100 soldats déployés dans le cadre de la force française Barkhane.

Cette transformation impliquera "la fin de l'opération Barkhane en tant qu'opération extérieure" et la "mise en œuvre d'une alliance internationale associant les Etats de la région et tous nos partenaires, strictement concentrée sur la lutte contre le terrorisme", a-t-il ajouté.

Huit ans après l'arrivée de la France au Mali, le constat du président français était plutôt amer jeudi.

"Je ne pense pas qu'on puisse se substituer à un peuple souverain pour construire son bien à la place de lui-même", a déclaré Emmanuel Macron.

Ce même constat d'échec qui a donné lieu à plusieurs rassemblements au Mali pour réclamer le départ définitif des militaires français, accusés d'être à l'origine de la détérioration de la situation sécuritaire dans ce pays sahélien, avait poussé le Sénat français à programmer un débat public, le 9 février dernier, pour faire le bilan de cette opération, laissant planer le doute quant à son avenir.

La force "Barkhane n'est pas éternelle. Mais à court terme, nous allons rester" au Sahel, avait, alors, déclaré le ministre française des Armées, Florence Parly devant les sénateurs français au cours des débats ouverts sur la présence française au Sahel.

Le 19 janvier dernier, le président français, Emmanuel Macron avait déjà parlé d'un "ajustement" des forces françaises au Sahel et de leur "redimensionnement", évoquant l'importance des renforts assurés par les pays européens.

Ce jeudi, le président français n'a pas donné d'indications chiffrées en termes d'effectifs mais a évoqué une réduction des "emprises", c'est-à-dire du nombre de bases françaises dans la région.

"Le chiffre de soldats français restant n'est pas arrêté, peut être quelques milliers.

Il restera une présence significative", selon l'Elysée, qui ajoute qu'un départ du Nord du Mali pourrait survenir "à l'hor-

zon de l'automne". La lutte contre les terroristes se fera "avec des forces spéciales structurées autour de l'opération européenne" Takuba avec évidemment une forte composante française - avec encore plusieurs centaines de soldats - et des forces africaines, européennes, internationales", a également précisé M. Macron.

Empêtré dans ses échecs au Sahel, la France avait déjà sollicité l'aide de la nouvelle administration américaine pour qu'elle renforce son appui aux opérations militaires qu'elle mène contre les groupes armés dans ce pays sahélien.

La France avait failli perdre son allié américain sur le terrain malien après une annonce faite au début de l'année 2020 par l'ancien président Donald Trump. Ce dernier, avait prévenu que les Etats-Unis entendaient réduire leur présence en Afrique, et indirectement l'aide américaine apportée à l'opération Barkhane.

Le 20 janvier dernier, le ministre des Armées, Florence Parly avait évoqué cette question le jour même de l'investiture de Joe Biden.

"Nous souhaitons pouvoir, avec l'arrivée de la nouvelle administration américaine, obtenir l'assurance que ces moyens (fournis par les Etats-Unis) soient prolongés, et pourquoi pas renforcés", avait-elle déclaré.

MOZAMBIQUE

Plus de 9.000 réfugiés mozambicains refoulés par la Tanzanie

Le Haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a fait part, vendredi, de son inquiétude devant le rapatriement "forcé" au Mozambique de personnes qui s'étaient réfugiées en Tanzanie voisine pour échapper aux violences dans la province de Cabo Delgado.

L'Agence de l'ONU pour les réfugiés, la capitale politique Dodoma a fait état de plus de 9.000 réfugiés mozambicains, refoulés.

Selon les autorités frontalières mozambicaines, "plus de 9.600 de réfugiés ont été renvoyés de force par le poste frontière de Negomano depuis janvier de cette année", a déclaré lors d'un point de presse à Genève, le porte-parole du HCR, Babar Baloch.

Parmi eux, quelque 900 personnes ont été refoulées entre le 7 et le 9 juin au

Mozambique. Les équipes du HCR ont aidé les personnes arrivant dans "des conditions désespérées", dont beaucoup ont été séparées des membres de leur famille.

Ces réfugiés faisaient partie des populations, qui ont tenté de traverser la rivière qui marque la frontière avec la Tanzanie pour demander une protection internationale.

A leur retour au nord du Mozambique, les personnes refoulées de Tanzanie se retrouvent dans une "situation désespérée" à la frontière, a ajouté le porte-parole du HCR, relevant le besoin urgent d'articles de secours d'urgence, y compris de nourriture.

Face à cette dernière vague de refoulement, l'Agence onusienne réitère son appel pour que les personnes fuyant le conflit mozambicain

aient accès au territoire et à l'asile.

Il s'agit ainsi de respecter le principe de non-refoulement (pas de retour forcé).

"Les réfugiés ne doivent pas être contraints de retourner dans le danger", a insisté M. Baloch.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés reste "gravement préoccupée" par la sécurité des civils dans le nord du Mozambique, alors que le conflit armé et l'insécurité dans la ville côtière de Palma continuent de déplacer des milliers de personnes, deux mois et demi après une attaque brutale menée par des groupes armés non étatiques.

Des personnes ayant fui la province de Cabo Delgado au Mozambique ont été forcées de retourner après être entrées en Tanzanie, selon le HCR.

L'"insécurité" permanente a ainsi contraint des milliers de familles à se réfugier dans le sud des provinces de Cabo Delgado et de Nampula.

Les districts de Nangade, Mueda, Montepuez, Ancuabe, Metuge, Balama, Namuno, Chiure, Mecufi, Ibo et Pemba continuent d'enregistrer de nouveaux arrivants chaque jour.

Selon la même source, quelque 70.000 personnes ont fui Palma depuis le 24 mars.

Ce qui porte le nombre total de personnes déplacées dans la province de Cabo Delgado à près de 800.000, selon les estimations humanitaires.

Dans le même temps, des milliers d'autres personnes seraient bloquées dans des zones très peu sûres autour de Palma, avec un accès humanitaire limité.

PALESTINE Un adolescent palestinien tué par des soldats israéliens lors d'affrontements en Cisjordanie

Un adolescent palestinien a été tué et des dizaines de personnes ont été blessées vendredi par des soldats israéliens lors d'affrontements en Cisjordanie, selon des médecins et des témoins oculaires.

Le ministère palestinien de la Santé a affirmé dans un communiqué qu'un adolescent palestinien avait été tué et six autres blessés par des soldats israéliens lors d'affrontements dans le village de Beita, au sud de la ville de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie.

Des témoins oculaires ont dit que des affrontements avaient éclaté vendredi après-midi dans plusieurs villages de Cisjordanie lorsque les Palestiniens protestaient contre l'expansion des colonies israéliennes dans l'enclave. Les soldats israéliens ont tiré des grenades lacrymogènes sur des dizaines de manifestants dans le nord de la Cisjordanie, ont-ils précisé. Selon des sources médicales, des dizaines de personnes, dont des enfants, ont été



asphyxiés près des villes cisjordanaises de Naplouse et de Ramallah. Les tensions entre Israéliens et Palestiniens se sont exacerbées ces dernières semaines en Cisjordanie, à Al Qods-Est et dans la bande de Gaza.

ONU Brésil, Gabon et le Ghana élus au Conseil de sécurité pour 2022-2023

Le Brésil, les Emirats arabes unis, l'Albanie, le Gabon et le Ghana ont été élus vendredi par l'Assemblée générale de l'ONU pour siéger en 2022 et 2023 au Conseil de sécurité, des arrivées qui pourraient donner du fil à retordre aux cinq membres permanents de cette instance, selon des diplomates.

Sur 193 membres des Nations unies appelés à voter, le Brésil a obtenu 181 voix, les Emirats 179, l'Albanie 175, le Gabon 183 et le Ghana 185.

Après le retrait de candidatures de la République démocratique du Congo et du

Tchad, aucun des cinq postes attribués n'avait plusieurs prétendants.

Depuis des années, les groupes régionaux ont pris l'habitude de désigner à l'avance les candidats aux postes qui leur reviennent pour éviter des rivalités fratricides.

"Le Brésil et les Emirats arabes unis ont des positions bien arrêtées en politique étrangère, et l'Albanie, qui siègera pour la première fois de son histoire au Conseil, est aussi membre de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI)", relève un diplo-

mate sous couvert de l'anonymat, cité par l'AFP. Ces futures entrées, pour succéder en janvier à Saint-Vincent et les Grenadines, au Vietnam et à l'Estonie, vont modifier les rapports de force au Conseil, prédit-il. "Cela va changer les choses", confirme un autre diplomate également sous couvert d'anonymat. "Le Brésil est une force en soi". Quant aux Emirats, "ils ont un rôle dans plusieurs conflits", ajoute-t-il, en allusion au Yémen ou à la Libye.

En janvier, Gabon et Ghana prendront de

leur côté les sièges occupés actuellement par le Niger et la Tunisie. Après avoir compté dans les années récentes jusqu'à cinq membres au Conseil de sécurité, l'Union européenne risque une perte d'influence car elle n'en comptera en janvier plus que deux, la France et l'Irlande.

Le Conseil de sécurité comprend 15 membres au total, dont cinq permanents dotés d'un droit de veto (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni) et dix non permanents, renouvelés par moitié tous les ans.

FRANCE - GRANDE BRETAGNE Brexit : Macron demande à Johnson le respect de la "parole donnée" aux Européens

Le président français Emmanuel Macron a demandé samedi au Premier ministre britannique Boris Johnson de respecter "la parole donnée aux Européens" dans le cadre du Brexit, sur fond de tensions en Irlande du Nord, a indiqué la présidence française.

Le chef de l'Etat français s'est dit "prêt" à une relance des relations franco-britanniques mais a "souligné que ce réengagement imposait que les Britanniques respectent la parole donnée aux Européens et le cadre défini par les accords Brexit", a indiqué l'Elysée après une rencontre entre les deux dirigeants en marge du sommet du G7, selon des médias.

Le dossier de l'Irlande du Nord et des dispositions commerciales spéciales prévues pour la province britannique après le

Brexit affecte les relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE). Il fait de l'ombre au sommet du G7 prévu jusqu'à dimanche dans le sud-ouest de l'Angleterre, où les dirigeants des grandes puissances et de l'UE entendent offrir l'image d'un front uni désireux de redynamiser le multilatéralisme pour favoriser la reprise post-pandémie et lutter contre le réchauffement climatique.

Londres accuse Bruxelles d'adopter une "approche trop puriste" quant à l'application de nouvelles dispositions douanières spécifiques en Irlande du Nord, contenues dans le "protocole nord-irlandais" âprement négocié dans le cadre du Brexit.

Des discussions se sont tenues à Londres mercredi, sans permettre d'avancée, l'UE signifiant qu'elle n'hésiterait pas à prendre

des mesures de rétorsion si Londres refusait de mettre en oeuvre les dispositions du protocole. Après le tête-à-tête avec Emmanuel Macron, Boris Johnson devait s'entretenir également avec les dirigeants du bloc européen et la chancelière allemande Angela Merkel.

Soulignant que le G7 n'était pas forcément l'endroit pour aboutir à une "solution immédiate", le porte-parole du dirigeant conservateur avait indiqué vendredi que "toutes les options sont sur la table" pour préserver l'intégrité du Royaume-Uni, mis à mal selon lui par le protocole.

Le président américain Joe Biden, a également réaffirmé son attachement au protocole qui, en évitant le retour d'une frontière dure sur l'île, garantit selon lui la paix dans la province britannique conclue en 1998.

USA - RUSSIE Poutine espère que Biden sera moins impulsif que Trump

Vladimir Poutine a dit vendredi espérer que son homologue américain Joe Biden se montrerait moins impulsif que son prédécesseur Donald Trump, à quelques jours du très attendu premier sommet entre les deux chefs d'Etat.

Lors d'un entretien à la chaîne américaine NBC News, le président russe a décrit Joe Biden comme un "carriériste" ayant passé sa vie en politique, tandis que Donald Trump, un "individu talentueux" et "haut en couleurs".

"J'ai grand espoir que, oui, il y ait certains avantages, certains inconvénients, mais qu'il n'y ait plus de manœuvres impulsives de la part du président américain en exercice", a-t-il dit, selon une traduction fournie par NBC News.

Joe Biden devrait soulever plusieurs récriminations américaines auprès de Vladimir Poutine, dont les soupçons d'ingérence russe dans les élections américaines et les cyberattaques, lors du sommet à Genève à la fin de son premier voyage international.

Vladimir Poutine a ouvertement reconnu qu'il soutenait Donald Trump en 2016.

Le milliardaire républicain a à plusieurs reprises exprimé son admiration pour le dirigeant russe et a notoirement semblé accepter ses dénégations quant à une éventuelle ingérence électorale.

Quant à l'épithète de "tueur" choisi par Joe Biden pour le qualifier à la lumière d'une série d'assassinats dont celui de l'opposant russe Boris Nemtsov, le maître du Kremlin y a vu le résultat du "comportement machiste" propre à Hollywood.

Un tel discours "fait partie de la culture politique américaine où cela est considéré comme normal. Mais pas ici, au fait. Ce n'est pas considéré comme normal ici", a-t-il dit.

USA La Maison Blanche restitue au Pentagone les sommes réallouées par Trump pour le mur frontalier

La Maison Blanche a annoncé vendredi la restitution au Pentagone plus de 2 milliards de dollars de fonds que l'ancien président Donald Trump avait réalloués à la construction du mur frontalier controversé entre les Etats-Unis et le Mexique.

Ces fonds seront désormais utilisés pour 66 projets militaires dans 11 Etats américains, trois territoires américains et 16 pays, a précisé le Bureau de la gestion et du budget (OMB) de la Maison Blanche dans un communiqué.

La décision de l'ex-administration Trump "a détourné des ressources essentielles dédiées à des sites de formation et des écoles militaires, générant de graves risques pour la vie, la sécurité et l'environnement", selon l'OMB.

Elle "a également détourné l'attention de véritables défis de sécurité, comme la contrebande de drogue et le trafic d'êtres humains".

Sous la présidence Trump, le gouvernement fédéral a construit 83 kilomètres de sections de mur nouvelles le long de la frontière américano-mexicaine, selon l'OMB, certains tronçons coûtant jusqu'à 46 millions de dollars par mile (1,6km).

"La construction d'un mur massif qui s'étend sur toute la frontière sud et coûte des milliards de dollars aux contribuables américains ne constitue pas une solution politique sérieuse, ni une utilisation responsable des fonds fédéraux.

La plupart des produits de contrebande sont susceptibles de passer par des points d'entrée légaux. Et de nombreuses familles fuyant la violence en Amérique centrale se présentent volontairement aux agents de la patrouille frontalière", a souligné l'OMB.

Le Corps du génie de l'armée de Terre américaine a décidé d'annuler 20 contrats pour la construction du mur frontalier, a annoncé son commandant, le général Scott Spellmon, cette semaine devant le Congrès.

Le budget de la défense pour l'année fiscale 2022 de l'administration du président Joe Biden comprend plus d'un milliard de dollars pour l'amélioration des infrastructures frontalières, mais aucun financement supplémentaire pour la construction d'un mur frontalier.

CINÉMA

Le Premier ministre préside un conseil interministériel consacré à la relance de l'industrie cinématographique

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a présidé, jeudi à Alger un conseil interministériel consacré à l'examen du dossier relatif à la relance de l'industrie cinématographique, et annonce une série de dispositions pour redynamiser ce secteur, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Ce conseil qui s'est tenu dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations et des engagements du Président de la République pour le développement de l'industrie cinématographique et culturelle, a permis d'identifier les problèmes rencontrés dans ce domaine et de dégager un plan d'action à même d'asseoir une véritable industrie cinématographique et de créer une dynamique économique autour de cette activité.

Le Premier ministre a donné instruction pour la mise en place un groupe de travail mul-

tisectoriel, élargi aux experts et aux professionnels du cinéma, chargé de proposer les adaptations nécessaires à apporter aux instruments juridiques et à l'organisation institutionnelle régissant l'activité cinématographique. Il a également décidé d'élaborer, dans les plus brefs délais, un projet de décret exécutif "permettant le transfert des salles de cinéma, gérées actuellement par les collectivités locales, vers le ministère de la Culture et des Arts".

Une opération "d'évaluation des coûts de réhabilitation pour les salles de cinéma qui



son dans un état de détérioration" et de "recensement des espaces pouvant servir d'assiette pour la réalisation de studios de cinéma" sont également à l'ordre du jour.

Dans le volet de la formation, le Premier ministre a donné instruction pour "élargir l'offre de formation profession-

nelle dans les métiers du cinéma en augmentant les spécialités et en modernisant les équipements pédagogiques nécessaires", précise le communiqué.

Il a, par ailleurs demandé une évaluation de "l'efficacité des dispositifs financiers de soutien direct et indirect à l'in-

dustrie cinématographique en vue de les adapter aux besoins de la nouvelle stratégie dans ce domaine et d'encourager la participation du secteur privé dans la chaîne des valeurs de l'industrie cinématographique, la production, la distribution et l'exploitation", conclut le communiqué.

USA - MÉDIAS

Prix Pulitzer spécial pour la jeune femme qui a filmé le meurtre de George Floyd



Darnella Frazier, jeune femme de 18 ans qui a filmé l'interpellation et le meurtre de George Floyd à Minneapolis fin mai 2020, s'est vue décerner vendredi un prix Pulitzer spécial, les récompenses les plus prestigieuses du journalisme aux États-Unis.

Le jury du Pulitzer a rendu hommage à celle qui était sortie, ce jour-là, faire une course et s'est retrouvée par hasard face à la scène, pour avoir "courageusement enregistré le meurtre de George Floyd, une vidéo qui a engendré des manifestations contre les brutalités policières dans le monde entier".

Cela "souligne le rôle crucial des citoyens dans la quête de vérité et de justice des journalistes", a poursuivi le jury.

"Je ne connaissais pas cet homme (...), mais je savais que sa vie comptait", avait écrit Darnella Frazier sur sa page Facebook à l'occasion du premier anniversaire de la mort de George Floyd, le 25 mai.

"Ca m'a changé", a-t-elle poursuivi. "Ca a changé ma vision de la vie. Ca m'a fait réaliser à quel point il est dangereux d'être noir aux États-Unis." "Un jour, nos enfants pourront n'être que des enfants", a tweeté Sherrilyn Ifill, de la NAACP, la principale organisation pour l'égalité raciale et la promotion des droits de la minorité noire aux États-Unis.

"En attendant, récompensons leur

courage et leur contribution à la manifestation de la vérité." Darnella Frazier avait témoigné, fin mars, lors du procès de Derek Chauvin, le policier reconnu depuis coupable du meurtre de George Floyd, que l'on voit appuyer son genou dans le dos de la victime, allongée sur le ventre, durant plusieurs minutes avant qu'il ne perde connaissance. Elle avait expliqué avoir longtemps regretté de ne pas être inter-

venue, de "ne pas lui avoir sauvé la vie", avant de réaliser: "la question n'est pas ce que j'aurais dû faire, mais ce qu'il (Derek Chauvin) aurait dû faire".

Le ministère public a requis 30 ans de prison contre Derek Chauvin, qui connaîtra sa peine le 25 juin. Au-delà de ce prix spécial, la promotion 2021, la 105ème de l'histoire des prix Pulitzer, a mis à l'honneur reportages et articles consacrés à l'affaire George Floyd elle-même mais aussi aux brutalités policières et aux abus des forces de l'ordre, particulièrement à l'encontre des Afro-Américains.

Dans la catégorie "actualité" (breaking news), c'est la rédaction du Minneapolis Star Tribune, quotidien local de la ville où George Floyd a été assassiné, qui l'a emporté pour sa couverture "urgente, de référence et nuancée".

L'agence Reuters a été co-sacrée dans la catégorie journalisme explicatif pour un projet multimédia baptisé "Shielded" qui montre comment une jurisprudence vieille d'un demi-siècle protège les policiers américains de poursuites ou de condamnation dans de nombreuses bavures. En matière de journalisme local, deux journalistes du Tampa Bay Times ont été récompensés pour une série d'articles sur les pratiques du shérif du comté de Pasco, en Floride, qui a abusé de son pouvoir en harcelant des personnes susceptibles,

selon lui, d'enfreindre la loi. Autre sujet majeur de 2020, la pandémie de coronavirus a valu des prix Pulitzer au New York Times, dans la catégorie service public, et au journaliste du magazine The Atlantic, Ed Young, pour le journa-

lisme explicatif. Fait notable, la campagne présidentielle, l'élection, la transition et les événements du 6 janvier ne figurent pas parmi les sujets récompensés.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT DAIRA DE OUED-MORRA COMMUNE D'OUED-MORRA

Identification fiscale :098503219117229

Annonce d'un appel à propositions ouvert avec l'exigence de capacités minimales
Le Président De L'assemblée Populaire Communale De Oued-Morra. Lancé

Un Annonce d'un appel à propositions ouvert avec l'exigence de capacités minimales

Le projet suivant:

01- REVETEMENT DU CHEMIN EL-ALIA SIDI AMEUR SUR 04 KLM

- Les entreprises intéressées, compétentes et qualifiées et les entreprises du domaine doivent retirer le cahier de charge du secrétariat général en échange d'un paiement de 2.000,00 DA

Les offres comprennent deux spectacles. Une offre technique et une offre financière; jointes aux documents requis et énumérés ci-dessous; et les deux offres doivent être placées dans deux enveloppes estampillées séparément et ces deux autres à l'intérieur d'une enveloppe anonyme portant la phrase: un appel à propositions ouvert avec l'exigence de capacités minimales _ avec l'écriture du nom du projet _ Les offres doivent être déposées à temps au président de la commission d'ouverture et évaluation des offres de la commune de oued morra , avec les documents suivants : Cahier des charges

Le dossier de candidature: Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants:

1. Un permis de circuler.
2. Dossier technique .
3. Dossier financier ..
4. Capacités professionnelles: une copie du certificat de qualification et de classification professionnelles (3 degré, travaux publics, activité principale en vigueur et plus)
5. Capacités financières: une copie des moyens financiers justifiés par les résultats financiers et les références bancaires
6. Capacités techniques: une copie des moyens humains + un bordereau de permis pour les salaires des travailleurs pour l'année 2020, les moyens matériels et les références professionnelles.

Le cahier de charges doit signer avec la mentions (lu et approuvé)

Le délai de dépôt des offres est fixé à 15 jours , à compter de l'annonce de cette annonce dans la presse nationale.

Les offres seront ouvertes en séance publique ouverte à tous ceux qui souhaitent visiter le siège de la commune une fois la dernière journée portes ouvertes pour déposer les offres.

Les soumissionnaires restent liés par leurs offres pendant une période de 90+15 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Cette annonce est prise en considération en écrivant une convocation aux participants à cet appel d'offres pour assister à la séance d'ouverture des enveloppes au siège de la municipalité de oued Morra.

-Date Limite du dépôt des plis à 14H00 le 15ème jour après l'apparition de l'annonce

-L Ouverture Des Plis aura lieu à 14H30

-Les Soumissionnaires resteront Engagés Par Leurs Offres Pendant Une Durée De (90+15) Jours à Compter De La Date Limite De Dépôt Des Offres .

USA Des parlementaires américains s'attaquent aux monopoles des géants de la tech

Des parlementaires démocrates et républicains du Congrès américain ont présenté vendredi cinq projets de loi ciblant directement les "monopoles" des géants des technologies Google, Apple, Facebook et Amazon (Gafa), une vaste initiative dont l'adoption reste toutefois incertaine.



"Actuellement, les monopoles non régulés de la tech ont trop de pouvoir sur l'économie", a écrit le démocrate David Cicilline, président d'une commission anti-monopole à la Chambre des représentants. "Ils sont en position unique pour choisir les gagnants et les perdants, détruire les petites entreprises, augmenter les prix pour les consommateurs et mettre les gens au chômage." Son collègue républicain Ken Buck a renchéri, estimant que les projets de loi présentés "cassent le pouvoir de monopole de la Big Tech sur ce que les Américains peuvent voir et dire sur internet, favorise un marché en ligne qui encourage l'innovation et donne aux petites entreprises américaines des règles du jeu équitables". "Apple, Amazon, Facebook et Google ont donné la priorité au pouvoir sur l'innovation et, ce faisant, ont nuit aux entrées et aux consommateurs américains", a-t-il accusé. Les cinq projets de lois ont été rédigés par des élus membres de cette sous-commission "antitrust", qui avait bouclé en 2020 une enquête longue de 16 mois sur les Gafa et élaboré un rapport prônant des scissions au sein de ces entre-

prises, accusées d'abus de position dominante. Concrètement, l'un de ces textes interdit l'acquisition de petits groupes menaçant les "plateformes dominantes" dans le seul but de les faire disparaître. Un autre "interdit" à des groupes comme Amazon de manipuler leur marché en ligne pour promouvoir leurs propres produits". Si des élus des deux partis se sont unis pour les rédiger, ces textes ne sont toutefois pas assurés d'être approuvés au Congrès. Des républicains certes hostiles aux Gafa pourraient toutefois être plus réfractaires à voter sur de telles lois "antitrust". L'organisation Computer & Communications Industry Association, dont Amazon, Facebook et Google font partie, a dénoncé des propositions représentant un "virage dans les principes d'économie de marché". "Elles auront un impact sévère sur le leadership économique américain et réduiront la possibilité pour les consommateurs de profiter des services numériques gratuits", a-t-elle mis en garde. Comme elle, la Chambre de commerce américaine s'est en outre inquiétée qu'elles ciblent particulièrement "des

entreprises spécifiques, au lieu de se concentrer sur des pratiques commerciales". Des projets de lois "fondamentalement injustes et (qui) pourraient être jugés anticonstitutionnels", a écrit le vice-président de la Chambre de commerce, Neil Bradley. Pour Jessica Melugin, directrice du centre technologie et innovation du centre de réflexion Competitive Enterprise Institute, "ces textes sont des réglementations à l'euro-péenne dans le sens le plus déprimant économiquement". "Ils reflètent une incompréhension fondamentale de la façon dont ces plateformes créent de la valeur pour les consommateurs", a-t-elle poursuivi. "S'ils devenaient lois, ils mettraient en danger la place de numéro un mondial de la tech des Etats-Unis". La Commission européenne multiplie les attaques depuis des années contre les Gafa, dont les comportements sont jugés anti-concurrentiels. Mais la pression monte aussi aux Etats-Unis. Amazon, Facebook et Google font l'objet de poursuites lancées par des autorités fédérales, des coalitions d'Etats américains et le procureur de la capitale Washington.

PIRATAGE DE DONNÉES McDonald's victime d'un vol de données de clients à Taïwan et en Corée du Sud

Le géant américain de la restauration rapide McDonald's a indiqué vendredi avoir été victime d'un piratage informatique ayant entraîné l'exposition de données de clients en Corée du Sud et à Taïwan, dernier exemple de l'intensification de la menace qui plane sur les entreprises. "Des données privées de clients en Corée du Sud et à Taïwan ont été exposées", a expliqué vendredi le groupe dans une déclaration transmise aux médias en assurant que son activité n'a pas été perturbée. McDonald's ne précise pas à quand date l'intrusion dans ses systèmes informatiques, mais affirme que la découverte de cette activité suspecte est "récente". "Aucune donnée de paiement des clients ne faisait partie de ces fichiers", affirme le géant du fast-food ajoutant qu'un "petit

nombre de fichiers ont été exposés" et que l'entreprise a réussi à mettre un terme rapidement à cette faille de sécurité lorsqu'elle l'a découverte. Plusieurs entreprises américaines ont été victimes ces dernières semaines d'attaques informatiques d'ampleur, la dernière en date ayant été le géant de la viande JBS début juin, contraint de payer une rançon de 11 millions de dollars en bitcoin en raison d'une cyber-attaque. Avant lui, Colonial Pipeline, qui transporte près de 45% des carburants consommés sur la côte est des Etats-Unis, avait dû s'acquitter en mai d'une rançon de 4,4 millions de dollars. Les autorités américaines ont toutefois affirmé début juin avoir récupéré 2,3 millions de dollars du montant payé aux pirates.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Boumerdes
Direction des Equipements Publics
NIF : 099835019277907

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 06 / DEP / 2021

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Boumerdes, lance un avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales pour le projet: REALISATION D'UNE DEMI-PENSION TYPE 200 R AU CEM NOUVEAU (JOLIE VUE) A BORDJ MENAIEL.

-ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

Sont autorisés à soumissionner pour la réalisation des travaux susmentionnés, les entreprises ayant un Certificat de qualification et de Classification Professionnelle catégorie Deux (II) ou plus dans le secteur en bâtiments (Activité principale ou secondaire) en cours de validité.

- ayant réalisé un projet en bâtiment pour un montant supérieur ou égale à 14 000 000,00 DA , justifié par une attestation de bonne exécution valorisée, signée et délivrée par un maître d'ouvrage public.

- Les entreprises qui remplissent les conditions d'éligibilité peuvent retirer le cahier des charges au Rez de chaussée -bureau N°07 service marchés publics à la Direction des équipements publics de la Wilaya de Boumerdes sise à la route de l'I.A.P.

- La durée de préparation des offres est fixée à **Quinze (15) jours** à compter de la première publication de l'avis appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP ou le portail des Marchés publics.
- La durée de validité des offres est fixée à **Trois (03) mois** augmentés de la durée de préparation des offres.
- Les offres devront être déposées au Rez de chaussée -bureau N°07 service marchés de la Direction des équipements publics de la Wilaya de Boumerdes **avant 10 h 30 mn** , le dernier jour correspondant à la durée de préparation des offres; si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal , la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant .
- Les plis doivent être adressés à la **Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Boumerdes** et déposés au Rez de chaussée -bureau N°07 service marché publics
- Les offres doivent comporter un dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière.
- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature » , «offre technique» ou « offre financière» ,selon le cas ,ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme , et de la même couleur marron et format A3 comportant la mention suivante :

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres
REALISATION D'UNE DEMI-PENSION TYPE 200 R AU CEM NOUVEAU (JOLIE VUE)
A BORDJ MENAIEL.

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert avec
Exigence de Capacités Minimales
N° 06 / DEP / 2021»

1) Le dossier de candidature :

- La déclaration de candidature daté et signé par le soumissionnaire.
- La déclaration de probité daté et signé par le soumissionnaire.
- Les statuts pour les sociétés.
- Délégation de pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Document déterminant les capacités de l'entreprise à savoir :

a-Capacités professionnelles : Une copie du certificat de qualification et classification Professionnelle catégorie Deux (II) ou plus dans le secteur bâtiment (Activité principal ou secondaire) en cours de validité.

b-Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans des trois (03) dernières années (2017, 2018, 2019) visés par les services des impôts et les références bancaires.

c-Capacités techniques : liste des moyens humains et matériels de l'entreprise et les références professionnelles :

Matériels roulant justifié par des cartes grises, police d'assurance et contrôle technique en cours de validité à la date d'ouverture des plis (le contrôle technique uniquement pour les camions), le reste du matériel justifié par des factures d'achat établies par les fournisseurs et PV huissier de justice (daté moins d'une année à la date d'ouverture des plis).

Pour les moyens humains : diplômes et attestations d'affiliation à la CNAS ou CASNOS dont la date d'établissement n'excédant pas les six (06) mois à la date d'ouverture des plis pour l'effectifs d'encadrement et les mises à jours CNAS et CACOBATH en cours de validité pour les ouvriers , NIF, NIS, attestation de dépôt des comptes sociaux pour l'année 2019 pour les sociétés et les références professionnelles (Attestations de bonne exécution valorisées et délivrées par les maîtres d'ouvrage publics) l'extrait de rôle apuré ou avec échéancier et casier judiciaire pour le signataire du marché et copie du registre de commerce électronique .

2) L'Offre technique :

- La déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint renseignée, datée, signée et paraphé par le soumissionnaire.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tous autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public .
- Le planning d'exécution des travaux daté et signé par l'entreprise.
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «Lu et accepté».

3) L'Offre Financière :

- La lettre de soumission (selon le modèle) dûment renseignée, datée et signée par le soumissionnaire.
- Le Bordereau des prix unitaires (BPU) dûment renseigné, daté et signée par le soumissionnaire.
- Le Détail quantitatif et estimatif (DQE) de l'offre dûment renseigné, daté, signé par le soumissionnaire.
- Une récapitulation générale

-Les soumissionnaires resteront engagés de leurs offres pendant toute la durée de validités des offres qui commence à courir à partir de la date de dépôt des offres .

NB : pour plus de détail voir le cahier des charges : instruction aux soumissionnaires.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 10h45mn au siège de la Direction des Equipements Publics de la wilaya de Boumerdes sise à la : route de l'I.A.P

KARATÉ - TOURNOI DE PARIS (QUALIFICATION)

Deux Algériens éliminés aux premiers tours

Les athlètes algériens de karaté, Sami Tas et Widad Draou ont été éliminés, jeudi à Paris en France, au premier tour de l'épreuve de kumité, lors de l'Open de Paris (11-13 juin), alors que Kamilia Hadj Saïd, championne d'Afrique en juillet 2020, n'a pas pu passer au second tour en kata, lors de la 1re journée du rendez-vous mondial, dernière étape qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo.

Dans l'épreuve du Kata, Kamilia Hadj Saïd, engagée dans la poule 1, a terminé le 1er tour en 7e position sur ses 11 concurrents, avec un total à 21.68 pts, se classant ainsi 29e au classement général. Ses compatriotes de l'épreuve du kumité, Sami Tas et Widad Draou n'ont pu, dans leurs catégories, passer au second tour. Après un 1er tour à blanc, Sami Tas (-67kg), s'est fait battre au combat suivant par l'Ukraine Pak Hnat (0-3), alors que le chemin de Widad Draou (-55kg) s'est arrêté au premier, après sa défaite face à Jennifer Warling (Luxembourg) sur le score de (5-1).

Huit (08) athlètes représentent le karaté algérien à l'Open de Paris, avec l'objectif d'améliorer leur classement olympique, pour surtout Lamia Matoub (+61kg) et Hocine Daïkhi (-75kg), en vue d'une possible qualification au rendez-vous olympique de Tokyo.

Le tirage au sort des épreuves du Kumité et kata a révélé le programme des athlètes algériens, à commencer par Hocine Daïkhi (exempté du 1er tour) et qui affronte, au second tour, le Chypriote Stylianos Mathaios. En cas de qualification, l'Algérien enchainera contre le vainqueur du match opposant le Bulgare Petrov Roberto au Kazakh, Daniyar Yuldashev. De son côté, Lamia Matoub, engagée dans la 4e poule, en découvrira avec Rodrigue Ogando Pamela (R. Dominicaine) au premier tour des +61kg. En cas de succès, Matoub rencontrera la gagnante du match Keinanen Titta (Finlande) et Harvey Amelia Jayne (Angleterre).

Dans la catégorie des -75kg, Yanis Lardjane (exempté 1er tour), affrontera le Slovène, Gaal Jaka et aura l'occasion, en cas de victoire, de jouer le vainqueur du combat Bashar Alnajjar (Jordanie)/Remigijus Jurgilaitis (Lituanie). Chez les dames, Chaïma Midi (-61kg), débutera au 1er tour, contre la Grecque, Vasiliki Panetsidou et en cas de passage au second tour, elle affrontera la gagnante entre De Lima Stephani (Brésil) et Kauppi Monica (Finlande), alors qu'en kata garçons, Abdelhakim Haoua a été tiré dans le groupe 3 des huit en lice et composé chacun de 8 athlètes.

Plus de 800 athlètes sont en lice pour décrocher les 24 billets (les 3 meilleurs des huit catégories) qualificatifs aux JO de Tokyo. Il est à rappeler qu'à cause du quota octroyé par le Comité international olympique (CIO) pour le karaté au rendez-vous nippon, la Fédération internationale a été contrainte de jumeler les cinq catégories de poids adoptées pour chaque sexe, lors des Mondiaux et autres tournois, en trois seulement. Un jumelage qui, apparemment, a été désavantageux à des athlètes pour arracher une place au rendez-vous nippon. Les catégories arrêtées pour l'Open de Paris sont les mêmes que celles des Jeux olympiques de Tokyo, à savoir -55 kg, -61 kg, +61 kg, en plus du kata (pour les catégories olympiques individuelles féminines), et -67 kg, -75 kg, +75 kg, en plus du kata (pour les catégories olympiques individuelles masculines). Kumité:

-75kg:

Yanis Lardjane (exempté 1er tour)
2e tour : Lardjane (Alg) - Gaal Jaka (Slovenie)

-75 kg:

Hocine Daïkhi (Alg) (1er tour exempté)
2e tour: Daïkhi (Alg) - Stylianos Mathaios (Chypre)

-61kg: 1er tour: Chaïma Midi (Alg) - Vasiliki Panetsidou (Grèce)

+61kg: 1er tour: Lamia Matoub (Alg) - Rodrigue Ogando Pamela (R. Dominicaine)

Kata messieurs : Hakim Haoua (groupe 3)

UNION ARABE DE TRIATHLON L'Algérienne Ferial Chouiter élue première vice-présidente

L'Algérienne Ferial Chouiter a été élue première vice-présidente de l'Union arabe de triathlon, lors des travaux de l'Assemblée générale de l'instance arabe organisés vendredi au Caire, a appris l'APS auprès du Secrétaire général de la Fédération algérienne de triathlon (FATri).

Les travaux de l'Assemblée générale de l'Union arabe de triathlon se sont tenus en marge du Championnat d'Afrique de triathlon-2021, disputé à Charm El Sheikh (Egypte) du 11 au 13 juin, ayant été sanctionnés par l'élection de l'Egyptien Ahmed Nacer président pour un nouveau mandat. Jeudi, l'Algérienne Ferial

Chouiter, qui occupe également le poste de vice-présidente de la FATri, a été élue membre au Bureau exécutif de la Confédération africaine de triathlon. Le 08 juin en cours, Ferial Chouiter avait été élue membre représentant l'élément féminin au Bureau exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA).



TRIATHLON-CHAMPIONNAT D'AFRIQUE-2021 Médaille de bronze pour l'Algérienne Mebarki qui se qualifie pour le Mondial

L'Algérienne Kahina Mebarki a décroché vendredi, la médaille de bronze, au championnat d'Afrique de triathlon disputé à Charm-Sheikh (Egypte), se qualifiant ainsi pour le Mondial de la discipline prévu au mois d'août prochain au Canada. Cette compétition programmée à Charm-Sheikh, du 11 au 13 juin, a concerné une course de natation en eaux libres sur la distance olympique (1,500m), suivie d'une course cycliste (40 kms) et conclue par une course à pied de 10 kms.

La représentante algérienne a pris la 3e place avec un temps de 2 h 27 min 19 sec, derrière la Sud-Africaine Simone Ackerman (2h 16 min 09 sec) sacrée du

titre devant sa compatriote médaillée d'argent, Gillian Sanders (2 h 16 min 57 sec). Cette performance permet donc à Mebarki (33 ans) de prendre part au Mondial-2021 qu'organise le Canada du 17 au 22 août prochain.

Outre sa médaille de bronze africaine, Mebarki a décroché également la médaille d'argent en Coupe arabe, une compétition disputée simultanément avec la compétition continentale, en prenant en considération le même chrono. L'athlète algérienne qui réside en Hollande a rejoint l'Egypte avec ses propres moyens, en raison de l'absence de la sélection algérienne de triathlon au rendez-vous égyptien, pour

manque de moyens financiers de la Fédération algérienne de la discipline, et la perturbation de vols entre l'Algérie et l'Egypte, en raison du Covid-19", comme l'a appris l'APS auprès de l'instance fédérale. Il y a lieu de souligner l'élection de l'Algérienne Chouiter Ferial, au sein du Bureau exécutif de la Confédération africaine de triathlon, lors des travaux du Congrès électif de l'instance continentale, tenu jeudi à Sharm El Sheikh.. Pour rappel, Chouiter Ferial, vice-présidente de la Fédération algérienne de triathlon, a été élue le 8 juin dernier, comme membre (Représentant féminin) au sein du Bureau exécutif du COA.

JUDO - MONDIAUX-2021 (6E JOURNÉE) Yasser Bouamar et Kaouther Ouallal éliminés dès le 1er tour

Les judokas algériens Mustapha Yasser Bouamar et Kaouther Ouallal ont été éliminés au premier tour de leurs catégories de poids, vendredi à Budapest en Hongrie, pour le compte des Championnats du monde de la discipline, qualificatifs aux Jeux olympiques de Tokyo (23 juillet-8 août 2021) Dans la catégorie des -100kg, Mustapha Yasser Bouamar a été éliminé par le Bulgare Daniel Dichev dont le chemin s'est arrêté, en demi-finale, face à Adamian Arman de la Fédération

russe de judo (RFJ), victorieux de deux tours, face respectivement, Jason Koster (Nouvelles-Zélande) et le Suédois Joakim Dvarby.

Pour sa part, l'Algérienne Kaouther Ouallal n'a tenu que 2:05 face à la Néerlandaise Gausje Steenuis vainqueur par ippon. La Néerlandaise affronte en demi-finale des -78kg, la Française Madeleine Malonga, pour une place en finale de la catégorie. La participation algérienne en individuel aux Mondiaux de Budapest prendra

fin, samedi, avec l'entrée en lice de Sonia Asselah (+78 kg) qui affrontera au second tour, le vainqueur du combat entre Borjana Marjanac (Bosnie) et Mercedesz Szigetvari (Hongrie). Asselah avait été exemptée du 1er tour. Après six journées de compétition, seul l'athlète Waïl Ezzine (66 kg), avait réussi à passer trois tours, alors que le chemin des autres n'est pas aller au delà du premier. Chez les -90kg, Abderrahmane Benamadi, champion d'Afrique en titre, avait été écarté par le

Sud-coréen Han Juyeop, au même titre qu'Amina Belkadi (-63 kg) face face à l'Autrichienne Magdalena Krssakova et Fethi Nourine (-73 kg) devant le Brésilien Edouardo Barbosa. Les Championnats du monde 2021 prendront fin dimanche avec les épreuves du "par équipes". Au total, 665 judokas (387 messieurs et 278 dames), représentant 118 pays, prennent part à cette compétition, considérée comme la dernière étape qualificative aux Jeux olympiques de Tokyo.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE GOLF L'AG élective reportée

L'Assemblée générale élective (AGE) de la Fédération algérienne de golf (FAG), prévue jeudi à Alger, ne s'est pas tenue en raison de l'absence de candidature pour le poste de président et de membres du bureau exécutif. "Après la confirmation de l'absence de candidature pour la présidence de la fédération et du bureau exécutif, je me suis déplacé au siège du Comité olympique et sportif algérien, qui devait abriter les travaux, pour annuler l'AGE et le notifier à la tutelle", a indiqué le secrétaire général de l'instance, Salim Loukili, à l'APS. "Selon la réglementation et les statuts en vigueur, la commission de candidatures procédera la semaine prochaine à la réouverture de la procédure de candidature pour une période de 48 heures, et normalement, si

encore une fois, aucune candidature n'est enregistrée, la gestion des affaires courantes de la fédération sera confiée à un directoire", a-t-il expliqué. Il est à rappeler qu'après l'expiration du délai de dépôt de candidatures (dimanche), la commission fédérale de candidatures n'a réceptionné aucun dossier, ce qui l'a conduit à prolonger les délais de 24 heures, en vain. L'assemblée générale de la FAG est composée de 21 membres (8 voix consultatives et 13 délibératives), alors que le bureau exécutif comprend 8 membres dont le président. La Fédération algérienne de golf est gérée depuis le mois de mai 2020 par un directoire, après la suspension de l'ancien bureau exécutif, sous la direction de son président Fouad Guedra, pour "mauvaise gestion".

TENNIS-TOURNOI TMC DE FRANCE L'Algérien Nazim Makhlouf sacré

Le tennismen algérien Mohamed Nazim Makhlouf a remporté le tournoi TMC disputé à l'académie la French Touch (France), après son succès en finale face à son adversaire français Clement Deleersnyder (15e/classement français) au super tie-break.

L'Algérien avait remporté le premier set 6-4, avant de perdre le second 4-6. Lors du super tie-break, décisif pour départager les deux joueurs, le Champion d'Algérie seniors 2018, s'est imposé 10-8.

Lors des tours précédents, Makhlouf avait dominé, respectivement, les Français Matis Roche (6-3, 6-2), Jules Auffray (6-4, 6-2) et Antoine Loncle (6-4, 6-3). Ce tournoi entre dans le cadre des préparatifs du joueurs en vue des prochaines échéances internationales.



AMICAL - TUNISIE - ALGÉRIE

L'équipe nationale s'offre la Tunisie (2-0) et bat le record africain d'invincibilité

L'équipe nationale de football s'est imposée face à son homologue tunisienne 2 à 0 (mi-temps : 2-0), en match amical préparatoire, disputé vendredi soir au stade Hamadi-Agrebi de Radès (Tunis), en vue du 2e tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022.

Bounedjah (18e) et Mahrez (27e) ont permis à l'Algérie d'aligner un 27e match sans défaite, et battre ainsi le record africain d'invincibilité, que détenait la Côte d'Ivoire depuis 2013.

Le début de la rencontre a été très disputé et équilibré entre deux équipes qui ont mis beaucoup d'intensité.

Les "Verts" se sont procurés deux coups-francs lors du premier quart d'heure, mais qui n'ont rien donné.

Les Algériens sont montés en puissance au fil des minutes pour inquiéter sérieusement la défense tunisienne. Servi par Belaïli, le capitaine Riyad Mahrez s'est procuré la première action dangereuse de la partie, son tir dans la surface est repoussé difficilement par le portier de la Tunisie Moez Hassen (16e).

Le pressing de l'équipe nationale a fini par payer deux minutes plus tard.

Bounedjah, libre de tout marquage en pleine surface, a ouvert le score d'une frappe croisée, sur une remise de la tête de Belaïli.

Une réalisation qui permet au sociétaire d'Al-Sadd (Qatar) d'atteindre la barre de 19 buts au classement historique des buteurs de la sélection.

Une ouverture du score qui a donné des ailes aux joueurs du sélectionneur Djamel Belmadi, qui ont continué à presser outrageusement l'adversaire, jusqu'à le pousser à commettre des fautes.

Fauché à l'entrée de la surface, Feghouli a obtenu un coup-franc direct, exécuté magistralement par Mahrez qui corse l'addition (27e).

L'ailier droit de Manchester City signe son 21e but en sélection.



La réaction de la Tunisie n'a pas été au rendez-vous, puisque le portier algérien Raïs M'bolhi n'a pas été inquiété tout au long de la première période.

Les "Verts" dominés mais tiennent bon

Au retour des vestiaires, la Tunisie, privée des services de ses deux tauliers : Youcef Msakni et Ferjani Sassi, forfait pour blessures, est revenue avec des intentions offensives, avec l'entrée en jeu de Rafia et Maâloul.

Deux changements tactiques de la part du coach tunisien Mondher Kebaier, qui ont permis aux Tunisiens de prendre le contrôle du match, mais sans pour autant transformer les occasions procurées.

Les Algériens, qui ont reculé d'un cran, ont procédé par des contres, face à une équipe tunisienne qui a certes dominé la seconde période, mais a manqué terriblement de lucidité.

La défense algérienne a bien résisté jusqu'au sifflet final de l'arbitre égyptien Mohamed Maârouf.

L'Algérie a terminé le match en

infériorité numérique après l'expulsion d'Adlene Guediouara (87e) après avoir reçu deux cartons en l'espace de cinq minutes seulement.

Il s'agit du troisième et dernier test amical pour l'Algérie, après ses deux succès réalisés les 3 et 6 juin face respectivement à la Mauritanie (4-1) et au Mali (1-0), au stade Mustapha-Tchaker de Blida. De son côté, la Tunisie concède sa première défaite depuis le 10 septembre 2019.

Les "Aigles de Carthage", difficiles vainqueurs samedi face à la RD Congo (1-0), boucleront leur préparation mardi 15 juin face au Mali à Radès. Côté statistiques, il s'agit de la 47e confrontation entre les deux équipes, toutes compétitions confondues. L'Algérie compte désormais 17 victoires, pour 15 défaites, alors que 15 matchs se sont soldés sur un score de parité. Ces rencontres amicales s'inscrivent dans le cadre de la préparation des "Verts" en prévision du 2e tour des éliminatoires de la Coupe du monde Qatar-2022.

Équipes entrantes :

Tunisie : Hassen, Drager, Bronn (Talbi, 61e), Meriah, Haddadi (Maâloul, 46e), Ben Romdhane (Rafia, 46e), Skhiri, Laïdouni, Sliti (Mejbri, 78e), Khazri (C) (Djaziri, 74e), Ben Slimene (Khaoui, 61e)

Sélectionneur : Mondher Kebaier

Algérie : M'bolhi, Atal, Bensebaini, Mandi, Benlamri, Belkebla, Zerrouki (Guediouara, 81e), Feghouli (Abeid, 90e), Mahrez (C) (Ghezzi, 90e), Belaïli (Ounas, 81e), Bounedjah (Slimani, 60e)

Sélectionneur : Djamel Belmadi.

LIGUE 1 (COMPÉTITIONS AFRICAINES INTERCLUBS)

Vers une extension exceptionnelle des délais d'engagement (Medouar)

Le président de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar, a déclaré vendredi que la commission d'organisation des compétitions interclubs de la Confédération africaine (CAF), a retenu le principe d'une extension exceptionnelle des délais d'engagement des clubs dans les compétitions interclubs, pour la saison 2021-2022.

"La CAF a accordé trois jours aux membres de la commission d'organisation des compétitions interclubs pour se prononcer sur le principe d'une extension exceptionnelle des délais d'engagement des clubs aux deux prochaines éditions de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération.

L'ensemble des membres ont dit oui à cette proposition, en attendant que le dossier soit étudié par le département permanent des compétitions, cas par cas, selon la situation de chaque pays", a indiqué à l'APS Medouar, également membre de la commission d'organisation des compétitions interclubs et de la

gestion du système de l'octroi des licences de clubs au sein de la CAF.

La CAF a fixé au 30 juin, dernier délai aux associations membres pour lui communiquer les clubs devant prendre part aux compétitions interclubs.

Toutefois, en raison de la pandémie du Covid-19, respecter ce délai sera pratiquement impossible pour la plupart des pays africains, du fait que le compétition est toujours en cours.

"Chaque pays aura désormais sa propre date butoir pour engager ses représentants.

Pour le cas de l'Algérie, le championnat devrait se terminer d'ici à la première semaine du mois d'août prochain, donc nous aurons le temps pour terminer la saison", a-t-il ajouté.

Dans une récente déclaration accordée aux médias, le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, a laissé planer le doute sur le sort du championnat de Ligue 1, non sans évoquer la possibilité d'interrom-

pre la compétition avant terme.

"Lors de la dernière réunion du Bureau fédéral, nous avons abordé plusieurs possibilités. La CAF a fixé au 30 juin, la date limite pour lui communiquer les clubs devant prendre part aux compétitions interclubs. Si nous serons obligés de dévoiler à la CAF les noms de clubs avant le 30 juin, nous le ferons mais sous réserve.

Parmi les probabilités: l'arrêt du championnat, ou l'option d'envoyer les noms des clubs avant cet arrêt, mais à aucun moment nous n'avons décidé de quoi que ce soit", a indiqué le président de l'instance fédérale, dimanche dernier à l'issue du match amical livré par l'équipe nationale algérienne contre son homologue malienne (1-0), au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Avec l'imminente extension exceptionnelle des délais d'engagement, imposée par la pandémie du Covid-19, les différents champions dans le continent vont pouvoir se poursuivre et aller jusqu'à leur terme.

COUPE DE LA LIGUE PROFESSIONNELLE

Le nouveau stade d'Oran ou le 5-juillet pour abriter la finale (Medouar)

Le nouveau stade d'Oran et le stade olympique du 5-juillet d'Alger, ont été proposés par la Ligue de football professionnel (LFP) pour abriter la finale de la Coupe de la Ligue, dont la date reste à désigner, a appris l'APS vendredi auprès de l'instance dirigeante de la compétition.

"Nous avons saisi le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) pour proposer le nouveau stade d'Oran ou celui du 5-juillet, pour abriter la finale de la Coupe de la Ligue professionnelle.

Nous avons également retenu la date du lundi 5-juillet pour le déroulement de cette finale, en attendant que le lieu et la date soient validés par les autorités", a indiqué à l'APS le président de la LFP Abdelkrim Medouar.

La finale de la Coupe de la Ligue mettra aux prises la JS Kabylie et NC Magra. En demi-finales, la formation kabyle s'est qualifiée aux dépens du WA Tlemcen (1-0), alors que le NCM a passé l'écueil de l'USM Alger (2-1, a.p). Pour rappel, la Coupe de la Ligue, réservée exceptionnellement aux clubs de la Ligue 1 professionnelle, a été relancée cette saison en remplacement de la Coup e d'Algérie, annulée en raison de la programmation chargée due au Covid-19.

LIGUE 1 (ES SÉTIF)

Kouki : "La crise financière doit être résolue dans les plus brefs délais"

L'entraîneur tunisien de l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne de football) Nabil Kouki, a tiré la sonnette d'alarme quant à la crise financière qui secoue le club depuis le début de la saison, non sans craindre une influence négative sur l'équipe dans la course au titre. "Le problème financier doit être réglé dans les plus brefs délais.

Que ce soit joueurs ou staff technique, le temps est venu pour qu'on soient régularisés.

La crise financière m'a poussé à gérer cette situation.

Si le problème ne sera pas résolu dans les deux jours qui viennent, cela va influencer négativement sur le groupe, et on risque de perdre le titre", a indiqué Kouki dans un entretien accordé à la page officielle du club sétifien.

Le technicien tunisien s'exprimait à l'issue de la victoire décrochée jeudi en déplacement face au Paradou AC (3-0), dans le cadre de la 25e journée.

Un succès qui permet à l'Entente de conforter sa position de leader avec 53 points, à sept longueurs provisoirement sur son dauphin la JS Saoura, en appel dimanche face au MC Alger.

"C'est très difficile de ne pas percevoir son dû pendant 7 ou 8 mois, chacun de nous ont des familles à charge. Personnellement, je suis en train de souffrir en permanence, avec tous les problèmes que nous affrontons chaque semaine. Le titre ne se réalisera jamais avec des paroles seulement", a-t-il ajouté. Kouki n'a pas omis de lancer à un message à la direction pour essayer de "trouver des solutions", et permettre à l'ESS de sauver sa saison, d'autant qu'elle a été éliminée des deux autres épreuves : la Coupe de la Confédération et la Coupe de la Ligue professionnelle. "Nous jouons le titre, chacun de nous doit faire des sacrifices, y compris la direction, appelée plus que jamais à trouver des solutions pour nous permettre de continuer à travailler dans la sérénité". Enfin, Kouki a salué la réaction de ses joueurs face au PAC : "Nous avons bien préparé cette rencontre, les joueurs ont fait preuve d'efficacité devant les buts. Cette victoire nous permet d'amorcer la dernière ligne droite dans la perspective du titre".

LIGUE 1 (25E J)

La JSS pour réduire l'écart avec le leader, le podium à la portée de la JSK

La JS Saoura, deuxième au classement de Ligue 1 de football, affrontera en déplacement le MC Alger avec l'objectif de réduire l'écart avec le leader l'ES Sétif, alors que la JS Kabylie aura une belle occasion de monter sur le podium en accueillant l'US Biskra, à l'occasion de la deuxième partie de la 25e journée, prévue dimanche.



La JSS (2e, 46 pts), qui reste sur une élimination en 1/4 de finale de la Coupe de la Ligue sur le terrain du NC Magra (2-1), aura à cœur de relever la tête en championnat, mais cela passera par un bon résultat à Alger face au MCA (8e, 36 pts), dans un rendez-vous indécis et ouvert à tous les pronostics.

Le "Doyen", où rien ne va plus depuis la suspension de quatre de ses joueurs pour des raisons disciplinaires, n'a plus droit à l'erreur, puisqu'il reste sur une série de six matchs sans victoire, toutes compétitions confondues.

La JS Kabylie (5e, 41 pts), auréolée de sa qualification pour la finale de la Coupe de la Ligue aux dépens du WA Tlemcen (1-0), cherchera à faire la passe de trois en championnat, à l'occasion de la réception de l'US Biskra (12e, 27 pts).

Sur une courbe ascendante depuis quelques matchs, la formation kabyle, en cas de victoire, rejoindra provisoirement le MC Oran à la troisième marche du podium.

L'USB abordera cette rencontre avec un esprit revancharde, suite à son élimination concédée chez elle,

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

CRB-JSK reporté à une date ultérieure (LFP)

Le match CR Belouizdad-JS Kabylie, prévu initialement le mercredi 23 juin, dans le cadre de la mise à jour de la 22e journée du championnat de Ligue 1 de football, a été reporté à une date ultérieure, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP), jeudi sur son site officiel. "La LFP a décidé, suite à la demande de la JS Kabylie, de reporter la rencontre de mise à jour de la 22e journée prévue initialement le mercredi 23 juin, à une date ultérieure", a indiqué l'instance dirigeante de la compétition dans un communiqué.

La JSK, seul représentant algérien encore en lice en compétition africaine, affrontera les Camerounais de Coton Sport, en demi-finales de la Coupe de la Confédération (CAF).

Le match aller se jouera en déplacement le 20 juin, alors que la seconde manche est fixée au 27 juin au stade olympique du 5 juillet.

"La LFP a pris cette décision pour permettre à la JSK de préparer sereinement et dans les meilleures conditions possibles les deux matchs des demi-finales", explique la LFP. Par ailleurs, la LFP a annoncé

face à cette équipe de la JSK, en 1/4 de finale de la Coupe de la Ligue (0-2).

De son côté, l'Olympique Médéa (7e, 37 pts) sera face à un sérieux client, le NC Magra (15e, 23 pts), qui semble avoir le vent en poupe après sa qualification

en finale de la Coupe de la Ligue 1, en éliminant l'USM Alger (2-1, a.p). L'OM, en proie au doute après trois matchs de suite sans victoire, n'aura d'autre alternative que de renouer avec la gagne, non seulement pour s'approcher du podium mais également retrouver la confiance après une période de disette.

En bas du classement, la JSM Skikda (19e, 17 pts), battue lors des deux dernières journées, dont un cinglant (6-0) essuyé à la maison face au CR Belouizdad, recevra le WA Tlemcen (16e, pts), pour se refaire une santé et s'imposer face à un concurrent direct pour le maintien.

La 25e journée a débuté jeudi, et a été marquée par la victoire nette et sans bavure du leader l'ES Sétif en déplacement face au Paradou AC (3-0), alors qu'en bas du classement le CABB Arreridj est en train de réussir un véritable "remontada" en s'imposant à domicile face à l'AS Ain M'lila (2-0), alignant du coup un sixième match de suite sans défaite, et surtout quitter pour la première fois de la saison la position de lanterne rouge. Deux rencontres sont reportées à une date ultérieure : CS Constantine - CR Belouizdad et NA

Husseïn-Dey - USM Alger, en raison de la participation de cinq joueurs du CRB et trois de l'USMA au prochain stage de l'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, du 13 au 17 juin, ponctué par un match amical face au Burundi le 16 juin au nouveau stade d'Oran.

Le programme

Dimanche 13 juin :

Olympique Médéa - NC Magra (16h00)

JSM Skikda - WA Tlemcen (17h00)

MC Alger - JS Saoura (17h45)

JS Kabylie - US Biskra (19h00)

Disputées jeudi :

CA Bordj Bou Arreridj - AS Ain M'lila 2-0

USM Bel-Abbès - ASO Chlef 2-1

Paradou AC - ES Sétif 0-3

RC Relizane - MC Oran 2-1

Reportées :

CS Constantine - CR Belouizdad

NA Hussein-Dey - USM Alger

Classement :	Pts	J
1). ES Sétif	53	25
2). JS Saoura	46	24
3). MC Oran	44	25
4). CR Belouizdad	43	23
5). JS Kabylie	41	23
6). USM Alger	39	24
7). O. Médéa	37	24
8). MC Alger	36	23
--). CS Constantine	36	24
10). Paradou AC	34	24
11). AS Ain M'lila	31	25
12). US Biskra	27	24
--). ASO Chlef	27	25
14). RC Relizane	26	25
15). NC Magra	23	24
16). NA Hussein-Dey	21	24
--). WA Tlemcen	21	24
--). USM Bel-Abbès	21	25
19). CABB Arreridj	17	25
--). JSM Skikda	17	24

avoir décalé de 17h30 à 19h00, le coup d'envoi du match JS Kabylie-US Biskra, prévu dimanche, pour le compte de la 25e journée du championnat. "La LFP, tient à accompa-

gner et à soutenir la JS Kabylie qui représente dignement le football national durant sa double confrontation face au Coton Sport de Garoua", conclut le communiqué.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (1/2 FINALES)

Coton Sport - JS Kabylie les 20 et 27 juin

La demi-finale aller de la Coupe de la Confédération de football entre les Camerounais de Coton Sport et la JS Kabylie se déroulera le 20 juin au stade Roumde-Adjia de Garoua, selon le programme publié jeudi par l'instance africaine. La demi-finale retour entre le représentant algérien et son homologue camerounais aura lieu le 27 du même mois au stade 5-Juillet (Alger).

Programme des demi-finales (heures algériennes):

Aller - dimanche 20 juin 2021

Stade Roumde-Adjia (Garoua) : Coton Sport (Cameroun) - JS Kabylie (Algérie) 17h00

Stade 30-Juin (Le Caire): Pyramides (Egypte) - Raja (Maroc) 20h00

Retour - dimanche 27 juin 2021

Complexe Mohamed-V (Casablanca): Raja (Maroc) - Pyramides (Egypte) 20h00

Stade 5-Juillet (Alger) : JS Kabylie (Algérie) - Coton Sport (Cameroun) 20h00

Finale : 10 juillet à Cotonou (Bénin).

COUPE ARABE (U20)

PRÉPARATION

L'équipe nationale s'incline face à la réserve de la JSK (1-2)

L'équipe nationale de football des moins de 20 ans (U20) s'est inclinée face à l'équipe réserve de la JS Kabylie (1-2), en match amical disputé mercredi au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en vue de la Coupe arabe de la catégorie, prévue du 20 juin au 6 juillet en Egypte, a indiqué jeudi la Fédération algérienne (FAF).

Il s'agit du deuxième et dernier match de préparation, après celui disputé lundi au terrain annexe du stade 5-Juillet face au NA Hussein-Dey (victoire 2-1), qui vient conclure un stage effectué du 6 au 9 juin à Alger, le dernier dans le programme des U20 en vue du rendez-vous arabe.

Les buts de la rencontre ont été inscrits par Sid Ahmed Houari et Ramy Nasri pour la JSK, alors que celui de la sélection nationale a été inscrit par Ghanem sur penalty, précise la même source.

"Avec un très bon dispatching sur le terrain, la formation kabyle a donné du fil à retordre à nos U20. Les (Verts) ont toutefois péché par un manque criard dans la finition", souligne la FAF.

Le coach national Mohamed Lacete a organisé auparavant trois stages de présélection, dont l'avant-dernier effectué du 21 au 25 mai à Sidi Moussa, en présence de 37 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger.

La sélection des U20 sera en regroupement à partir du 11 juin jusqu'au départ de l'équipe pour l'Egypte. Durant la Coupe arabe des nations, l'Algérie évoluera dans le groupe A, en compagnie de l'Egypte, du Niger et de la Mauritanie. Les Algériens entameront le tournoi le 20 juin face à la Mauritanie.

Le match d'ouverture de la compétition, qui regroupe 16 équipes scindées en quatre groupes de quatre, opposera l'Egypte au Niger, invité, le 20 juin. Les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour le second tour du tournoi. La précédente édition de la Coupe arabe des nations des U20, disputée en Arabie saoudite, avait été remportée par le Sénégal.

LIGUE 1 - WA TLEMCCEN

Le maintien pour sauver la saison

Le WA Tlemcen, qui compte dans son palmarès deux coupes d'Algérie et une coupe arabe, devra encore patienter pour renouer avec les consécutions après son élimination, mercredi, en demi-finales de la coupe de la Ligue professionnelle de football.

Cette élimination sur le terrain de la JS Kabylie (1-0) incite les "Zianides" à se concentrer totalement sur leur principal pari de la saison, à savoir assurer le maintien parmi l'élite, a indiqué l'entraîneur-adjoint, Djawad Yadel.

Privé de plusieurs titulaires pour cause de blessures, le WAT, auteur d'un parcours honorable dans cette épreuve en éliminant en déplacement le leader de la Ligue 1, l'ES Sétif et le troisième au classement, le MC Oran, n'a pas réussi à refaire le même coup à la JSK.

Cette dernière, qui a le vent en poupe après sa qualification au dernier carré de la Coupe de la Confédération africaine, a eu le dernier mot.

Ayant retrouvé la Ligue 1 cette saison après sept années passées dans les divisions inférieures, le WAT n'a plus remporté aucun trophée depuis 1998, année de sa consécration en coupe arabe.

Cette équipe a échoué aussi à trois reprises en finale de la coupe d'Algérie en 1974, 2000 et 2008, contrairement aux finales de 1998 et 2002, qui les a toutes les deux remportées.

Son entraîneur Abdelkader Amrani, dont il s'agit de son cinquième match avec les "Bleu et Blanc", tablait lui aussi sur la coupe de la Ligue, seul titre qui manque à son palmarès sur le plan national. Ce technicien, passé par le CS Constantine et le MC Alger cette saison, a remporté quatre coupes d'Algérie et un titre de champion, rappelle-t-on.

A présent que le rêve des Tlemceniens de participer pour la première fois dans l'histoire du club à une coupe africaine (le vainqueur de la coupe de la Ligue jouera la coupe de la Confédération la saison prochaine) s'est évaporé, ils vont jeter toutes leurs forces dans le championnat, a encore indiqué le premier assistant d'Amrani à la barre technique.

Après 24 journées de championnat, le WAT occupe la 17e place (premier potentiel relégable) avec 21 points. L'équipe paye notamment ses nombreuses contre-performances à domicile où elle n'a remporté que deux matchs sur 12 joués. En tout et pour tout, elle a décroché 12 points à domicile sur 36 possibles (2 victoires, 6 nuls et 4 défaites).

PAVARD JETTE LE FLOU SUR SON AVENIR

Actuellement avec l'Équipe de France pour disputer l'Euro 2020, Benjamin Pavard était présent en conférence de presse cet après-midi. L'occasion pour le latéral droit des Bleus de parler de la longévité des joueurs français au Bayern Munich, et sa réponse fut pour le moins étonnante. Joueur essentiel du club bavarois (83 apparitions en deux saisons), le défenseur de 25 ans n'est cependant pas certain de rester longtemps en Bavière, même s'il admet bien s'y sentir. "C'est un très grand club, c'est familial et on se sent vraiment bien au quotidien là-bas. Donc ça ne m'étonne pas que des joueurs soient restés là-bas de très nombreuses années."



GROSSE OFFENSIVE POUR HAALAND

Le transfert de Haaland va être une des attractions de l'été et Chelsea est prêt à faire une première offensive.

Erling Haaland semble bien décidé à franchir un cap lors de ce marché des transferts en changeant de championnat et en rejoignant une équipe qui vise la victoire en Ligue des champions. Dans le même temps, Dortmund va avoir besoin de remettre ses finances dans le vert.

Il partira pour plus de 100 millions d'euros et une offensive massive de Chelsea est en cours. Les champions d'Europe veulent faire signer une star offensive et Haaland fait figure de priorité. Les Blues ont largement les moyens de faire une offre proche de 120 millions pour lui.

RONALDO LE CONSEIL DE MOURINHO

Le nouveau coach de l'AS Roma espère que Cristiano Ronaldo quittera la Juventus Turin cet été.

Partira, partira pas ? L'avenir de Cristiano Ronaldo fait décidément beaucoup parler ces dernières semaines... Après trois saisons passée à la Juventus Turin, la superstar lusitanienne aurait des envies d'ailleurs à un an de la fin de son contrat. Ça tombe bien, le nouveau coach de la Veille Dame Massimiliano Allegri ne compterait pas sur lui.

Pour José Mourinho, fraîchement nommé entraîneur de la Roma, « CR7 » doit absolument faire ses valises cet été. « Il devrait quitter l'Italie maintenant et me laisser tranquille », a ainsi glissé le « Special One » à TalkSPORT, non sans une pointe d'humour.

Avant de tresser des lauriers à son compatriote: « Tout le monde le dit, je ne suis le premier: « il n'a plus 25 ans, il en a 36 ». Il ne marquera plus 50 buts par saison, mais combien peut-il encore en marquer ? 35. (...) C'est déjà une légende, l'un des grands noms qui restera à jamais dans l'histoire du football, (...) il veut battre le record de buts marqués par l'Iranien Ali Daei pour une équipe nationale. Il veut non seulement jouer cet Euro 2020 mais aussi la prochaine Coupe du Monde. Mentalement il est très fort et les critiques ne le atteignent pas. Au contraire, elles le motivent encore plus. »

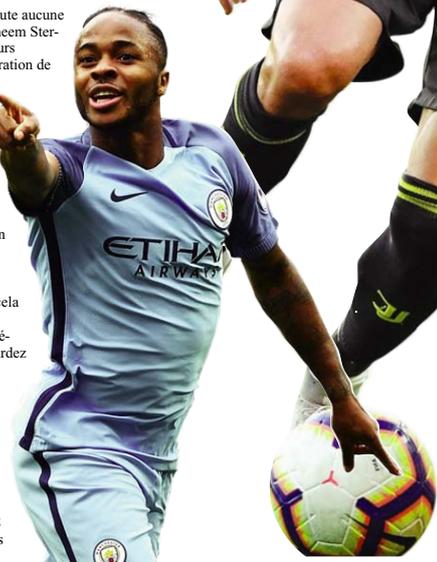
Sterling répond aux rumeurs

Raheem Sterling n'écoute aucune rumeur. Man City : Raheem Sterling réponds aux rumeurs

Actuellement en préparation de l'Euro avec sa sélection, l'international anglais, Raheem Sterling, a récemment été lié au FC Barcelone. Interrogé sur ces rumeurs de départs, l'ailier de Manchester City a préféré mettre un terme de façon clair à cela au micro de TalkSPORT.

« Comment je prends cela ? Comme on le faisait avant qu'il n'y ait les réseaux sociaux. Ne regardez rien. C'est la chose la plus importante ».

Sous contrat jusqu'en juin 2023, Sterling pourrait également prolonger son bail pour deux saisons, si l'on en croit d'autres sources. Sterling a inscrit 10 buts et délivré 8 passes en 31 rencontres



ARSENAL VISE BEN WHITE

A la recherche de renfort en défense, les dirigeants d' Arsenal aimeraient recruter Ben White. Le défenseur de Brighton s'apprête à disputer l'Euro 2020 avec l'Angleterre après le forfait de Trent Alexander-Arnold. Le défenseur de Brighton & Hove Albion Ben White est désormais une cible concrète pour Arsenal pour le mercato estival 2021 annonce The Athletic. Une offre pour le défenseur âgé de 23 ans serait en préparation du côté du club londonien alors que l'ascension de l'ancien joueur de Leeds a été récompensée la semaine dernière par une place dans l'équipe d'Angleterre pour l'Euro 2020 suite au forfait de Trent Alexander-Arnold. Jusqu'à présent, aucun contact n'a eu lieu entre les deux clubs de Premier League affirme le média britannique mais cela devrait changer dans les prochains jours, car le manager Mikel Arteta cherche à renforcer son équipe en vue de la saison pro-ger. Bien que White soit sous contrat jusqu'en 2024, il semblerait que Brighton n'empêchera pas son départ si le prix est correct. Il pourrait s'agir d'un montant de l'ordre de 50 à 60 millions d'euros.

Gündogan ne partira pas cet été

Malgré des négociations difficiles au sujet d'une prolongation de son contrat, qui expire en juin 2023, Manchester City n'a pas l'intention de vendre son milieu de terrain İlkay Gündogan (30 ans, 28 matchs et 13 buts en Premier League cette saison) cet été, annonce le média Sky Sports ce jeudi. En dépit d'un intérêt du FC Barcelone à son égard, l'Allemand va donc rester chez les Citizens. Une décision parfaitement logique, tant l'ancien du Borussia Dortmund n'a cessé de prendre de l'importance dans le onze de l'entraîneur Pep Guardiola, depuis son arrivée en 2016.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

LÉGISLATIVES - PROPOS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le citoyen "souverain" dans le choix de ses représentants au Parlement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, jeudi à Alger, que "le 12 juin, le citoyen sera souverain dans le choix de ses représentants à la prochaine Assemblée populaire nationale".



"Le citoyen sera souverain dans le choix de ses représentants à la prochaine Assemblée populaire nationale", a précisé le président Tebboune lors d'une visite au siège de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), à l'invitation de son président, Mohamed Charfi.

"Les urnes trancheront et conforteront le choix du peuple", a poursuivi le président de la République soulignant que "l'ère des quotas est révolue,

maintenant que les lois régissant le processus électoral sont respectées, conformément à la Constitution et à la nouvelle loi organique sur les élections, et ce pour asseoir une nouvelle ère en Algérie conformément aux engagements".

A cette occasion, le président Tebboune a donné des directives à l'effet de "veiller à la protection des voix des Algériens, et opérer la rupture avec les anciennes pratiques, de nature à entamer la

confiance du citoyen en ses institutions". Cette échéance "offre, pour la première fois, l'opportunité aux jeunes et aux candidats aux finances limitées, de représenter le peuple, notamment après que le processus électoral a été mis à l'abri de l'argent, sale ou pas, ce qui garantit une véritable représentation du citoyen".

"Vous êtes les garants de la confiance que placera le citoyen en ses institutions à l'avenir", a affirmé le Président

Tebboune à l'adresse des responsables de la salle des opérations de l'ANIE, ajoutant avoir entamé, pour une première étape, le renouvellement de l'Institution législative, qui sera suivi de élections des assemblées communales et de wilaya, des instances très proches du citoyen".

Le président de la République a été accueilli à son arrivée au siège de l'ANIE, par M. Charfi et le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche.

"Ceux qui ont opté pour le boycott sont libres dans leur choix à condition de ne pas l'imposer aux autres"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a estimé, samedi, que ceux qui ont fait le choix du boycott sont libres dans leur position, "à condition de ne pas l'imposer aux autres".

Dans des déclarations à la presse après l'accomplissement de son devoir électoral, le Président de la République a affirmé que "ceux qui ont choisi le boycott,

c'est leur droit, à condition qu'ils n'imposent pas leur décision aux autres, car tout le monde est libre dans ce pays, mais dans le respect de l'autre".

Le Président Tebboune a indiqué, dans ce contexte, que "la démocratie veut que la majorité respecte la minorité, mais la décision demeure entre ses mains".

Après avoir rappelé que voter

se veut "un devoir national", le Président Tebboune a évoqué les prévisions concernant les résultats de ces échéances, indiquant à ce propos: "J'ai déjà déclaré que le taux de participation ne m'intéressait pas. Ce qui m'importe est que ceux qui sortiraient de l'urne détiennent la légitimité populaire qui leur permettra, demain, d'exercer le pouvoir législatif".

"Les législatives, un deuxième jalon dans le processus d'édification d'une Algérie plus proche du citoyen"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé samedi à Alger que les élections législatives étaient "un deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique plus proche du citoyen qu'avant".

"A l'instar de tous les citoyens,

j'ai accompli mon devoir électoral. C'est un deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique plus proche du citoyen qu'avant", en attendant la tenue "prochainement" des élections locales (APW et APC), qui se veulent "le dernier jalon de ce

processus", a déclaré le président de la République au sortir du bureau de vote. Et de poursuivre: "En ma qualité de Président et de citoyen, je crois résolument à l'article 7 de la Constitution stipulant que le peuple est la source de tout pouvoir, qui l'exerce à travers ses élus".

ALGÉRIE-LIBYE

Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen achèvent leur visite en Algérie



Les vice-présidents du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Koni et Abdullah Al-Lafi ont achevé, jeudi, leur visite officielle en Algérie, à l'occasion de laquelle "les derniers développements du dossier libyen ont été évoqués, notamment la gestion de la phase transitoire conformément à la feuille de route convenue et le dossier de la réconciliation nationale dans ce pays frère".

A leur départ de l'aéroport Houari-Boumediène, ils ont été salués par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad et le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum.

Les deux membres du Conseil présidentiel libyen, avaient entamé, mercredi, une visite officielle en Algérie. A leur arrivée, ils ont été accueillis par le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud. Mercredi, ils ont été reçus par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une opportunité pour "évoquer les derniers développements du dossier libyen, notamment la gestion de la phase transitoire conformément à la feuille de route adoptée".

Le Président Tebboune avait affirmé "le soutien sans limite de l'Algérie aux frères libyens pour la reconstruction de l'Etat libyen à même de préserver sa souveraineté et son unité", réitérant "la disposition de l'Algérie à abriter les rencontres de réconciliation nationale, en réponse aux demandes des frères libyens".

Les membres de la délégation libyenne ont adressé leurs remerciements au président de la République pour la position de l'Algérie et sa pleine disposition à offrir son appui au peuple libyen frère. A l'issue de l'audience, le vice-président du Conseil présidentiel libyen Abdullah Al-Lafi a indiqué que cette visite en Algérie intervient pour confirmer la profondeur des relations historiques algéro-libyennes, soulignant que ce qui lie les deux peuples algérien et libyen va au delà des relations

politiques, au regard des relations de fraternité et de communauté de destin à la faveur de la grande histoire de lutte et de hauts faits des aînés pour défendre la terre et résister au colonialisme de l'époque.

M. Abdullah Al-Lafi a adressé ses remerciements au président de la République ainsi qu'au Gouvernement et au peuple pour les positions de soutien à la stabilité de la Libye et la voie empruntée tout au long des dernières années concernant le refus de l'Algérie des solutions militaires en favorisant les solutions civiles et en préservant la souveraineté de la Libye.

Le responsable libyen a fait savoir que son pays aspire à fournir son soutien à l'Algérie en l'aidant à la recherche des solutions aux problèmes de la Libye, soulignant, en outre, "le rôle des frères Algériens dans le processus de paix, notamment lors de la prochaine période". "Nous attendons de l'Algérie qu'elle puisse nous aider dans les prochains processus de dialogue politique notamment lors de la prochaine période, et ce, en vue de la prochaine étape des élections en fin du mois de décembre 2021", a-t-il poursuivi.

Dans une entrevue accordée à la chaîne qatarie "Al Jazeera", diffusée mardi, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rappelé que l'Algérie a refusé que Tripoli "tombe aux mains des mercenaires", ajoutant qu'"elle était prête à intervenir d'une façon ou d'une autre pour empêcher sa chute".

"Quand nous avons dit que Tripoli était une ligne rouge, nous l'avons fait sciemment et les concernés ont saisi le message", a-t-il poursuivi, rappelant la position de l'Algérie qui a appelé, à la Conférence de Berlin, à la tenue d'élections générales en Libye sous l'égide des Nations Unies. "Les frères Libyens ont demandé à ce que la réconciliation libyenne se fasse en Algérie, et c'est ce qui a confirmé le chef du gouvernement d'union nationale en Libye lors de sa dernière visite en Algérie", a rappelé M. Tebboune.

TUNISIE

Une pétition pour le retrait de confiance au ministre de l'Intérieur Mehichi (député)

Le député du groupe démocratique tunisien, Haykel Mekki a fait savoir que son bloc préparait une pétition pour le retrait de confiance au ministre de l'Intérieur par intérim Hichem Mehichi, le tenant pour "responsable" des graves violations des droits humains, rapporte samedi l'Agence de presse TAP.

M. Mehichi, chef du gouvernement tunisien, assure l'intérim depuis la révocation de Taoufik Charfeddine de son poste à la tête du ministère de l'Intérieur le 5 janvier

2021. Selon l'agence de presse, M. Mekki a indiqué que la pétition "est ouverte à toutes les propositions", rappelant qu'elle requiert la signature du tiers des députés, soit 73. Elle est votée en plénière à une majorité de 109 voix, selon l'article 97 de la Constitution. Cette décision du bloc démocratique (39 députés) intervient en réaction à l'agression par des policiers, d'un mineur dans le quartier de Sidi Hassine Sijoumi, selon la TAP. L'incident a suscité une large indignation à l'échelle du pays: Organisa-

tions nationales, et partis politiques ont imputé la responsabilité des "dérives policières" au chef du gouvernement, ministre de l'Intérieur par intérim.

Selon le député, le retrait de confiance au ministre de l'Intérieur "est motivé par, notamment, le traitement sécuritaire des mouvements sociaux et les nominations douteuses au sein du département".

Il a cité la nomination de Lazhar Loungo responsable des services spéciaux, qui, selon lui, "utilise tous les moyens pour es-

pionner les opposants de Mehichi". "Au lieu de chercher à avoir le soutien des députés, le chef du gouvernement aurait mieux fait d'accomplir pleinement son rôle dans la lutte contre le terrorisme et la protection de la sécurité des Tunisiens", a-t-il regretté. La veille, M. Mehichi a déclaré que ce qui s'était passé à Sidi Hassine "ne représente pas les forces de sécurité", soulignant que ceux qui ont exploité cet incident "auraient mieux fait de donner des solutions pratiques".